

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 13002 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- DIMANCHE 16-LUNDI 17 NOVEMBRE 1986

Washington-Téhéran : realpolitik

La révolution islamiste n'aura qu'un temps, et les États-Unis ne peuvent se couper définitivement de l'Iran, pays qu'ils considèrent comme le plus important d'une région hautement stratégique. Ainsi pourrait-on résumer l'argumentation avancée par M. Reagan pour justifier la reprise de contacts entre Washington et Téhéran, et notamment la fourniture d'une « petite quantité d'armes » américaines. Ces pourparlers secrets menés cet été dans la capitale iranienne par M. Robert McFarlane, ancien conseiller de la Maison Blanche pour les affaires de sécurité, tout comme ces livraisons de pièces détachées pour les chasseurs iraniens, sont en contradiction flagrante avec la politique officiellement affichée à Washington : pas de négociation avec la République islamique - un régime qui perpétue le terrorisme international - et embargo sur tout matériel militaire destiné à l'un ou l'autre des belligérants de la guerre du Golfe.

On en est bien conscient à la Maison Blanche, et la « virage » a d'ailleurs été préparé par une petite équipe de conseillers du président, presque en cartimini, sans, apparemment, que le secrétaire d'État, M. George Shultz, ou le secrétaire à la défense, M. Casper Weinberger, en aient été avertis.

De quoi s'agit-il ? D'une appréciation dépourvue de considérations idéologiques d'un certain nombre de réalités stratégiques. Avec 46 millions d'habitants, d'énormes ressources en pétrole et en gaz naturel, une armée puissante, et plusieurs centaines de kilomètres de frontières avec l'URSS, l'Iran est un pays que ne pourra longtemps négliger Washington. Certes, il est encore trop tôt pour renouer avec un régime qui considère les États-Unis comme le « grand satan » et leur inflige une humiliation sans précédent, en 1979, en prenant leurs diplomates en otage à Téhéran. Mais l'avenir se prépare... Et l'évolution de la politique américaine dans la région est prise très au sérieux par les pays arabes modérés, alliés de l'Irak, qui ont d'ores et déjà fait part de leurs inquiétudes.

A Téhéran, les dirigeants iraniens font preuve d'une prudence qui témoigne peut-être des divisions du régime face à la « conversion » américaine : « Il n'y aura pas de réconciliation avec l'Amérique », a dit le président Khomeini, « tant que les États-Unis conserveront leur esprit d'agressivité et d'hégémonie (...) ainsi que leur soutien au régime sioniste ». Ce sont là, toutefois, des réserves assez générales et qui ne ferment pas la porte.

Il reste que le raisonnement de la Maison Blanche paraît plus convaincant s'il n'y avait aussi l'affaire des otages. A en croire la presse d'outre-Atlantique, il y a eu, depuis dix-huit mois, trois livraisons d'armes américaines à l'Iran ; et à chaque fois - coïncidence ? - un otage américain aux mains d'extrémistes chiites prisonniers au Liban a été libéré. M. Reagan a eu beau s'enfermer sur tous les tons qu'en aucun cas il ne s'agit d'un quelconque truc ou marchandage et que son pays s'en « tient à un refus catégorique de toute négociation avec le terrorisme », il n'a pas persuadé. Au gré des commodes dans la presse, on s'efforce d'avoir été aidé aux premières d'otages et ruiné, en partie, par la suite face au terrorisme. Et ce n'est pas les quelques semaines de la Syrie, armoirées d'ailleurs, qui dissipent l'impression que la Maison Blanche tient un double langage.

(Lire nos informations page 3.)

Violences en Nouvelle-Calédonie

Un jeune caldoche a été tué à Thio

Un adolescent a été tué par balles, samedi 15 novembre, à Thio, sur la côte est de la Nouvelle-Calédonie, au cours d'affrontements qui ont opposé indépendantistes et militants du RPCR. La victime est un jeune caldoche. Ce regain de violence intervient alors que M. Tjibaou doit être reçu, lundi, par M. Chirac et, mercredi, par M. Mitterrand.

Les affrontements ont fait un mort, Steve Fels, quatorze ans, un blessé par balles et plusieurs blessés légers atteints par des jets de pierres. Ils se sont produits au terme d'une réunion publique organisée par M. Jacques Lafleur, député RPR, dans une zone de tension chronique, Thio, symbole du conflit entre indépendantistes et partisans du maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la République française. Ils manifestent combien le retour au calme sur le territoire, dont se prévalait le gouvernement depuis les élections législatives, reste précaire, malgré la présence sur place de 8 000 militaires. Le RPCR a immédiatement exigé du haut-commissaire qu'il prenne des

mesures d'urgence contre « les terroristes du FLNKS », le couvre-feu a été instauré à Thio.

Cette violence place M. Tjibaou, chef de file des indépendantistes, dans une situation difficile. Devant M. Chirac, lundi, puis M. Mitterrand mercredi, le dirigeant du FLNKS comptait engager la négociation sur les conditions d'organisation du référendum de 1987 (pour ou contre l'indépendance). M. Tjibaou est porteur d'un mandat qui exprime une ligne modérée. Le FLNKS avait, en effet, choisi l'action diplomatique plutôt que l'affrontement.

(Lire nos informations page 5.)

L'avis négatif du Conseil d'Etat

M. Chalandon maintient son projet de prisons privées

Malgré l'opposition du Conseil d'Etat, M. Chalandon maintient son projet de prisons privées. Ce texte, dont la discussion et l'adoption en conseil des ministres sont toujours prévues pour le mercredi 19 novembre, ne sera qu'à peine amendé. C'est ce que déclare la chancellerie, décidée à ne tenir compte que des « remarques rédactionnelles » formulées par les conseillers d'Etat.

Cette opposition de l'Assemblée du Palais-Royal est le deuxième obstacle sur lequel le garde des sceaux aura buté en une semaine. Lundi 10 novembre, M. Jacques Chirac avait réduit à 15 000 lits les 25 000 places de prison que M. Chalandon souhaitait confier au privé. Jeudi 13, les conseillers d'Etat ont dit « non », pour des raisons de principe, à la privatisation. Lundi 17 débute une grave des écrous, décidée par les syndicats de gardiens de prison pour une fois unanimes, afin de protester contre le projet Chalandon.

D'autres moments difficiles attendent, plus tard, le garde des

sceaux, au Parlement puis au Conseil constitutionnel, dont l'avis du Conseil d'Etat préfigure peut-être le futur veto.

Heureusement pour M. Chalandon, il ne s'agit, aujourd'hui, que d'un avis, en principe secret. Le gouvernement peut passer outre comme il l'a fait pour la réforme du code de la nationalité, autre projet Chalandon « recalé » récemment par le Conseil d'Etat.

Aux prises avec les rebuffades de celui-ci, le garde des sceaux est devenu philosophe.

BÉRTRAND LE GENDRE.
(Lire la suite page 8.)

Paris prend acte des ralliements de l'opposition tchadienne

De la « guerre des chefs » à la « guerre de libération » ?

À la fin de l'après-midi, ce samedi 15 novembre, à Lomé, la conférence franco-africaine, qui aura été dominée par le conflit tchadien, sur le terrain, de deux affrontements ont repris au nord du seizième parallèle. Approuvant de facto les efforts du président Hissène Habré pour reconquérir la partie de son territoire occupée par les Libyens, Paris va augmenter sensiblement son aide militaire à N'Djamena. Le gouvernement français semble estimer en effet que le conflit a changé de nature, à la suite des ralliements d'une partie de l'opposition tchadienne : une guerre tchado-libyenne succède à une « guerre des chefs ».

LOMÉ
de notre envoyé spécial

Outre le Tchad, plusieurs autres sujets ont été traités à Lomé, mais il s'agit de problèmes plus « étatiques », comme ceux de l'Afrique australe, la crise économique du



continent noir et la dette africaine. Et cela, même si M. Mitterrand et Eyadéma ont relancé l'idée d'un plan Marshall des pays du Nord au bénéfice de tous les pays du Sud. Le changement de données du problème tchadien, qui avait été entériné par le président Mit-

terrand dans l'interview diffusée mercredi dernier par Radio-France internationale, a été souligné d'une manière beaucoup plus nette encore vendredi matin par le président de la République, auquel il revenait, de concert avec le président du Togo, de définir les travaux du sommet. Les propos de

M. Mitterrand sont d'autant plus significatifs que le président de la République n'a pas de très gros dossiers et n'a pas quitté la plus extrême prudence.

Qu'a-t-il dit pour l'essentiel ? Que l'affaire tchadienne a changé de nature ; qu'elle est en passe de perdre son caractère de guerre civile pour être plus qu'un conflit international opposant deux États. Avant d'évoquer « le mouvement de réconciliation qui s'amorce [entre factions tchadiennes], qui ne cesse de s'amplifier », M. Mitterrand avait notamment déclaré : « Le jour viendra où ce pays fera, j'en suis convaincu, et j'exprime la volonté de la France, la démonstration de la vanité des entreprises de menace, le jour où le patriotisme de chacun de ses fils l'emportera sur les querelles d'hier. Alors, on verra clairement où se trouve l'origine d'un conflit qui se trouve aujourd'hui devenu international ».

JACQUES AMALRIC.
(Lire la suite page 4.)

Les rapports entre le président de la République et le premier ministre

L'âge du capitaine

Dans un entretien à l'hebdomadaire *Valeurs actuelles* , daté 17 novembre, M. Chirac donne son point de vue sur ses relations avec le président de la République. M. Mitterrand a, pour sa part, exposé sa conception de ces rapports dans un entretien publié par *le Point* .

M. Mitterrand esquise une sorte de *vade mecum* pour ses successeurs. Il tire de la collaboration la leçon que s'établira une nouvelle pratique, un nouvel équilibre des pouvoirs différent à la fois de l'extensif trop faible de la III^e et de la IV^e République et du « pouvoir de fait excessif » du chef de l'Etat de la V^e République. Jusqu'à sa propre élection. Et M. Mitterrand assure : « La situation présente dessine, avec beaucoup de témoignages, une approche qui se perpétuera, même si les majorités présidentielles et parlementaires coïncident de nouveau ».

La démonstration de cette prédiction reste, naturellement, à faire. On peut, toutefois, constater que rien de ce qui se pratique depuis le 16 mars n'est encore irréversible et ne peut permettre de préjuger de l'avenir. Le comportement des deux actuels responsables du pouvoir exécutif a été guidé par le cadre des institutions et inspiré par le souci de ne pas ouvrir la crise. Mais nul ne peut affirmer, aujourd'hui, que le partage des responsabilités se maintiendra si la cohérence s'établit de nouveau entre la majorité présidentielle et la majorité parlementaire.

De Gaulle lui-même avait tranché en disant le 31 janvier 1964 : « On ne saurait accepter qu'une dyarchie existât au sommet ». M. Mitterrand ne peut évidemment souscrire à cette formule qui était une de celles qu'il dénonçait en 1967 comme une des causes du « coup d'Etat permanent » dont il

accusait de Gaulle. Tous ses propos, cependant, reflètent bien la conception « présidentielle » (il emploie ce mot) qu'il a fait du rôle du chef de l'Etat au sein du pouvoir exécutif. C'est même l'objet de la démonstration qu'il tente de faire dans son interview. D'ailleurs, le président de la République par le biais du rappel de sa « philosophie » ne résiste pas à la tentation d'intervenir sur les choix de politique intérieure, audiovisuelle, Nouvelle-Calédonie, réforme électorale, expulsions, nationalité, etc.).

En fait - et au-delà de leurs déclarations - la pratique des institutions en cas de majorités cohérentes dépend essentiellement du caractère ou du tempérament des hommes.

ANDRÉ PASSERON.

(Lire la suite page 6.)

NOUVELLE PRÉSENTATION
Le Monde
PHILATELISTES
l'Officiel de la philatélie
NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEUR
Au sommaire du numéro de novembre
● Spécial Suisse
● Rencontre avec Marcel Roulet
● Cartes postales de Saint-Louis du Sénégal
LE MONDE DES PHILATELISTES
POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES
En vente chez votre marchand de journaux

RENDEZ-VOUS

Dimanche 16 novembre. — **Bangalou** : ouverture du sommet des Etats de l'Asie du Sud (jusqu'au 17).

Lundi 17 novembre. — **Berlin** : ouverture du procès de A. Hasi. **Moscou** : réunion du Parlement soviétique.

Mardi 18 novembre. — **London** : visite de M. Rauf Denktash. **Washington** : visite de M. Bariani (jusqu'au 20). **Madrid** : voyage de M. Helmut Kohl (jusqu'au 19).

Mercredi 19 novembre. — **Dacca** : arrivée du pape Jean-Paul II. **Moscou** : visite du premier ministre néerlandais, M. R. Lubbers (jusqu'au 20).

Jendredi 20 novembre. — **Singapour** : venue de Jean-Paul II.

Vendredi 21 novembre. — **Mayence** : ouverture du congrès du parti libéral FDP (jusqu'au 22). **Bangui** : référendum sur une nouvelle Constitution.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 606072 F
Télécopieur : (1) 45-73-96-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M.M. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montmoy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71
Télécopieur MONDIPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles
et publications, n° 57 437

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 38-15 - Tapes LEMONDE

ABONNEMENTS
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE 667 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

1 - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS 399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

2 - SUISSE/TURISME 504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement d'écriture

tous les noms propres en capitales

d'imprimerie.

Le Monde USPS 705-910 is published daily,

except Sundays for \$ 4.00 per year by Le

Monde c/o Speedpost, 45-45 33 33

Staten, L.I., N.Y. 11104. Second class

postage paid at New-York, N.Y.

postmaster : send address changes to Le

Monde c/o Speedpost U.S.A. P.M.C.

45-45 33 33 Staten, L.I., N.Y. 11104.

L'attaque de la grande mosquée de La Mecque

MARDI 20 novembre 1979. Le monde apprend stupéfait que la grande mosquée de La Mecque — susceptible d'accueillir trois cent mille fidèles — a été occupée par « un groupe armé non identifié » qui a pris une trentaine de croyants en otage. Toutes les communications du pays avec l'extérieur ont été coupées, ce qui laisse penser que la situation est des plus graves. Les autorités filtrent les informations au compte-gouttes. Le lendemain, elles tentent de minimiser l'événement et affirment que les forces de l'ordre ont repris le contrôle du sanctuaire.

En réalité, le dernier carré des insurgés ne sera réduit que le 3 décembre, et c'est seulement le 4 que le prince Nayef Ben Abdel Aziz, ministre de l'Intérieur, annonce le décès du chef des rebelles, Mohamed Abdallah Al Kahtani, dresse un bilan général et admet que l'attaque a fait cent trente-cinq morts, dont soixante gardes nationaux. Certains estiment toutefois que le nombre des victimes serait deux à trois fois supérieur. Le 9 janvier 1980, le régime annonce que soixante-trois assaillants ont été exécutés.

Le monde musulman, du Maroc à l'Indonésie, est secoué par cette attaque sans précédent depuis mille ans : en l'an 930 (308 de l'hégire), le jour dit de l'Abreuvement, les qarmates (1) s'étaient emparés de la pierre noire, qu'ils conservèrent pendant vingt ans. C'est, en effet, dans le Haram al charif, le sanctuaire sacré, que se trouve la Kaaba, édifice cubique de 15 mètres de haut et de 12 de large qui contient cette fameuse pierre noire que l'archange Gabriel a, selon la tradition, apportée à Abraham pour parachever la construction du temple.

Aucun étranger non musulman n'étant autorisé à se rendre à La Mecque et, a fortiori, à pénétrer dans la grande mosquée, il a fallu reconstituer les faits grâce aux récits de témoins et aux déclarations officielles, bien qu'elles aient été contradictoires sur plusieurs points.

Des armes sous des lincolns

Les musulmans ont été frappés de stupeur parce que la famille régnante, la dynastie des Faoud, a la réputation de pratiquer un islam particulièrement rigoureux, le wahhabisme, prêché au dix-huitième siècle par Mohamed Ibn Abdel Wahhab, allié du fondateur de la dynastie, Mohamed Ibn Saoud. Le royaume a d'ailleurs le Coran pour Constitution et applique à la lettre la Charia (loi religieuse). En outre, il arbore un drapeau vert aux couleurs du Prophète, entretient parallèlement à la garde nationale et à la police d'Etat une garde religieuse qui veille de façon ostentatoire et intrusivante sur les lieux saints et sur les bonnes mœurs ; il distribue des fonds dans le monde entier pour la construction de mosquées et soutient des institutions qu'il a contribué à créer, comme la Ligue islamique mondiale (1962) et l'Organisation de la conférence islamique (1969), qui groupe aujourd'hui quarante-six pays.

L'environnement est cependant des plus menaçants. Depuis la chute de la dynastie Pahlavi et du régime impérial iranien, le 12 février 1979, la République islamique de l'Iran Khoméini ne cesse de dénoncer l'« hypocrisie » des pétro-monarchies du Golfe. Sa radio appelle les musulmans à les renverser et encourage les pèlerins chiites à former « le front des déposés » et à lutter contre « la domination des régimes sataniques et exploitateurs du monde musulman ». Le 4 novembre, les Pasdaran, gardiens de la révolution, prennent en otage cinquante-deux Américains de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran et radicalisent les orientations du gouvernement des mollahs, qui menace d'exporter sa révolution.

Profitant de la prière de l'aube du premier jour de l'an 1400 de l'hégire, un groupe de deux cents hommes pénètre dans l'immense mosquée : 130 000 m² de superficie (contre 30 000 en 1956), sept minarets hauts de 90 mètres et des centaines de galeries souterraines permettant de soutenir un long siège. Les conjurés trompent la vigilance des gardiens en introduisant leurs armes sur des brancards entourés de lincolns comme pour un enterrement tandis que d'autres, habillés en femmes, entrent à bord de Jeep Toyota (plusieurs dizaines, selon des témoins).

Armés de pistolets, de fusils et de fusils-mitrailleurs britanniques Stear, ils prennent position aux vingt grandes entrées de la mosquée et dans les minarets, tirant sur

qu'en postes divers lors de la répartition effectuée annuellement par le régime entre les différentes tribus.

En plus des deux cents rebelles saoudiens, le ministre de l'Intérieur a fait état de trois cents autres : Égyptiens, Yéménites (du Nord et du Sud), Koweïtiens, Pakistais et Maghrébins. Des personnalités arabes proches des dirigeants saoudiens nous avaient confié alors que, dès la fin de septembre, les autorités avaient été mises en garde contre des troubles éventuels tandis que l'organe palestinien *Al Hadaf* écrivait qu'une tentative de coup d'Etat — la onzième, selon lui, depuis décembre 1977 — avait été déjouée le 2 août. Il semble que des mesures de sécurité avaient bien été prises dans l'ensem-

Mais elle a rappelé aussi les règles de la société tribale qui imposent aux chefs de donner l'exemple et de procéder à une redistribution équitable de la richesse considérée comme un don de Dieu et qui n'appartient qu'à lui.

Ces deux semaines qui ont fait trembler les dirigeants saoudiens et ceux des émirats du Golfe ont aussi mis à nu les problèmes inhérents aux grandes mutations sociologiques. Les conflits dans la région ne se situent pas entre une droite et une gauche de type européen mais entre modernistes et traditionalistes, progressistes et conservateurs tels qu'on a pu en voir dans les sociétés occidentales pré-industrielles. Les dirigeants sont d'ailleurs tiraillés entre deux forces qu'ils ne peuvent ni ignorer ni totalement maîtriser : celle des nouvelles bourgeoisies constituées de technocrates formés en Occident et d'hommes d'affaires en contact avec l'étranger, partisans d'une modernisation de la société et d'une libéralisation des mœurs, et celle de milieux tribaux et de religieux conservateurs et peu cultivés pour qui modernité = occidentalisation = débauche. Chacun sait aussi qu'aucun des émirats ne résisterait à un effondrement du régime saoudien.

Un difficile équilibre

L'équilibre est difficile à trouver. La révolution iranienne ayant révélé les périls d'une modernisation hâtive qui a favorisé le seul enrichissement d'une couche sociale privilégiée, les dirigeants du Golfe ont tendance depuis la rébellion de La Mecque à mettre l'accent sur la pratique religieuse et à faire des concessions aux traditionalistes dans l'espoir de désarmer les activistes. Cette attitude fait plutôt le jeu des intégristes, semble-t-il, et apporte de l'eau à leur moulin tout en neutralisant les modernistes.

Nul n'ignore cependant qu'après avoir manqué la révolution industrielle, le monde islamique a raté la révolution nucléaire : l'Islam est la seule aire de vieille civilisation qui n'ait ni la bombe atomique ni — ou si peu, si l'on excepte le Pakistan et l'Irak dont la centrale Tamouz a été détruite par les Israéliens — la maîtrise pacifique de l'atome. Or tous ses voisins — qui sont à l'occasion ses ennemis, l'ont : la Chine, l'URSS, l'Inde, Israël, l'Europe occidentale. A l'aube du vingt et unième siècle (quinzième siècle de l'hégire), à l'ère des satellites et de la révolution informatique, peut-on éviter la modernisation sans être marginalisé ?

Les émirats du Golfe se sont posés ces questions mais ils devaient, en même temps, faire face à des dangers qui leur paraissaient plus proches, plus immédiats : l'Islam révolutionnaire de l'Iran et le modernisme socialiste de l'Irak, même si ce dernier, talonné par la menace khoméiniste, a tempéré son radicalisme militant pour coopérer avec les régimes modérés. C'est pourquoi nombre de dirigeants verront — du moins à ses débuts — dans la guerre Irak-Iran, qui éclate le 22 septembre 1980, un moyen d'affaiblir deux puissances régionales dont ils redoutent les ambitions hégémoniques. Mais les craintes provoquées par l'attaque de la grande mosquée de La Mecque et la prolongation de la guerre aideront l'Arabie saoudite à réaliser un vieux rêve : étendre son influence à la plus grande partie de la péninsule arabique. Elle y parviendra en constituant en mai 1981 le Conseil de coopération du Golfe, qui regroupe Bahrein, la fédération des Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar, et doit assurer la sécurité collective.

PAUL BALTA.

(1) Secte chiite extrémiste fondée par Hamdan Qasbi qui prêche une communauté initiatrice ; elle veut détruire le califat et le sunnisme autant par son extrémisme doctrinal que par son terrorisme révolutionnaire.



ROUIL

tous les gardiens saoudiens et tenant en respect un millier de fidèles. Muni d'un porte-voix, un insurgé annonce que ses compagnons veulent « lutter contre la corruption du régime et la dégradation morale, sociale et économique qui en est résultée ». Il précise que les fidèles qui le souhaitent peuvent se joindre aux combattants et ajoute : « Nous nous battons jusqu'à la mort pour témoigner devant le monde islamique de l'oppression dont est victime le peuple saoudien ».

Les rebelles présentent un des leurs, Al Kahtani, vingt-six ans, comme le Mahdi (Guide suprême, Messie) tandis que son principal lieutenant, Jehaymane Al Oteiba, dirige les opérations. Contrairement aux premières rumeurs, les conjurés n'appartiennent pas à la communauté des trois cent mille chiites vivant dans la zone pétrolière à l'est du pays, mais à une puissante tribu du Hejaz, celle des Oteiba, considérée comme un des piliers de la fameuse garde royale constituée de bédouins.

Rigoristes en religion, hostiles aux tentatives de sédentarisation, les Oteiba avaient soutenu le roi Abdel Aziz, lorsqu'il avait fondé le royaume en 1932, mais avaient déploré par la suite la « déviation » de la famille royale. Ils auraient également eu à se plaindre de n'avoir pas bénéficié de la part qu'ils estimaient devoir leur revenir tant en argent

ble du pays mais pas à La Mecque, les autorités saoudiennes se refusant à imaginer que la ville sainte puisse être attaquée.

En raison de son caractère spectaculaire et suicidaire, la rébellion de La Mecque n'a pu être tenue secrète. Néanmoins, ce n'est qu'à la fin de janvier 1980 qu'un article du *Point* révélait que des gardes français — cinq, selon l'hebdomadaire, trois, selon *Le Monde* — avaient été amenés « à coordonner, voire à diriger » les quelques trois mille soldats saoudiens qui ont livré bataille, « tout en consultant les autorités » sur la conduite à suivre.

Peu après, on apprenait aussi que des gardes marocains formés par le GIGN (groupe d'intervention de la gendarmerie nationale française) avaient également participé à la sauvegarde du régime saoudien. Ces deux participations ne sont sans doute pas étrangères à l'excellence des rapports que Ryad entretient depuis avec Paris et Rabat.

L'attaque de la grande mosquée est riche d'enseignements. Depuis un quart de siècle, les politologues n'ont cessé de parler de la vulnérabilité des monarchies du Golfe et de leur chute imminente. Or elles ont mieux résisté que prévu. C'est qu'on a eu tendance à négliger un facteur capital : la légitimité réelle des familles régnantes issues de tribus, légitimité que leur envient souvent civils et militaires qui président à la suite de putschs ou de révolutions aux destinées de jeunes républiques.

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

CHARLES PASQUA

dimanche 18 h 15

en direct sur

animé par
Olivier MAZEROLLE

avec André PASSERON
et Georges MARION (Le Monde)
Gilles LECLERC
et Alain HAMON (RTL)

RTL

مكتبة الأهل

Alors que M^{me} Thatcher s'entretient avec M. Reagan

Les Etats-Unis annoncent des sanctions contre la Syrie

La Syrie a vivement dénoncé, le vendredi 14 novembre, les sanctions prises le même jour par les Etats-Unis à son encontre. « Le gouvernement syrien envisage des contre-mesures » pour riposter à ce qu'il considère comme une « campagne de mensonges et de pressions dirigée par Israël, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis », a annoncé Radio-Damas.

Les mesures américaines — qui suivent celles décidées par la CEE à la suite de l'affaire Hladawi — sont cependant quel-

que peu éclaircies par le débat qu'a suscité l'annonce, jeudi, par la Maison Blanche d'une série de contacts secrets américano-syriens. Alors que M. Reagan fait l'objet d'un feu croisé de critiques, le président israélien, M. Ali Khamanet, a assuré qu'il ne saurait y avoir de véritable réconciliation aussi longtemps que Washington ne changera pas de politique au Proche-Orient : « Tant que les Etats-Unis conserveront cet esprit d'animosité et d'hégé-

nisme, leur attitude actuelle envers les musulmans, les Palestiniens et les pays arabes, ainsi que leur soutien au régime sioniste d'Israël, je déclare qu'il n'y aura pas de réconciliation avec l'Amérique », a expliqué M. Khamanet.

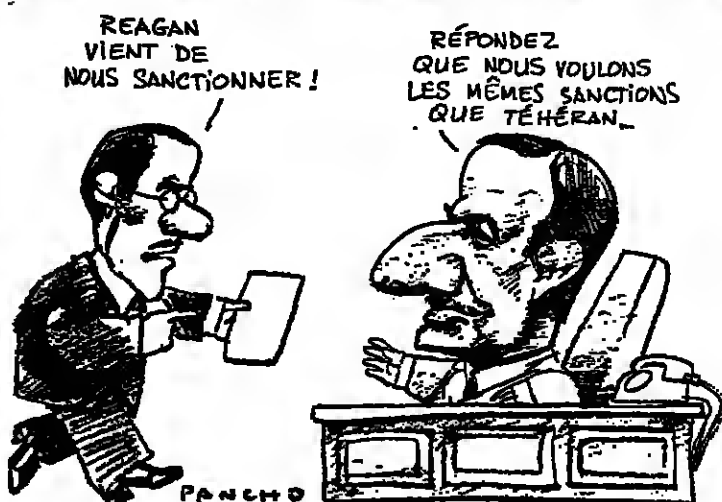
L'agence soviétique Tass assure, de son côté, que en livrant des armes à Téhéran, Washington « a l'intention de s'engager directement dans la guerre irano-irakienne pour la ramener ».

son da « rôle historique » que ce pays joue dans la région. Le porte-parole du département d'Etat a d'ailleurs souligné toute l'importance de ce fait en déclarant que les Etats-Unis demeurent prêts à « travailler » avec Damas, un rapprochement pas la « confrontation » et espérant que ces sanctions n'affecteront pas le sort des otages américains.

« L'histoire exige davantage de la Syrie que de pays comme la Libye ou le Yémen du Sud », a ajouté le porte-parole en expliquant que c'était une « modification de l'attitude » de Damas qui était recherchée. On se saurait finalement être plus courtois dans l'imposition de sanctions qui a'auront, au demeurant, que des implications limitées puisque, l'année dernière, les exportations syriennes vers les Etats-Unis s'élevaient à moins de 3 millions de dollars tandis que les exportations américaines vers la Syrie ne dépassaient pas les 106 millions.

Après s'être d'abord contentés de rappeler leur ambassadeur, les Etats-Unis se sentaient d'autant plus obligés de marquer leur solidarité avec M^{me} Thatcher que le premier ministre britannique arrivait, ce même vendredi, à Washington pour une journée de délicates entretiens avec M. Reagan sur l'état des rapports Est-Ouest après le sommet de Reykjavik. Tout comme Paris, Londres craint, en effet, qu'un éventuel accord soviéto-américain n'implique une pression des deux superpuissances en faveur du démantèlement des forces de dissuasion françaises et britanniques.

Cette visite aurait, en conséquence, suffi à emporter à elle seule la décision américaine, tant les rela-



tions personnelles de M^{me} Thatcher et de M. Reagan ainsi bien que de leurs pays sont étroites et privilégiées. Il s'en est pas moins évident que la Maison Blanche a trouvé là une occasion particulièrement bienvenue d'affirmer — au milieu d'un scepticisme que n'a nullement désarmé l'allocution télévisée prononcée jeudi soir par M. Reagan — que les tractations avec l'Iran n'impliqueraient pas d'assouplissement de la politique américaine face au terrorisme. A en croire un sondage réalisé après cette allocution par la chaîne ABC, une nette majorité d'Américains sont persuadés du contraire, puisque 57 % d'entre eux considèrent que le président est revenu sur sa politique de refus de négocier avec les terroristes.

Il s'est encore plus nombreux (64 %) à estimer que les risques de nouvelles prises d'otages ont été multipliés, et des majorités absolues ont voté pour que les Etats-Unis livrent d'armes à l'Iran pour faciliter la reprise des relations (72 %) et plus encore pour obtenir des libérations (79 %). Si ces premières indications étaient confirmées par de nouveaux sondages, ce serait la première fois depuis son élection que M. Reagan se trouverait à ce point en porte à faux avec l'opinion sur une initiative déjà critiquée par le monde politique virtuellement unanime.

Les réticences de M. Shultz

Le secrétaire d'Etat, M. Georges Shultz, a ainsi pris, vendredi, la spectaculaire initiative de faire dire par son porte-parole qu'il « n'avait pas été directement informé bien qu'il ait été sporadiquement informé de certains détails » dans l'ouverture et la conduite des contacts avec Téhéran.

M. Reagan, en un mot, traverse une mauvaise passe. Outre le sentiment d'isolement absolu qu'elles suscitent à l'extérieur, les sanctions décrétées vendredi viennent, paradoxalement, souligner l'extrême prudence observée à Washington à l'égard de la Syrie. Bien qu'on ne s'y fasse aucune illusion sur les responsabilités de Damas dans des actions terroristes (dont quatre cents personnes au total auraient été, selon le département d'Etat, victimes depuis 1983), Washington se refuse toujours, en effet, à aller jusqu'à une rupture des relations diplomatiques avec la Syrie en rai-

A l'université islamique de Gaza

« Le Prophète est notre chef la guerre sainte notre voie »

GAZA de notre envoyé spécial

Ici, l'Islam, c'est d'abord un mur. Une étanche frontière de béton qui, au nom d'Allah, sépare deux mandes, deux sociétés, deux sexes. A l'université islamique de Gaza, garçons et filles cohabitent sans se voir, feux voisins d'études que tout isole : deux entrées lointaines, des cours séparés, l'usage à des heures distinctes de la bibliothèque commune.

Derrière le mur, ce matin, monte, sur fond de tambour, une forte clameur féminine. Car l'université désigne ses conseils étudiants. Ségrégation oblige, les garçons votent aujourd'hui, les filles demain. Deux énormes urnes vertes attendant leur verdict. En ce dernier jour de campagne électorale, les étudiantes tiennent leur ultime et bruyant rassemblement. Ce spectacle, unique dans les territoires occupés, vaut le détour.

Une centaine d'adolescentes tournent autour d'un Coran aux pages innombrables, ouvert. Vêtues de l'uniforme islamique, longue djellaba grise et tchador de coton, elles débattent, entre deux goulées, le triple slogan de l'intégrisme musulman. « Le Prophète est notre chef, le Coran notre Constitution, la guerre sainte notre voie ». Quelques-unes ont le visage entièrement voilé. Un peu à l'écart, un autre petit groupe scande le nom d'un héros, l'assassin de Sedat : « Stambouli ! Stambouli ! ». Le retour de l'orage interrompre prématurément cette édifiante réunion.

Islamistes contre OLP

Avec ses quatre mille six cents étudiants, dont un tiers de femmes, répartis en six facultés, l'université islamique — seul établissement supérieur à Gaza — est la plus fréquentée des territoires occupés. Mais elle est sans doute la moins prestigieuse. Elle vit sa vie, géographiquement et politiquement en marge des quatre universités de Cisjordanie : An-Najah (Naplouse), Bir-Zeit, Hébron et Bethléem.

Comme Al-Azhar, sa grande sœur du Caire, elle est, par vocation, un foyer du fondamentalisme. Cette année encore, le « bloc islamique », émanation de la « Mujama » (le « mouvement », le « rassemblement »), a remporté haut la main le vote étudiant avec 69 % des suffrages contre 27 % à l'« alliance laïque nationaliste » (Fatah, FPLP, FIDP) et 4 % aux extrémistes religieux. A titre de comparaison, les islamistes recueillent 44 % des voix à Hébron, 36 % à Naplouse, 25 % à Bir-Zeit et 11 % à Bethléem.

A Gaza, étudiants et professeurs, cela va de soi, sont tous musulmans. Les programmes mêlent matières religieuses et profanes. Mais si l'on enseigne

certaines théories contraires à l'Islam, comme le darwinisme, c'est pour les réfuter aussitôt. Les élèves consacrent une année préparatoire aux disciplines religieuses. Ils doivent aussi mémoriser six chapitres du Coran pendant leurs quatre ans d'études. Un diplômé sur trois deviendra enseignant.

L'université est le lieu d'une rivalité accrue entre intégristes et sympathisants de l'OLP. En cas de conflit ouvert, la direction épaulée les premiers, fut-ce par le nombre. En avril dernier, par exemple, M. Mohammed Siam, président par intérim de l'université, expulsa quatre étudiantes de gauche qui incitaient les islamistes à célébrer en dehors du campus le souvenir du massacre de Deir-Yassin. Tant plus tard de revenir avec leurs amis à l'université, elles furent accueillies avec des canons à eau. Robe blanche, keffiyeh à damiers et chapelet rouge, M. Siam est un homme prudent, apparemment soucieux de ne pas fournir à Israël prétexte à ingérence. Son campus est bien moins turbulent que ceux de Cisjordanie. En huit ans d'existence, il ne fut fermé qu'une fois, en 1985, pendant une petite semaine.

La lutte d'influence entre intégristes et laïcs déborde largement l'enceinte des facultés. Elle se livre, sporadiquement, dans les camps de réfugiés et les quartiers de la vieille ville, très trépidants depuis toujours. On s'y affronte plus vivement que dans les couloirs de l'université, au cours, à l'acadie ou à l'eau bouillante. Mercenaires du nouvel ordre moral, les intégristes patrouillent sur les plages, chassent le communisme et l'alcool, et s'entrechoient parfois pour le contrôle des mosquées.

Sur le campus, on est d'abord musulman, avant d'être arabe et palestinien. Longue silhouette aveugle aux mains gantées de noir, une étudiante du « bloc islamique » proclame, derrière son voile, que « la politique procède de l'Islam et se confond avec lui ». Tout en admettant que l'OLP « représente le peuple palestinien », elle lui reproche, un brin sentencieux, « de ne pas s'appuyer assez sur les principes de l'Islam ».

Seit-elle, à son âge, que Yasser Arafat fut un frère musulman à Gaza dans les années 50 ? « Nous donnons aux autres groupes, ajoute-t-elle, la chance de s'exprimer. A ses côtés, deux militants de gauche arborent un sourire entendu, à l'évocation de cette « chance » qu'on leur octroie, avant d'annoncer leur objectif prioritaire : obtenir un Etat. Faible d'eto d'un débat grandissant entre ceux qui, chez les Palestiniens, privilégient la « libération nationale » et ceux qui le subordonnent au triomphe de l'Islam.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

EGYPTE

Nouvelles arrestations de maximalistes musulmans

LE CAIRE de notre correspondant

Quatre « islamistes » ont été arrêtés, le vendredi 14 novembre, à la suite d'une bagarre dans un village de la province de Fayoum (100 kilomètres au sud-ouest du Caire), indique un communiqué du ministère de l'Intérieur. Quatre fidèles ont été blessés à la suite de l'incident qui a éclaté avant la prière de vendredi, précise le communiqué. Un fait similaire, à la suite duquel cinq maximalistes musulmans ont été appréhendés, avait eu lieu il y a deux semaines dans une mosquée de la ville de Suze.

Souhaitant la politique de fermeté du gouvernement, le ministre de l'Intérieur, le général Zaki Badr, a

affirmé vendredi, dans sa première déclaration officielle depuis sa confirmation dans le nouveau cabinet, que « les forces de l'ordre ne permettront nulle transgression de la loi ou atteinte à l'ordre ».

Par ailleurs, la revue islamique *Al-Nour* a dénoncé « le défilé » lancé par les autorités universitaires au Gamsat islamique (groupe islamique) à l'occasion des prochaines élections de l'Union des étudiants. Des centaines de candidats islamiques ont été rayés des listes électorales par les autorités universitaires dans la plupart des universités égyptiennes. Les maximalistes musulmans dominent, jusqu'à présent, la plupart des campus grâce à leur succès écrasant dans ces élections.

A. B.

Europe

L'un des derniers lieutenants de Hitler

Erich Koch est mort en Pologne

Erich Koch, l'un des chefs du régime nazi aux côtés de Himmler, Goebbels et Goering, est mort, mercredi, à l'âge de quatre-vingt-onze ans dans la prison de Szczecin, en Pologne.

Koch, ancien gauleiter de Prusse orientale, surnommé le « tsar d'Ukraine », était avec Rudolf Hess, toujours détenu à Spandau à Berlin-Ouest, l'un des derniers des plus proches collaborateurs de Hitler encore en vie.

Connu pour sa cruauté et son dévouement aveugle à Hitler, il avait été reconnu responsable de la mort de quelque quatre millions de personnes et de la déportation aux travaux forcés vers le Reich de plus de deux millions d'autres. Après la chute du Reich, il avait réussi à échapper à la justice et s'était réfugié en Allemagne qu'en 1949, dans la zone d'occupation britannique, où il travaillait comme ouvrier agricole sous une fausse identité.

Erich Koch, entré au Parti nazi (NSDAP) dès 1919 et porteur de la carte 90, avait été extradité en 1950 vers la Pologne, alors que l'URSS en avait fait également la demande. Pour s'opposer à son transfert à Varsovie, il avait entamé une grève de la faim et tenté de se donner la mort.

Convaincu de crimes de guerre, Koch avait été condamné à la peine de mort en 1958 par le tribunal militaire de Varsovie à l'issue d'un long procès pendant lequel il avait pour suivi sa grève de la faim et s'était automutilié. Il était apparu comme un personnage craintif, stimulant l'antipathie et maint en bloc toute responsabilité dans les crimes perpétrés par les nazis sur les territoires placés sous sa juridiction.

La sentence n'a jamais été appliquée en raison de son état de santé, la législation polonaise interdisant l'exécution d'une condamné malade.

— (AFP).

● Tchécoslovaquie : deux ans de prison pour « propagande religieuse ». — Un militant catholique de cinquante-quatre ans, M. Frantisek Adamik, a été condamné à deux ans de prison pour avoir fait de la propagande religieuse, a-t-on appris, à Vienne, de source proche de l'émigration tchécoslovaque. M. Adamik, cheminot et père de cinq enfants, a été jugé, le 5 novembre dernier, par un tribunal d'Ostrava dans le nord de la Moravie.

Il lui était reproché d'avoir distribué et reproduit des livres religieux.

PHILIPPINES : après l'assassinat de Rolando Olalia

Manifestation à Manille contre M. Enrile

Manille (AFP). — Quelques cinq mille militants de gauche ont manifesté, le vendredi 14 novembre, devant le quartier général de l'armée, siège du ministère de la défense, en réclamant la démission du ministre, M. Juan Ponce Enrile, que plusieurs organisations syndicales et politiques ont rendu responsable de l'assassinat du dirigeant syndical Rolando Olalia (le Monde du 15 novembre).

● Afghanistan : infirmière française blessée. — M^{me} Denise Fuchs a été blessée en Afghanistan, le 5 octobre, lors de sa première mission à l'étranger, pour le compte de l'organisation humanitaire Aide médicale internationale (AMI), a indiqué le Dr Christian Schnetz, vice-président de l'association, le vendredi 14 novembre, à Paris. La jeune infirmière française a été blessée par les éclats d'une bombe larguée contre un dispensaire de la résistance afghane, à 25 km à l'est de Bamian (ouest de Kaboul). M^{me} Fuchs, qui a reçu des éclats au thorax et au visage, a pu regagner Peshawar (ouest du Pakistan) et doit rentrer en France dans les prochains jours.

Dans un communiqué diffusé le même jour, la Nouvelle Armée du peuple, branche militaire de l'Insurrection communiste, a accusé des éléments des forces armées gouvernementales d'avoir assassiné Olalia afin de provoquer des « actions de représailles » de la part de la guérilla qui auraient, à leur tour, servi de prétexte à l'armée pour prendre le pouvoir.

La guérilla a suspendu les négociations en cours avec le gouvernement en vue d'une trêve à la suite du meurtre du syndicaliste et de son chauffeur. La présidente Aquino a condamné le double meurtre, lancé un appel au calme et chargé une commission militaire et civile, présidée par le ministre de la justice, de l'enquête. Le chef d'état-major général, le général Fidel Ramos, a proclamé son soutien aux enquêteurs, assurant que toutes les informations et ressources des forces armées seront à leur disposition pour livrer à la justice les auteurs de ce « crime infâme ».

BERNARD GUETTA.

Asie

LAOS : la fin du congrès du PC

Poursuite de l'ouverture en direction de la Thaïlande

BANGKOK de notre correspondant

Le quatrième congrès du Parti populaire révolutionnaire laotien, qui a pris fin le samedi 15 novembre à Vientiane, a confirmé le désir manifesté depuis quelques mois par les autorités d'une double ouverture en direction de la Thaïlande et de la Chine (le Monde du 15 novembre).

M. Kayson Phommavanh, numéro un du parti, a bien entendu célébré en termes rituels les « liens spéciaux » qui unissent les trois pays de l'Indochine (Vietnam, Laos, Cambodge) et dit tout ce que son pays devait à l'Union soviétique. Il s'est montré cependant moins dur que d'ordinaire envers les Etats-Unis.

Le premier congrès du Parti laotien avait eu lieu en 1955, à la fondation du parti. Le second s'est tenu en 1972, le troisième en 1982. Le quatrième congrès s'est beaucoup préoccupé de la situation économique du pays. Dénonçant — comme il y a cinq ans — la corruption et les cadres « dépravés », regrettant que l'armée n'ait pas mieux réussi dans son rôle de « troupes de choc de la

politique du parti », M. Kayson Phommavanh et le vice-président du conseil (et numéro 2 du bureau politique), M. Nouhak Phommavanh, ont dressé un bilan plutôt pessimiste de dix années de développement socialiste. Bica que certains progrès aient été réalisés, surtout dans le domaine agricole, le Laos, avec un revenu annuel moyen de 120 dollars par habitant reste en effet l'un des pays les plus pauvres du globe.

En l'espace de trois mois, les relations avec le voisin thaïlandais se sont nettement réchauffées. Des messages cordiaux ont été échangés entre ministres des deux pays, la traditionnelle course de bateaux sur le Mekong s'est à nouveau déroulée à la fin de mois d'octobre. La liste des « produits stratégiques » que Bangkok refusait de vendre au Laos vient d'être considérablement réduite. Une délégation thaïlandaise, conduite par un conseiller personnel du premier ministre Prem, l'ancien vice-ministre des affaires étrangères, M. Arun Pampoung, est attendue à Vientiane le 27 novembre.

J. B.

Afrique

ALGÉRIE

Quatre personnes ont été tuées au cours des manifestations de Constantine

CONSTANTINE
de notre envoyé spécial

Profondément marquée dans ses pierres et dans sa chair, Constantine pense ses plaies. Les événements des 8, 9 et 10 novembre laisseront des cicatrices. Au moins quatre personnes, selon des sources universitaires, sont mortes le samedi 8 novembre, au cours des violences qui ont secoué l'ancienne Cirta : un étudiant, interne en médecine — dont la dépouille mortelle aurait été rapatriée à Sétif d'où il était originaire — par le tir tendu de grenades lacrymogènes ; une lycéenne, âgée d'environ quatorze ans, renversée par un camion de CNS (compagnies nationales de sécurité) ; une jeune fille, déjà malade, étudiante en pharmacologie, à la suite d'une crise cardiaque qu'a la forte concentration en gaz lacrymogènes ; un policier dans des circonstances pour l'instant indéterminées. Le nombre des blessés n'est toujours pas connu, celui des arrestations non plus. L'un comme l'autre seraient élevés.

Le centre-ville, malgré les efforts faits pour garder rapidement les traces de vandalisme, présente encore de multiples séquelles. Le théâtre n'a plus d'affiches, le siège de la Compagnie nationale algérienne de navigation (CNAV), qui le jouxte presque, est totalement dévasté, les bâtiments d'Air-Algérie n'ont plus une vitre.

La répression musclée

Plusieurs bureaux de poste ou de caisses d'épargne sont saccagés, ainsi que la façade de l'agence officielle Algérie Presse Service.

Le célèbre pont Sidi-Rached, qui enjambe le Thumal et fait le bonheur des vendeurs de cartes postales, a également été le théâtre de scènes de violence. Son parapet est arraché sur une dizaine de mètres et pendouille tristement au-dessus de précipices et du terrain vague qui abrite encore quelques bidonvilles.

Un faible grillage a été tendu pour protéger les passants du goudron. A cet endroit, le trottoir et une partie de la chaussée sont encore noirs de suie et de résidus d'incendie. Selon nos sources, un car de la police aurait été brûlé, puis expédié dans le vide. De nombreux bandes d'arrestation vendues et se peignent, cherchant en contrebas quelque chose qui n'y était déjà plus.

Autant que l'on puisse en juger, les événements de la semaine passée ont fait plusieurs millions de dinars de dégâts, et les commerçants constantinois continuent à être en alerte. Un grand nombre d'entre eux, en ces jours fériés, ont pris la précaution d'intercaler de larges planches de contreplaqué entre la grille de leur rideau de fer et la vitrine, par mesure de protection.

A TRAVERS LE MONDE

Nicaragua

Eugene Hasenfus serait condamné à trente ans de prison

Managua. — Les tribunaux populaires anticomunistes (TPA) devaient rendre leur verdict concernant le mercenaire américain, Eugene Hasenfus, ce samedi 15 novembre. Le mercenaire, capturé le 8 octobre dernier, et accusé de trafic d'armes en faveur des contras, serait condamné à la peine maximale : trente ans de prison. Un porte-parole des TPA a indiqué, vendredi, que « le verdict est déjà tombé, mais nous travaillons au texte de la version anglaise ». L'avocat de la défense, estimant que le tribunal n'avait aucune compétence pour juger les ressortissants étrangers, a exigé qu'un nouveau procès soit confié à un tribunal normal. — (AFP, Reuters.)

● Aide saoudienne pour les « contras » ? — L'Arabie Saoudite a dépensé environ 15 millions de dollars (87 millions de francs) en armes, nourriture, médicaments et vêtements au cours des dix-huit derniers mois, pour soutenir les rebelles anticomunistes, a affirmé la chaîne de télévision américaine NBC. Le gouvernement saoudien a formellement démenti ces informations. — (A.P.)

Pourtant, tout avait commencé de manière presque anodine, le mercredi 5 et le jeudi 6 novembre. Les élèves du lycée supérieur descendaient dans la rue pour protester contre l'introduction de deux nouvelles matières au programme de terminale : l'éducation religieuse et l'éducation politique.

Le 22 octobre dernier, le ministre de l'enseignement avait diffusé un communiqué affirmant que ces deux matières ne seraient pas inscrites comme épreuves pour le baccalauréat 1987 ; mais les lycéens ne veulent pas non plus qu'elles soient l'objet de compositions et de contrôles, notamment tout au long de l'année scolaire, ces notes intervenant alors dans une moyenne annuelle qui figure sur le livret scolaire qui et permet le rachat du candidat au baccalauréat.

Cette manifestation a été durement réprimée par les CNS, qui ont « cogné dur », y compris sur les jeunes filles, avec une prédilection particulière, semble-t-il, sur les sœurs musulmanes. Ces actions ont suscité la réprobation dans la population constantinoise qui, à son tour, est descendue dans la rue pour une marche silencieuse de protestation contre les violences.

Parallèlement, le ras-le-bol des étudiants a éclaté pour une question de menu au restaurant universitaire, faisant remonter à la surface leurs problèmes spécifiques sociaux et pédagogiques.

Ils ont exigé que le wali (préfet) vienne à l'université, ce qu'il a refusé. Vendredi 7, toujours selon nos sources universitaires, les CNS pénétrèrent dans l'enceinte d'une cité proche de l'aéroport, et rapportent des étudiants, « frappent, cassent des brins à coups de matraque et maltraitent plusieurs jeunes filles ».

Samedi, les jeunes du campus décident de faire « une marche pacifique » dans le centre-ville. Ils sont aussitôt interceptés par les CNS. Le processus s'ensuit, et, de proche en proche, la ville est saisie par une flamme de violence qui s'étend jusqu'à dans les quartiers périphériques. Lycéens et étudiants ne sont plus seuls. La jeunesse des quartiers défavorisés, elle aussi, a laissé éclater son mécontentement et s'exprime dans la rue. Ces graves incidents vont durer trois jours.

Lundi 10, dans l'après-midi, le ministre de l'enseignement supérieur, M. Abdelhak Brehil, vient à Constantine et tient une assemblée au milieu de quelque six mille étudiants. La tension retombe. M. Brehil s'étant engagé, selon les étudiants, à faire libérer ceux d'entre eux qui ont été arrêtés et à revenir étudier sur place les éventuelles solutions à apporter aux problèmes de l'université. Les étudiants, en attendant, sont en grève et reprendront les cours, selon leurs propos, « seulement si les promesses sont tenues ».

FREDERIC FRITSCHER.

Paris prend acte des ralliements de l'opposition tchadienne

(Suite de la première page.)

Comment désigner plus clairement la Libye, à moins de la citer nommément ? D'autant plus que M. Hissène Habré a fait déposer, ce même vendredi, une plainte contre Tripoli devant le Conseil de sécurité des Nations unies.

L'analyse de M. Mitterrand, reconnaît-on en privé, aussi bien dans l'entourage du président que dans celui du premier ministre, implique un net changement de la politique française, qui doit désormais s'adapter à la nouvelle réalité prévalant sur le terrain. Or cette évolution du rapport des forces est de plus en plus nette pour les services de renseignement français, qui confirment, grosso modo, ce qu'affirment M. Hissène Habré et ses amis.

Les mouvements de ralliement à N'Djamena parmi les nomades vivant au nord du 16^e parallèle vont en s'accroissant et affecteront un bon quart des 150 000 Tchadiens du Nord. On cite même le chiffre de quarante mille personnes, considérées comme goulounistes, qui se seraient ralliées au régime de N'Djamena, ce qui représenterait entre deux mille et trois mille combattants, ces guerriers se déplaçant toujours avec leur famille.

Décidé à prouver sa compréhension à M. Habré, Paris aurait accepté d'envoyer à N'Djamena une aide supplémentaire. Celle-ci comprendrait un armement léger, des moyens de transmission, une aide humanitaire et médicale (des unités chirurgicales légères, notamment), des uniformes, etc. Tout cela revient à dire que la France a donné son feu vert à M. Hissène Habré pour qu'il effectue un certain nombre de raids rapides bien au-delà du 16^e parallèle pour prendre contact avec les goulounistes, les approvisionner en munitions et secourir les populations civiles directement affectées par les récents bombardements libyens.

La formule retenue par Paris et N'Djamena présente l'avantage pour la France d'éviter, à ce stade, d'apporter une coopération militaire aux forces de M. Hissène Habré, dont ne veulent actuellement ni le président de la République ni M. Chirac. Peut-être, après tout, les forces libyennes présentes dans le nord du Tchad sont-elles plus faibles qu'il ne paraît et auront-elles du mal à résister au retour offensif des « goulounistes » ? D'autant plus que ceux-ci, partis loin de leurs bases arrière, ont emporté un certain nombre d'armes libyennes, dont sans doute des missiles « Sam 7 ». Il semble bien, en effet, que ce soit avec un engin de

ce type qu'ait été abattu, mercredi ou jeudi dernier, un avion libyen de type Marabout. Déjà plus combattifs, ces éléments devraient être confortés dans leur nouvelle conviction par l'aide militaire française transitant par N'Djamena.

Le pari semble raisonnable, d'autant plus que l'armée libyenne ne passe pas pour avoir le meilleur moral. Il n'en compte pas moins quelques risques de dérapage pour la France si le colonel Kadhafi décide de jouer son va-tout et de relever le défi, au lieu de se contenter de l'usage de secours qui pourrait alors lui proposer Paris, même si un Hissène Habré dont le pouvoir s'affirmerait serait sans doute enclin à la lui refuser.

Sur la plan politique, personne, en revanche, ne prend au sérieux le communiqué publié vendredi par cinq factions hostiles à Hissène Habré et annonçant la destitution de Goukoni Oueddell au profit d'un homme bien connu pour être au service des Libyens, Mohamed Issa.

La bouderie

de M. Houphouët-Boigny

Mais, dans la liste déjà longue des sommets franco-africains, celui de Lomé doit rester comme une date importante dans l'histoire tchadienne, qui compte, il est vrai, tant de rebondissements. L'homme de ces deux jours a été M. Hissène Habré, toujours aussi discret — au point d'en paraître lointain — littéralement posé par sa conviction que le Tchad existe puisqu'il est en train de le créer.

D'autres acteurs, bien sûr, ont animé la représentation, mais leur

rôle était plus composé : M. Houphouët-Boigny, visiblement fatigué et désireux de faire savoir qu'il « boude » toujours M. Mitterrand, coupable, à ses yeux, d'avoir laissé imprimer sur son compte dans le *Matin* et l'*Unité* des choses qui ne s'écrivent généralement pas. Les deux hommes, certes, ont bien en un quart d'heure d'entretien, mais M. Houphouët-Boigny n'a paru à aucun des banquets et a préféré regagner Yamoussoukro dès vendredi après-midi pour y attendre, ce samedi soir, M. Jacques Chirac. Lequel n'a pas cessé de mentionner l'admiration qu'il porte à ce « vieux sage africain ».

Autres « amis » de M. Chirac, le président sénégalais Abdou Diouf, lui aussi reparti dès vendredi vers des devoirs inconnus, et le Congolais Sassou N'Gessou, bien obligé, en tant que président de l'OUA, de s'étonner des récentes visites en France de MM. Botha et Savimbi ; mais l'homme de Brazzaville n'insiste guère, au grand dépit des représentants de certains pays de la ligne de front, notamment le Zimbabwe. Dès vendredi matin, M. Mitterrand avait laissé entendre que, cohabitation ou non, il ne fallait pas compter sur lui pour jeter de l'huile sur le feu et jouer « redresseurs de torts ». Insistant sur sa préférence pour une solution pacifique en Afrique australe, il avait ajouté : « Nous souhaitons que l'avenir de l'Afrique du Sud soit déterminé par les Sud-Africains, par tous les Sud-Africains, contre toute ségrégation, car l'actuelle crispation des attitudes ne peut engendrer qu'un surcroît de violence et mettre en péril le développement et la stabilité de toute la région ».

Autre figure de Lomé, absente celle-là mais présente dans tous les esprits car elle symbolise cette génération de jeunes capitaines qui n'appréhendent que modérément les jeux courtois, ambigus et réalistes auxquels on se livre généralement dans ce type de rencontre : le capitaine Senkara, tout juste de retour de Cuba pour accueillir, lundi, à Ouagadougou, M. Mitterrand.

Un plan Marshall pour l'Afrique ?

Le bouillant capitaine avait quelque raison de s'abstenir puisqu'il est accusé, sur la base d'éléments de preuve assez convaincants, d'avoir entraîné sur ses terres le commando qui a tenté, il y a quelques semaines, de rayer le président Eyadéma du nombre des vivants.

Dernier point dont il est trop tôt pour mesurer les conséquences : l'idée d'un plan Marshall dont les pays destinataires seraient tous les pays du Sud. La proposition a été lancée par le président Eyadéma et reprise par M. Mitterrand, qui a noté que c'est en 1987 qu'on allait célébrer le quarantième anniversaire de l'initiative américaine qui devait faire tant pour le redémarrage de l'industrie européenne au lendemain de la guerre mondiale. L'idée ira-t-elle plus loin que Lomé ? Est-il réaliste de penser que le sentiment de solidarité qui l'Europe aux Etats-Unis au sortir du conflit, pourra fonctionner avec autant d'efficacité demain dans les pays du Nord au profit de ceux du Sud ?

JACQUES AMALRIC.

Quand M. Chirac « marque » M. Mitterrand

LOMÉ
de notre envoyé spécial

Vendredi 14 novembre, alors que s'ouvre la trizième conférence franco-africaine, la grande salle de la Maison du Rassemblement du peuple togolais (RPT), M. Jacques Chirac, assis à la place qui lui a été réservée, seul premier ministre à la table des chefs d'Etat, attend. Sa présence au même rang que les chefs d'Etat a posé quelques problèmes de protocole aux dirigeants togolais. De cette question inconnue, on apprend à Lomé, dans la délégation française, deux explications opposées. Dans l'entourage présidentiel, on observe une certaine difficulté du premier ministre à trouver sa place dans une telle conférence en Afrique, où l'idée de

dualité du pouvoir est mal comprise. Du côté des collaborateurs de M. Chirac, on minimise ces difficultés, et certains présentent comme un peu vain le soin apparent mis par le président de la République à défendre ses prérogatives. Les dirigeants africains ont en tout cas de marquer la primauté de M. Mitterrand et de ménager à la fois en M. Chirac l'actuel premier ministre et le possible président de la République de demain.

Ces deux partenaires, on s'attachait en tout cas à souligner l'absence de divergences de vues sur les problèmes évoqués à Lomé. Le différend a, en fait, porté sur les rencontres bilatérales. Ainsi, en dépit de la décision prise d'un commun accord entre le chef de l'Etat et le premier ministre d'associer

M. Chirac aux entretiens que pourrait avoir M. Mitterrand, le premier ministre s'est entretenu, en tête à tête, avec M. Diouf, avec le « numéro deux » du Mozambique, chef de la délégation de ce pays, M. Marcelino dos Santos.

Entretiens privés et interviews séparées

Finalement, le président de la République a décidé de mettre un terme à cette petite guerre. Puisque le premier ministre s'était déclaré en plein accord avec les conditions de M. Mitterrand, le porte-parole de l'Elysée pouvait annoncer vendredi le programme des entretiens qu'aurait chacun de son côté, le lendemain, le chef de l'Etat et le chef du gouvernement.

M. Chirac avait envisagé l'origine de faire, comme le président de la République à l'occasion du sommet de Lomé, une visite officielle dans plusieurs pays africains. M. Mitterrand était opposé à ce projet, en faisant valoir notamment que le chef de l'Etat et le premier ministre ne peuvent se rendre en même temps en voyage officiel dans des pays différents. Aussi M. Chirac s'est-il borné à une escale « semi-officielle », jeudi, à Brazzaville, et à une visite « privée », samedi, à Yamoussoukro, pour s'entretenir avec le président ivoirien.

Le style de cette démarche initiale s'est constamment retrouvé à Lomé. Le premier ministre, peut-être en raison des liens historiques du gaullisme avec l'Afrique, et parce qu'une telle réunion, où les rencontres bilatérales tiennent une grande place, s'y prête davantage que d'autres, a multiplié les signes de sa présence sur le terrain présidentiel. Aux entretiens privés qu'eus M. Chirac avec les chefs d'Etat et de délégation, s'est ajoutée une rencontre avec la presse. Le premier ministre devait, en outre, accorder un entretien samedi matin à TF1 et à Antenne 2 pour leurs journaux de 13 heures. Heure de la conférence de presse commune de M. Mitterrand et du général Eyadéma.

M. Mitterrand a donné consigne à son entourage d'afficher la plus grande sérénité en se référant à ce qu'il avait dit lui-même au Point (1). M. Chirac, présenté par M. Mitterrand à la réception de l'ambassade de France, vendredi en début de soirée, et plus applaudi que le président de la République, a eu l'élégance de s'écarter après avoir serré quelques mains. M. Mitterrand risque néanmoins de consacrer un mauvais souvenir du « marquis » auquel il aura été soumis à Lomé.

PATRICK JARREAU.

(1) « Je ne me plains pas quand je vois le premier ministre, comme le bas-relief est prédictible, développer avec beaucoup de dynamisme la politique qui me convient. »

Amériques

BRÉSIL

Trente partis présentent quinze mille candidats aux élections

Sao-Paulo. — Trente partis présentent environ quinze mille candidats pour les élections des députés, des sénateurs et des gouverneurs, qui ont lieu ce samedi 15 novembre au Brésil. Cette consultation, la première depuis que l'armée a abandonné le pouvoir aux civils en mars 1985, après vingt et un ans de régime militaire, devrait consolider la coalition au pouvoir, sous la direction du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB).

Mais ce scrutin est aussi l'occasion pour tout groupe d'intérêt de quelque importance, des riches propriétaires aux lépreux, de chercher à se faire représenter parmi les futurs législateurs. Même les rattachés du jeu à Rio-de-Janeiro ont leur candidat au Congrès.

Les Indiens amazoniens, qui ne sont plus aujourd'hui que deux cent vingt mille environ, et qui craignent l'assimilation de leur culture, intensifient leur effort politique en ne présentant pas moins de sept candidats. La campagne électorale, souvent haute en couleur, a vu la figure polémique s'emparer des candidats, qui ne se sont pas ménagés les attaques féroces, l'accusant tout aussi bien d'acquisition frauduleuse de biens que d'homosexualité. La bataille a été particulièrement acharnée dans l'Etat de Sao-Paulo, capitale économique de la fédération, où l'élection au poste de gouverneur est considérée comme ouvrant la voie à la présidence. — (Reuters.)

CORRESPONDANCE

Une lettre de l'ambassadeur du Chili

M. Eduardo Cienfuegos, ambassadeur du Chili en France, nous a adressé une lettre dont nous publions les principaux extraits :

Le Monde a informé sur différents sujets à propos du Chili. Chacun de vos articles et éditoriaux avait tendance à signaler les aspects négatifs de l'évolution chilienne sans reconnaître les réalisations ni les progrès de son gouvernement pour atteindre la normalisation institutionnelle du pays. Le 11 septembre, le président lui-même a fait le point sur l'état actuel des lois politiques, affirmant l'intention de respecter le mandat de la Constitution et insistant sur les réformes concrètes qui devraient être connues par l'opinion publique internationale, habituellement désinformée. C'est ainsi que la loi organique constitutionnelle du tribunal électoral est en vigueur actuellement. La loi dite du système des listes électorales a été promulguée, ce qui permet de commencer les inscriptions des citoyens. Le projet de loi sur les tribunaux électoraux régionaux est dans les mains de la justice du gouvernement.

Dans les jours à venir seront approuvés le projet de loi sur le Congrès national et l'avant-projet de loi sur les droits de vote et de scrutin qui complète les procédures pour les élections. Seront présentés au public au début de l'année 1987, les statuts concernant les partis politiques qui feront l'objet d'une loi de la République (...)

On insiste dans la presse sur les informations négatives d'Amnesty International et d'autres organismes dont la partialité est évidente.

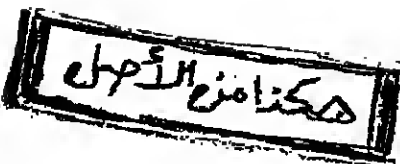
Le Chili a prêté sa totale coopération à de nombreuses organisations internationales, parmi lesquelles la Commission des droits de l'homme des Nations unies, représentée par son rapporteur spécial, le professeur Fernando Volio Jimenez, et la Commission inter-américaine des droits de l'homme de l'Organisation des Etats américains. Mais Amnesty International n'offre pas les garanties d'objectivité.

On doit rappeler qu'au Chili il n'y a pas de « démons politiques », ceux qu'Amnesty International appelle « prisonniers de conscience ». Amnesty fait référence à des personnes qui ont commis des délits établis par les lois en vigueur — loi de 1958 — sur des thèmes aussi graves que la pratique terroriste, le port d'armes et d'explosifs et la formation de groupes violents qui pratiquent l'insurrection armée. Ces personnes ont été traduites devant les tribunaux de justice par une procédure normale (...)

Pendant la période qui va de 1983 à 1986, quarante-trois membres de l'armée et des forces de l'ordre ont trouvé la mort, victimes des attentats terroristes. 1729 attentats à l'explosif ont été commis entre janvier 1983 et avril 1986. Depuis 1984 à cette date, 216 citoyens ont trouvé la mort à la suite de violence extrémiste.

Ces faits ont entraîné le gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder la sécurité de la population en accord avec la Constitution et les lois. Des mesures ont été adoptées pour éviter les possibles excès qui pourraient avoir lieu au cours de cette véritable guerre contre le terrorisme (...)

هكمانه الأول



Politique

... Le Monde • Dimanche 16-Lundi 17 novembre 1986 5

L'Assemblée nationale adopte le budget (290 voix contre 282)

Le gouvernement alourdit les dépenses des prochaines lois de finances

Le budget de l'Etat pour 1987 a été adopté, en première lecture, à l'Assemblée nationale, 290 députés ont voté pour, 282 contre. La majorité n'a pu compter que sur elle-même. Le Front national, à l'exception de M. Edouard-Frédéric Dupont (Paris), qui s'est abstenu, s'est opposé au budget comme le PS et le PC.

Après exactement un mois de discussion au Palais-Bourbon, le projet gouvernemental n'a été que peu modifié. Lorsqu'ils

avaient examiné les recettes, les députés avaient diminué certaines d'entre elles de 1 552 millions de francs, mais en avaient augmenté d'autres de 1 233 millions (le Monde du 23 octobre). Vendredi et samedi, ils ont décidé de nouvelles dépenses pour quelque 510 millions de francs mais ont fait par ailleurs 600 millions d'économies.

Finalement, les ressources nettes du budget général sont de 925 015 millions de

francs, et les dépenses définitives (hors budgets annexes et comptes spéciaux) de 1 090 456 millions.

Ainsi le déficit prévu initialement de 128 586 millions passe à 128 809 millions, soit une augmentation de 0,173 %. Mais tout au long de la discussion budgétaire, pour calmer les nombreuses demandes de sa majorité, le gouvernement a dû prendre de multiples engagements qui vont peser lourd lors de la confection des budgets à venir.

La victoire de M. Etienne Pinte (RPR, Yvelines) est beaucoup plus onéreuse. Bien que M. Juppé n'ait guère caché ses réticences personnelles, cet omi de M. Philippe Séguin a obtenu que les personnes âgées de plus de soixante-dix ans et les handicapés puissent déduire de leurs revenus 10 000 francs si elles emploient un salarié pour les aider à rester chez elles. Cette extension du dispositif prévu par le gouvernement pour la garde des jeunes enfants coûtera à l'Etat un milliard de francs... en 1988, car elle ne s'appliquera qu'à un revenu de 1987.

Cette technique a été utilisée tout au long de ce débat budgétaire. Pour ne pas trop charger la barque, cette année et donner tout de même quelques satisfactions à sa majorité, le gouvernement a choisi de grever par avance les budgets à venir. Le « carry back » va obliger à dépenser de l'argent à partir de 1989. L'assouplissement des communications téléphoniques à la TVA va lui coûter très cher à partir de 1988. Il a promis de supprimer totalement cette même année la taxe sur les frais généraux des entreprises et de réduire, plus que prévu, celle sur le fuel lourd et le gazoduc. L'analyse précise que le gouvernement a dû accepter des frais que vont créer la construction de lycées, le risque de contraindre l'Etat à donner aux régions en 1988 les crédits qu'il a refusé à leur refus cette année. Ce à quoi s'ajoutent les promesses faites aux rapatriés.

Le budget de l'an prochain ne sera pas finit à établir. Celui qui devra être mis au point au lendemain d'un scrutin présidentiel de 1988 le sera encore moins.

THÉRIER BRÉHER.

Les « bonnes œuvres » de la majorité

La tradition a été respectée. A la fin du débat parlementaire, le gouvernement a laissé le président et le rapporteur général de la commission des finances distribuer quelques crédits pour répondre à la pression de la majorité. Pour l'occasion les ministres se sont eux-mêmes quinquan-dans. Tous n'ont pas été entendus.

M. Charles Pasqua, qui avait longuement insisté pour obtenir par cette voie un peu d'argent pour la sécurité civile, et particulièrement la lutte contre les incendies de forêt, n'a pas eu de succès. M. Christian Bergelin a été plus chanceux : les crédits pour les associations sportives et de loisirs ont été accrus de 10 millions de francs.

Tradition toujours, l'agriculture a été particulièrement bien servie : 68,4 millions dont 24 millions pour les Maisons familiales rurales ; 5 millions pour faciliter la promotion de l'alcool français, afin de faire oublier à ces producteurs l'augmentation de deux points de la taxe qui les frappe ; 35 millions pour soutenir l'élevage des chevaux et la pratique de l'équitation. Les forêts n'ont pas été oubliées, puisque les régions recevront 3 millions pour aider au reboisement après incendies.

La Société de sauvetage en mer recevra 2 millions. Comme promis il y aura 15 millions pour l'enseignement supérieur privé et 12 millions pour développer l'apprentissage. Les crédits pour les bourses des étudiants étrangers dont la faiblesse

Th. B.

Regain de tension en Nouvelle-Calédonie

Un jeune caldoche a été tué par balles à Thio au cours d'affrontements entre le RPCR et des indépendantistes

THIO de notre envoyé spécial

Thio, ville symbole, vient à nouveau de plonger dans la violence, provoquant un brusque regain de tension sur le territoire. Un adolescent caldoche de quatorze ans a été tué, le samedi 15 novembre, dans la cité minière de la côte Est, au cours d'affrontements opposant militants RPCR (Rassemblement pour la Calédonie dans la République) et FLNKS (indépendantistes), à la sortie d'un meeting organisé par le député Jacques Lafleur. Le jeune victime, Steve Fels, atteint par balles au foie et au poumon, est décédé peu après son évacuation sur l'hôpital de Nouméa. Une autre personne a été blessée par balles, tandis qu'une demi-douzaine de membres du RPCR — parmi lesquels trois élus au Congrès du territoire, MM. Gélise Wamo, Justin Guillaumet et Didier Leroux — souffrent de blessures légères dues à des jets de cailloux. Samedi, au fin d'après-midi, les forces de gendarmerie présentes sur les lieux — deux escadrons appuyés par une unité des ELI (éléments légers d'intervention) — procédaient à des perquisitions dans les tribus.

Le village de Thio, qui s'était considérablement asséché depuis les dernières élections régionales de septembre 1985, a donc retrouvé son visage de cité à haute tension. Le climat s'était durci dès la veille des incidents, vendredi soir, à l'approche du meeting de M. Lafleur, qui n'était guère du goût du FLNKS local. On avait alors frôlé l'incident à plusieurs reprises entre groupes loyalistes et indépendantistes. Samedi matin, le président du RPCR intervenait dans la salle de la mairie de Thio devant deux cents anti-indépendantistes de la région. Le député RPR, accompagné de son état-major, tenait tout particulièrement à cette réunion afin de « réconcilier » les Européens isolés dans des zones de brousse où le FLNKS, selon lui, fait encore la loi.

Son discours comprenait d'allusions bien senties à l'adresse du haut commissaire, M. Jean Montpezat, jugé trop conciliant à l'égard des indépendantistes : « S'il ne change pas de politique (...), le haut commissaire joue son rôle ». Evoquant le futur sommet sur la Nouvelle-Calédonie qui devrait rassembler, à partir du 27 novembre à Paris, autour du ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, les maires et les parlementaires de l'île, M. Lafleur a également souligné qu'il consacrerait « un réajustement de la politique engagée ».

C'est à la fin du meeting que les affrontements ont éclaté, les indépendantistes ayant perçu comme une « provocation » un défilé de voitures pavées de tricolore. Selon une technique bien rodée pendant

les troubles de 1984-1985, le convoi a essuyé des jets de pierres à la sortie du village, au lieu-dit Pétroglyphes. Une voiture bloquée a même été incendiée. En représailles, les militants RPCR mettaient le feu à une boulangerie du centre de la commune, appartenant à un caldoche indépendantiste, M. Gérard Monlédou. C'est dans la grande confusion qui a suivi que des coups de feu ont éclaté, atteignant mortellement le jeune Steve Fels. Samedi, en début de soirée, le haut commissaire faisait part, dans une allocution radiodiffusée, de sa « détermination à rechercher et arrêter les coupables ». « De telles agressions sont totalement inacceptables », a-t-il ajouté. Ce qui vient de se produire signifie que certains n'ont aucun scrupule à tirer sur des jeunes gens. « De son côté, le RPCR dénonce « le non-rétablissement de la sécurité, de la liberté de circulation et d'expression » et demande un gouvernement de « prendre sans délai des mesures énergiques » afin de mettre fin à « l'impunité des terroristes FLNKS ».

Ces affrontements de Thio vont, à l'évidence, alourdir le climat politique de l'île, à un moment charnière où s'amorcent les négociations sur les modalités du référendum prévu en juillet 1987.

FREDERIC BOBIN.

LES MÉROVINGIENS LES CAROLINGIENS

Vous enseignez l'histoire, vous consacrez à l'étude de cette matière ou bien vous êtes tout simplement fêru d'histoire, ou plus particulièrement de généalogie : si tel est votre cas, sachez que le BEGNAM vient de publier trois pochettes consacrées aux deux premières dynasties des rois de France. Cela ne manquera certainement pas de vous intéresser.

Dans chacune d'elles, vous trouverez dix tableaux grand format (42x29,5) avec des arbres généalogiques très complets présentant toutes les branches mâles de ces deux familles.

Des textes d'accompagnement relatent les faits essentiels concernant la vie de tous ces rois qui ont gouverné des deux côtés du Rhin.

Si vous êtes passionné d'histoire ou de généalogie, demandez vite ces numéros.

Signature : Prêtre de l'abbaye de la Trinité et les paiements à l'ordre de : BEGNAM-V. RIBENO - 397 LA BEU 68370 ORREY (FRANCE)

M. Borotra (RPR) : le président est animé par « un souci partisan »

M. Franck Borotra, nouveau porte-parole du RPR, a affirmé, le vendredi 14 novembre, que M. Mitterrand avait manifesté « un souci partisan » en exprimant ses désaccords sur le code de la nationalité et l'expulsion de cent vingt millions de la petite minorité qui le soutient.

Pour M. Borotra, « l'opération politique qui consiste à réintégrer, à titre personnel et sur son nom, le consensus qui existe dans le pays sur la défense et la politique étrangère ne relève pas de la conception que nous avons du consensus. La ligne de la politique de défense et de la politique étrangère n'est pas la ligne de M. Mitterrand, n'est-elle pas ? C'est une ligne de continuité que M. Mitterrand, après de lourds atermoiements et un long cheminement tortueux, a fini par épouser, parce que c'est la ligne gaulliste ».

M. Borotra s'est également indigné de ce qu'il appelle le « sabotage » entretenu par la télévision à l'encontre du RPR.

● Un nouveau maire à Bois-Colombes (Hauts-de-Seine). — M. François Prost (RPR), secrétaire général du groupe RPR au Sénat a été élu vendredi soir 14 novembre contre 4 à M. Ladousse (PS) et 3 à M. Tricon (RPR), qui n'était pas candidat. M. Prost succède à M. Tricon, maire de Bois-Colombes depuis 1953, qui, à la suite de son élection au Sénat le 28 septembre dernier, avait décidé de ne plus assumer ses fonctions à la tête de la municipalité. Au sein du conseil municipal qui compte 18 RPR, 6 UDF, 2 div. ind., 2 dissidents de la majorité, 3 PS et 1 PC, M. Tricon a été nommé adjoint spécial.

● Sénat : le loi de programme pour l'outre-mer adoptée. — Le Sénat a adopté, vendredi 14 novembre, en première lecture, le projet de loi de programme relatif au développement des départements d'outre-mer et des collectivités territoriales de Saint-Pierre-et-Miquelon par 239 voix contre 78 (PC, PS). Peu de changements ont été apportés au texte initial défendu par le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, qui a rejeté la plupart des cent trente-sept amendements venus en discussion.

Dans une interview à « Valeurs actuelles »

M. Chirac ne conçoit pas ses relations avec M. Mitterrand « en termes de concurrence »

Dans une interview à l'hebdomadaire Valeurs actuelles daté du 17 novembre, M. Jacques Chirac expose son analyse des relations actuelles et à venir entre le président de la République et le premier ministre. Au moment où cet entretien a été réalisé (le 8 novembre), M. Chirac n'avait pas connaissance, remarque Valeurs actuelles, des propos tenus par M. Mitterrand sur les mêmes sujets dans le Point (le Monde du 11 novembre). Depuis, le premier ministre a complété cette interview en répondant à une question, supplémentaire de l'hebdomadaire sur la libération des otages.

Sur la politique de défense, M. Chirac affirme : « Toute polémique nous affaiblirait inutilement. La Constitution partage les responsabilités. Le président de la République est le chef des armées, il lui revient notamment de prendre la décision d'emploi du feu nucléaire. En fait, dans un domaine de cette nature, la défense, il y a nécessairement discussion. Si les points de vue étaient nettement différents, cela pourrait poser un véritable problème. Or ce n'est pas le cas. Il n'y a donc pas de problème ».

A propos des relations internationales, le premier ministre remarque : « A l'exception de quelques détails, la continuité de notre politique extérieure existe non seulement entre l'avant et l'après mars 1986, mais aussi entre l'avant et l'après 1981.

« Je pense en particulier à tout ce qui touche aux rapports Est-Ouest, à la politique suivie à l'égard des pays en voie de développement et à notre politique africaine ; à notre action en faveur des droits de l'homme et à notre politique au Moyen-Orient. Toutes choses qui participent, là encore, de l'héritage du général de Gaulle et que personne ne remet vraiment en cause ».

Interrogé sur ses relations avec M. Mitterrand dans la perspective

de l'élection présidentielle, M. Chirac déclare :

« Vous parlez tout à l'heure de la gauche, vous me parlez maintenant de concurrence... Je vous dirais d'abord que je ne suis pas armé ! Ensuite, je ne conçois pas nos relations en termes de concurrence. Nous avons assez de sujets à traiter sans les compliquer par je ».

« Les échéances électorales viendront en leur temps, et je dois dire que je n'ai été favorisé d'aucune confiance du président de la République ».

Les principes et la pratique

M. Chirac évoque ensuite l'empreinte éventuelle que la cohabitation peut laisser sur le fonctionnement des institutions : « Il faut distinguer l'ordre des principes et celui de la pratique ».

« Sur le plan des principes, j'ai toujours défendu l'idée que l'exercice du pouvoir varierait selon que le chef de l'Etat et sa majorité étaient ou n'étaient pas en harmonie ».

« Quand le président de la République appartient à la même famille politique que sa majorité, il en est, par nature, le chef. Et par voie de conséquence, ses pouvoirs politiques acquiescent ses pouvoirs constitutionnels. Cela justifie le système que nous avons connu jusqu'en 1986.

« Lorsque le chef de l'Etat n'a plus sa majorité, le général de Gaulle a fait en sorte qu'il ne garde que ses pouvoirs constitutionnels. La conduite du gouvernement appartient alors au chef du gouvernement au titre de l'article 20 de la Constitution.

« Si, demain, nous nous trouvons en situation d'harmonie, le chef de l'Etat disposera à nouveau d'un pouvoir accru, parce que c'est dans la nature des choses. Si, en revanche, la coexistence se poursuit, il y aura logiquement partage.

Voilà pour le principe.

« Dans la pratique, je suis partisan de revenir à l'équilibre que nous avons connu au début de la 5^e République.

« Le général de Gaulle exerçait les responsabilités touchant à l'essentiel, les affaires étrangères et la défense ; dans les autres domaines, il laissait une très grande liberté à son gouvernement. Ce n'est que peu à peu que le reste du pouvoir s'est transféré à l'Elysée ; j'ai toujours considéré qu'il y avait eu là un excès.

« Je suis personnellement partisan d'un gouvernement qui, dans le cadre des orientations définies par le chef de l'Etat — nous nous plaçons bien sûr dans l'hypothèse où il y a harmonie — ait une relative autonomie.

A propos du terrorisme et de l'action internationale conduite par la France pour y faire face, M. Chirac rappelle sa position sur les menaces de « sanctions » adressées « à ceux qui pourraient avoir une responsabilité dans une initiative terroriste ». Cela veut, ajoute-t-il, « le cas échéant pour les pays, les groupes, ou les hommes qui appartiennent à ces groupes », le gouvernement, réaffirme-t-il, n'a « jamais engagé de pourparlers pour tenter d'aboutir à des compromis avec des groupes ou leurs manipulateurs ».

● M. Balladur : président chef du gouvernement. — M. Edouard Balladur, ministre de l'économie et des finances, déclare dans une interview au Figaro Magazine : « Je ne crois pas que nous soyons entrés dans un nouvel âge de la 5^e République. La réalité est très simple : lorsque le président de la République, le gouvernement et la majorité parlementaire sortent de même tendance politique, c'est tout naturellement le président de la République qui est de fait le chef du gouvernement ».

Politique

Au comité directeur du Parti socialiste

M. Chevènement oppose la « République » au libéralisme

Le PS devrait réunir son comité directeur à Paris, le samedi 15 novembre. A trois mois et demi de la date probable (début avril) du prochain congrès, les discours des dirigeants socialistes sont déjà marqués par la préparation de cette échéance.

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, devait proposer des axes de réflexion dans cette perspective. Les socialistes, selon lui, doivent montrer lors de ce congrès qu'ils gardent une identité claire.

M. Jean Poperen, numéro deux du PS, ouvre les travaux du comité directeur du PS par son traditionnel rapport d'activité. Après avoir parlé de la politique du gouvernement dans l'affaire des otages et de l'interview de M. Chirac au *Washington Times*, il évoque notamment le projet de nouveau code de la nationalité pour affirmer : « Ici, Chirac dispute le terrain à Le Pen ; de même lorsque l'on embarque menottes aux mains des carcéraux d'immigrants noirs vers l'Afrique. C'est la partie extrême de la coalition de droite RPR-UDF qui mène le jeu, chiraquiens flanqués de l'extrême-droite lepéniste. » Le numéro deux du PS stigmatise « l'envahissement de l'Etat chiraquiens qui colonisent les principaux centres de pouvoir ».

En conclusion, M. Poperen note que « l'opinion demeure globalement incertaine et qu'elle est en plongée dans une grande confusion idéologique ». Selon une analyse détaillée portant sur les élections cantonales partielles depuis le début septembre, il remarque « un recul moyen du PS par rapport aux résultats des élections législatives du 16 mars et un certain redressement communautaire équivalents ».

Succédant à M. Poperen, M. Jean-Pierre Chevènement remarque que « pour gagner des emplois, il ne faut pas travailler moins (mais) travailler mieux, élargir la base productive du pays » et ajoute : « Le minimum social garanti à 2 000 F par mois, même géré localement et impliquant en contrepartie un travail ou une formation n'est pas un horizon quand on refuse d'enterrer une société dualiste. »

M. Chevènement évoque les questions internationales, notamment celles de la confrontation Nord-Sud et de l'opposition idéologique Est-

M. Chevènement partage le même souci, sinon les mêmes analyses. Il juge que les socialistes doivent maintenant choisir entre le libéralisme et la République. M. Pierre Mauroy devait traiter du projet que définissent les socialistes.

Le club Espaces 89, proche du PS, se pose des questions similaires. Ses animateurs veulent dissiper « l'équivoque entre le libéralisme progressiste et le socialisme moderne » et déplorer le déficit idéologique de la gauche.

Ouest, avant d'évoquer « l'identité de la France » et de se prononcer pour une « confédération européenne ». Puis il juge qu'« il est (...) trop tôt pour démolir un patriotisme français (...) au profit d'un patriotisme européen qui n'existe pas encore ».

Le maire de Belfort juge que « la guerre économique mondiale ne prime pas le modèle de la République » et ajoute : « L'Etat doit rassembler une majorité de progrès ».

M. Chevènement fait ensuite un retour sur la pratique du PS au pouvoir. Il évoque « l'insuffisante maîtrise de l'appareil d'Etat », pour

ajouter : « Les trop nombreux retards à l'adhésion viennent à la fois de l'insuffisance de nos conceptions initiales et des concessions faites - souvent d'avance - à l'idéologie adverse. A partir du moment où l'Etat en soi est reconnu par les socialistes comme étant « le pôle de la gauche d'où nous vient tout le mal », comment le gouvernement socialiste oserait-il encore commander ? »

L'ancien ministre juge que cette autocritique est « la condition d'un nouveau départ » pour le PS, car selon lui il n'appartient pas aux socialistes « d'inventer le socialisme libéral, cette union mythologique des contraires » mais ils doivent

Espaces 89 : bataille idéologique

Le club Espaces 89, proche du PS et qui regroupe, notamment, des amis de M. Laurent Fabius, vient de réunir son assemblée générale. A cette occasion, MM. Maurice Benassayag, Thierry Mandon et M. François Castro, l'épouse de M. Fabius, ont présenté, le vendredi 14 novembre, les activités prochaines de leur club.

Espaces 89 organisera un colloque intitulé « Risques technologiques majeurs et contrôle démocratique au milieu de l'été 1987 », puis, en mars 1987, un colloque sur le thème « Être socialiste en Europe ».

Dans les deux cas, a précisé M. Castro, Espaces 89 a l'intention de se montrer « hétérodoxe », tout en remettant quelques pendules à l'heure, afin de dissiper, dans l'opinion, « l'équivoque entre le libéralisme progressiste et le socialisme moderne ».

Les membres d'Espaces 89 déplorent, en effet, a souligné M. Benassayag, que la gauche, et, en particu-

lier, les socialistes, ne soient « pas assez oppositionnels ». Dans ces conditions, « comme le discours de la majorité n'est jamais dénoncé », selon M. Castro, il s'impose comme le seul discours possible. Ainsi l'épouse de l'ancien premier ministre remarque-t-elle que « la bataille idéologique n'a jamais été menée » contre le projet gouvernemental de nouveau code de la nationalité.

Selon les animateurs d'Espaces 89, cette relative incapacité à combattre provient du fait qu'« il n'y a pas eu de réflexion idéologique de 1978 à 1986 » à gauche. Mais ils jugent que cette réflexion aujourd'hui « repart ». Néanmoins, pour faire la part à la droite, selon eux, « s'immerger à merveille dans la société civile, le PS devrait, comme l'a dit M. Benassayag, changer ses « modes d'intervention ». Les clubs répondent à un besoin que ne satisfait pas, aujourd'hui, le parti socialiste.

A l'intérieur du PS, le débat sur l'emploi, à l'occasion de la préparation de la convention nationale du mois de décembre, illustre les difficultés qu'éprouve ce parti à bâtir des propositions crédibles et réellement alternatives.

Les amis de M. Chevènement s'opposent, à propos de la lutte contre le chômage, aux autres composantes, tandis que les anciens néo-rocardiens devaient déposer un texte devant le comité directeur.

« relever la République ». « Encore faut-il pour cela, continue M. Chevènement, que le Parti socialiste ne se borne pas à « socialiser » sa pratique gouvernementale des années 84-86 et ne s'enferme pas ainsi dans un discours exclusivement gestionnaire. (...) La République contre le libéralisme, ce débat au sein du PS a-t-il déjà été tranché ? De toute évidence, non. » La pratique gouvernementale a selon lui favorisé « l'appartenance et le développement au sein du parti d'un puissant courant gestionnaire qui traverse plusieurs anciens courants de pensée ».

L'ancien ministre aborde enfin la cohabitation pour juger qu'elle « est source de dualité et donc potentiellement de paralysie voire d'autochtonie dans l'ordre de la politique étrangère et militaire » et que les « dissensions qui n'échappent pas aux chancelleries étrangères nuisent à la crédibilité » de la politique étrangère de la France. En somme, même s'il convient de respecter « autant que possible » les échéances, la cohabitation « pourrait aussi, en période de crise, avoir gravement préjudiciable à l'intérêt national ».

Si M. Mitterrand est « le mieux placé » pour « rassembler la majorité de progrès dont le PS sera le plus essentiel mais non la composante unique (...), c'est en existant par lui-même que le PS créera les conditions les plus favorables à la reconnaissance ». « Dans l'état actuel des choses, François Mitterrand n'a pas de successeur. En cas de besoin, c'est la vie elle-même, avec ses défis, qui se chargera de lui en donner. Et qui pourrait douter que le PS, le jour venu, saura le reconnaître ? »

J.-L. A.

Les rapports entre le président de la République et le premier ministre

L'âge du capitaine

(Suite de la première page.)

L'histoire de la V^e République enseigne que l'étendue du domaine présidentiel ne dépend, en réalité, que de la volonté du chef de l'Etat. Le champ de ce domaine est à géométrie variable, et le président peut pratiquement évoquer à lui, à tout moment, tel secteur qu'il aura délégué. C'est là une survivance tant juridique que psychologique du pouvoir régalien que les avatars des régimes successifs, et même de la République, n'ont guère supprimé. Le caractère éminent du président se marque aussi dans le fait qu'aucun premier ministre en désaccord avec lui n'a encore osé lui résister. Pourtant, et c'est une originalité, voire une anomalie de la Constitution de 1958, le président de la République ne peut pas révoquer le premier ministre, bien qu'il puisse, sur proposition de ce dernier, mettre fin aux fonctions des autres membres du gouvernement (article 8). Tous les conflits se sont, d'ailleurs, toujours soldés sous la V^e République par la cession de démission spontanée - comme celle de M. Chirac en 1976, - ou sollicitée, des premiers ministres.

Et pourtant, on constate que ce sont les présidents de la République les plus âgés qui consentent le plus aisément des délégations - même temporaires mais importantes - de pouvoir. De Gaulle, en accédant à soixante-neuf ans

ment réduisait d'autant l'antonomie de l'hôte de Matignon.

Avec M. Mitterrand, arrivé à la tête de l'Etat en 1981, à soixante-cinq ans, la délégation du pouvoir a été plus facile. D'autant plus facile qu'il n'y a eu entre le chef de l'Etat et ses premiers ministres socialistes successifs aucune réelle divergence sur le fond de la politique à conduire. Le partage pouvait donc se faire sans règle précise et, là aussi, il s'est opéré de façon variable, étant entendu que le chef de l'Etat pouvait toujours exercer son droit d'évocation.

Sans partage

Cependant, même dans cette période, M. Mitterrand, comme tous ses prédécesseurs, a pris le goût de traiter lui-même, et sans partage jusqu'en mars 1986, de la politique étrangère et de la défense, se préparant ainsi à ses compétences d'aujourd'hui limitées - si l'on ose dire - à ces deux secteurs.

Qu'en sera-t-il à l'avenir ? Si l'on se réfère à l'histoire de la V^e République, on peut supposer qu'un homme relativement jeune arrivant à l'Elysée ne sera pas enclin à se déposséder lui-même. L'expérience de ses prédécesseurs lui enseignera notamment que la politique intérieure est un levier électoral puissant



Dessin Serquel.

La préparation du bicentenaire de la Révolution

« Redonner à la France son rôle de conscience universelle » nous déclare M. Michel Baroin

M. Michel Baroin, président-directeur général de la Garantie mutuelle des fonctionnaires, a été nommé, il y a quelques semaines, président de la mission interministérielle de célébration du bicentenaire de la Révolution française et de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il s'explique sur sa vision d'ensemble et décrit les grandes lignes d'action qu'il compte mettre en œuvre, rendues publiques le jeudi 13 novembre.

« Vous avez été reçu récemment par le chef de l'Etat puis par le premier ministre. Quelle conception générale de votre tâche leur avez-vous exposée ? Vos deux interlocuteurs vous ont-ils exprimé des attentes, une vision précise, à propos de ce vaste événement ? »

« J'ai exposé au président de la République et au premier ministre l'esprit dans lequel je pensais que cette commémoration devait avoir lieu. Cet esprit est celui, pratique, de la Constitution, qui a substitué à l'ancien ordre des choses un monde généreux où l'individu est à la mesure des choses.

« Célébrer le bicentenaire signifie ramener cet esprit authentiquement révolutionnaire, revivifier la foi humaniste, le moment où le citoyen, pour la première fois, est posé face à la société en tant qu'homme responsable et citoyen solidaire des autres. C'est ce grand cri de recherche du bonheur et d'appel à la générosité que l'on va célébrer. Le président de la République et le premier ministre ont été d'accord sur l'importance générale de la commémoration.

« M. Mitterrand ou M. Chirac ont-ils exprimé des idées particulières ? »

« Ils ont été parfaitement d'accord. Je leur ai lu un projet de charte du bicentenaire. Ils ont été d'accord sur la finalité que symbolise, du reste, ma nomination. Ma nomination, c'est quoi ? Le consensus. On dépasse toute différence, toute querelle, pour essayer de faire en sorte que tout le monde se retrouve au milieu d'un événement important, qui a influencé le monde.

« Autrement dit, l'idée, c'est de redonner à la France, à l'occasion de cette commémoration, ce rôle de

conscience universelle qu'elle a eu à un moment donné de son histoire. Et à la veille d'un moment très important, qui est le troisième millénaire.

« Entrons dans le détail. Comment voyez-vous aujourd'hui les grandes lignes de cette commémoration ? »

« La révolution française est le fruit de courants d'idées antérieurs. Elle a accompli ce que la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, qui a donné lieu à la devise de la République : liberté, égalité, fraternité. Nous voici bicentenaire en 1989, à la veille de bouleversements considérables dans le monde, à travers les mutations technologiques, les équilibres démographiques.

« L'homme va se trouver confronté à la faim et à la guerre, et plus fortement peut-être que maintenant. C'est donc l'occasion de sensibiliser toutes les familles spirituelles et scientifiques du monde entier, et tous les citoyens, à propos de cet événement.

« Occasion par exemple de célébrer la fête de la fraternité universelle. Ce sera la première grande ligne. Deuxième ligne : organiser à Paris un congrès universel des familles spirituelles et scientifiques. Thème : quelle éthique pour l'homme du troisième millénaire ? Troisième ligne, déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789. Enfin, quatrième ligne de force, faisons la fête de la vie. Valorisons la créativité et sensibilisons tous les créateurs à propos de ce monde qui naît. En France, qui est le pays de l'ingéniosité, la qualité s'exprime au travers des œuvres. Prenez la haute couture. N'oublions pas l'importance de la mode sous la Révolution. Regardons l'art de la médaille, de la caricature, de la falene. Revivons tout cela, et puis n'oublions pas que nous sommes au moment des nouvelles technologies.

Label

« Tout cet ensemble d'événements célébrant le bicentenaire se situera dans cette préoccupation de paix et d'union : comment rassembler tout ce qui est éparé ? Comment faire comprendre aux gens que le monde est en danger, que ce que les révolutionnaires ont dit - l'homme responsable, dépositaire de dignité et de liberté - est plus vrai

que jamais, mais suppose une condition fondamentale : que l'on mette fin aux petites querelles, en Europe, en France.

« Comptez-vous faire la part belle au spectacle, voire au spectacle, aux discours, aux travaux de réflexion ou à leur diffusion ? »

« Comment allons-nous procéder ? Il y aura un label du bicentenaire, qui servira à officialiser les projets de commémoration. Ce label sera déposé, protégé. Il sera la propriété de la mission. Les projets seront officialisés après une étude de pertinence, par rapport à la charte dont je vous ai parlé, sur leur faisabilité technique et financière et en fonction de leur place dans le calendrier.

« Seuls les projets « labellisés » donneront lieu aux aides de la mission. Aides publiques ou privées, puisque nous ferons appel aussi au secteur privé. Sur ce dernier point, je dirais volontiers que cet appel à des fonds privés devrait être accompagné de la déqualification nécessaire.

« Pour la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, je verrais très bien la chose confiée à une association de jeunes créée il y a un an et demi, une association dont c'est l'objet. On peut imaginer que ce soit des jeunes de moins de vingt-cinq ans qui prennent tout cela en charge, qu'une campagne de signatures soit organisée dans toute la France. On peut encore imaginer des fêtes qui se succèderaient de ville en ville, tandis que l'on tente de drainer le reste du monde sur la France : on visiterait, on vivrait la France en fête.

« Dans les deux mois qui viennent, le premier travail de la mission va être de s'attacher à l'état des lieux. La mission utilisera pour ses actions une association qui sera son bras exécutif, assurera la promotion de la commémoration, l'étude des projets, la gestion du label, le calendrier. Les projets « labellisés » engendreront une émulation. Peut-être des prix seront-ils distribués, des « étoiles » du bicentenaire en quelque sorte.

« Veillerez-vous à ce que l'ensemble des manifestations que vous allez superviser laisse subsister ce que l'on pourrait appeler un reste, et de quelle nature ? »

« C'est l'une des vocations de la mission. Des idées sont dans l'air : un institut et une musée vivant des droits de l'homme, etc.

Fraternité

« Revenons à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. A plusieurs titres - entre autres celui d'ancien haut dignitaire de la franc-maçonnerie - elle vous tient particulièrement à cœur. Lui réserver-vous un traitement de faveur ? »

« Oui. Tout à fait. Le moment est venu de donner le coup de projecteur sur l'un des aspects de la devise de la République française : la fraternité. Occasion merveilleuse de faire prendre conscience de cela à un monde qui s'y prête, de sensibiliser les gens à ce qui pourrait être une nouvelle déclaration des droits et droits du citoyen élaborée par cette association de jeunes, à laquelle nous laisserons la maîtrise d'œuvre.

« Certains de vos premiers interlocuteurs, et non des moindres - je pense à l'historien François Furet - contestent globalement le bien-fondé et l'actualité de l'institution même de célébration. Que leur répondez-vous ? »

« Ecoutez... M. Furet, j'ai reçu M. Furet dans mon bureau, il ne m'a pas dit cela. Il a écrit des tas de choses sur la Révolution, fort intéressantes. Non, au contraire, je lui ai proposé de faire partie du comité consultatif scientifique. Je pense qu'il n'y a pas de raison qu'il n'accepte pas. Tous les historiens que j'ai pu rencontrer sont du reste d'accord avec moi pour dire qu'il est temps de rechercher, au travers des courants d'idées à base de générosité qui ont marqué la Révolution, ce qui peut unir plutôt que ce qui peut diviser.

« Voyons comment le climat de la Révolution peut être demain transporté en 1989 et générateur d'une autre révolution plus noble, qui pourrait peut-être, par exemple, faire l'économie de la violence. Pourquoi ne pas dire qu'en 1989 la Révolution française de 1789 pourrait s'accoucher d'une autre révolution française nécessaire ? A quel ? A la paix.

Propos recueillis par MICHEL KAJMAN.

en 1959 à la présidence de la République, a laissé dans la gestion des affaires intérieures une très large initiative à M. Michel Debré pour tout ce qui ne concernait pas directement la politique étrangère et la défense nationale. Même pour la conduite de l'affaire algérienne, M. Debré a toujours été précisément informé des initiatives du général et constamment chargé de les mettre en œuvre. Avec Georges Pompidou à l'Hôtel Matignon, de Gaulle a procédé de même. Jusqu'au moment où, le 30 mai 1968, il a décidé de rappeler qu'il était « le détenteur de la légitimité nationale et républicaine » face à des « politiciens au rang court » et où il a chargé de premier ministre et récapitulé tous les pouvoirs. Lorsque Georges Pompidou a accédé à l'Elysée, en 1969, à l'âge de cinquante-huit ans, il a transporté au palais présidentiel les habitudes de travail qu'il avait acquises pendant quatre ans à l'Hôtel Matignon. Il a donc tout naturellement pris ombre de l'activité envahissante et de l'ambition affichée que déployait son cadet de quatre ans, M. Jacques Chaban-Delmas, qu'il avait nommé premier ministre. D'autant que M. Chaban-Delmas, avec son projet de « nouvelle société » exprimait une vision politique différente de celle du chef de l'Etat.

En le remplaçant par M. Messmer qui, avec cinq ans de moins que le président ne songeait pas à un destin national, Georges Pompidou n'aura pas de tels ennemis. Le couple Giscard-Chirac, le premier âgé en 1974 de quarante-huit ans et le second de quarante-deux, contenait en germe la rupture de 1976. De même avec M. Barre de deux ans plus âgé que le président de la République, la concurrence était inévitable. La suite l'a bien montré. Le « jeune » chef de l'Etat, imbu de « modernisme », ne pouvait, en effet, laisser ses premiers ministres tirer un profit personnel de décisions politiques concernant la nation. De lors, l'interventionnisme de l'Elysée dans les affaires du gouverne-

ment ne marie bien que soi-même et dans son propre intérêt. Imagine-t-on M. Rocard, Chirac, Fabius, Barre ou d'autres mourir en leur sein l'œil du serpent ?

Le futur président cherchera probablement à éviter de laisser le pouvoir à l'Hôtel Matignon. Car le premier ministre n'est pas un homme dénué. La Constitution lui donne des moyens d'action considérables pour s'opposer au chef de l'Etat mais dont aucun - même pas M. Chirac - n'a encore usé complètement. Il est vrai qu'un premier ministre qui voudrait s'appuyer sur la majorité parlementaire contre le président de la République devrait encore disposer de la bienveillance du Conseil constitutionnel. La pratique actuelle souligne l'importance nouvelle et considérable prise par les « neuf » du Palais-Royal.

Ce risque - bien que théorique - et d'autres - ont toujours incité les chefs de l'Etat à s'assurer qu'il y avait concordance entre leur majorité et celle du Parlement. Four ne l'avoir pas fait après sa première élection au suffrage universel en 1965, de Gaulle a frôlé la perte de sa majorité parlementaire en 1967 et en 1968, c'est à son premier ministre, Georges Pompidou, qu'il a dit son succès législatif. De même M. Giscard d'Estaing en refusant de dissoudre l'Assemblée en 1974 a dû passer quatre années sous la menace avant de trouver un tardif ballon d'oxygène qui n'a cependant pas empêché sa chute. Quant aux élections législatives de juin 1981 provoquées par la dissolution décidée par M. Mitterrand, elles avaient pour objet avoué de confirmer son élection du 10 mai à l'Elysée afin de lui donner tous les moyens d'appliquer, sans risques, une nouvelle politique.

Depuis sa promulgation le 4 octobre 1958, la Constitution de la V^e République autorise donc bien des lectures, ce qui explique qu'aucun de ses utilisateurs passés, actuels ou éventuels, ne veuille en changer la lettre.

ANDRÉ PASSERON.

هكذا من الأهل

مكتبة المجلد

Société

Le Monde • Dimanche 16-Lundi 17 novembre 1986 7

SCIENCES

M. Pasqua lance une campagne nationale d'information sur les risques de l'industrie nucléaire

AVOINE-CHINON
de notre envoyé spécial

Les choses vont-elles — enfin — changer en matière d'information du grand public sur les risques liés à l'industrie nucléaire ? Sans aucun doute, si l'on en croit M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, qui, visitant, le vendredi 14 novembre, le site nucléaire d'Avoinne-Chinon (Indre-et-Loire), a annoncé le prochain lancement d'une campagne nationale d'information sur ces thèmes.

« Il faut aujourd'hui faire le maximum de publicité concernant les plans de protection de la population », a déclaré le ministre. Nous n'avons rien à cacher. Il faut, en d'autres termes, selon lui, « démythifier » et informer tous azimuts.

« En matière de nucléaire, il y a deux types de problèmes », a précisé M. Pasqua. Les premiers sont liés à des incidents techniques sur le site, avec les risques qu'ils peuvent faire courir à la population. Les seconds tiennent aux éventuelles interventions militaires. Pour ces derniers risques, les protections actuelles existantes sont « relativement satisfaisantes, la perfection n'étant pas de ce monde ». Ainsi, par exemple, l'utilisation d'un hazooka contre une centrale nucléaire ne suscite aucune inquiétude chez le ministre. « Les réacteurs sont à l'abri, a-t-il indiqué, et il est pratiquement impossible de

franchir tous les systèmes de sécurité existants ; je me réserve toutefois la possibilité de faire quelque surprise aux centrales ».

L'urgence, selon le ministre de l'Intérieur, tient à la nécessité d'une information du public sur les risques de l'industrie du nucléaire et sur les mesures pratiques qui devraient être prises en cas d'accident ou d'incident. « Le détail de ces mesures est présent dans toutes les mairies situées à proximité des centrales, mais personne ne les consulte » (1).

Reste un domaine où la transparence n'est pas encore acquise : celui des niveaux de radioactivité trouvée dans l'environnement. Un domaine qui, a-t-on précisé à Avoinne-Chinon, n'est pas du ressort du ministre de l'Intérieur mais de celui du Service central de protection contre les rayonnements ionisants et du ministre de la Santé.

JEAN-YVES NAU.

Huit pays européens s'apprentent à construire le plus grand télescope du monde

« Nous avons fait l'Europe spatiale, maintenant, dit Pierre Lema, professeur à l'université Paris-VII, il nous faut faire l'Europe astronomique. » Pour cela, la France se doit de participer au projet de télescope géant que l'ESO (European Southern Observatory) est en train de mettre sur pied (le Monde du 16 avril). Ce télescope de 16 mètres de diamètre sera en partie opérationnel dès 1993 et, à l'avenir, lorsqu'il sera terminé, tout ce qui existe dans les observatoires du monde entier, à commencer par celui, célèbre, du mont Palomar (5 mètres) aux États-Unis, ou cet autre, plus récent, construit à Zelenchuksk (6 mètres) en Union soviétique dans le Caucase.

Un tel gigantisme est nécessaire pour que les astronomes voient mieux et plus loin. C'est à ce prix qu'ils pourront étudier la surface d'étoiles proches de manière aussi précise qu'ils l'ont fait avec le Soleil ; observer la naissance de systèmes solaires autres que le nôtre ou celle des molécules que produit l'espace interstellaire ; et comprendre les phénomènes de formation et d'organisation de ces formidables concentrations d'étoiles que sont les galaxies.

Persuadé qu'il n'est en mesure aujourd'hui de construire un télescope doté d'un miroir de 16 mètres.

Les Européens ont donc décidé d'en faire quatre de 8 mètres de diamètre, dont l'assemblage permet d'obtenir un instrument de la taille recherchée. La voie dans ce domaine a été ouverte par les Américains avec le Multimirror Telescope de 7,60 m du mont Hopkins (Arizona), constitué de six miroirs d'environ 2 mètres chacun. Les Européens veulent aller plus loin avec des miroirs de 8 à 10 mètres chacun, plus légers, plus minces, dont les déformations sont corrigées grâce à des vannes pilotées par des moyens informatiques. Personne encore n'a fabriqué des miroirs d'aussi grande dimension, dont on ne sait s'ils seront en verre, en céramique ou en métal. L'Europe se fait actuellement la main avec une pibce de 3,5 mètres de diamètre, qui devrait équiper le futur observatoire

européen (NIT) de la Silla au Chili en octobre 1988.

En attendant, l'ESO, au sein duquel sont représentés huit pays (1), met la dernière main au dossier de son VLT, qui devrait être construit au Chili (la Silla ou le Cerro Paranal), à Hawaii, aux Canaries (Las Palmas) ou à la Réunion, commencent au 1^{er} janvier 1989. De nombreux projets concurrents se font jour dans le monde, et les industriels français ont de bonnes cartes à jouer pour les appels d'offres dans plusieurs domaines : polissage et contrôle actif des miroirs, instrumentation électronique, gyroscopes et débits en couches minces.

Lecteur français

La comparaison entre l'élan de l'Allemagne, pour qui le VLT est une priorité, et la France, est significative. Si la communauté astronomique française est convaincue, elle s'interroge sur la manière dont seront trouvés les crédits (40 millions de francs par an) nécessaires. Les responsables de la recherche vont devoir « organiser l'astronomie en conséquence », en évitant que ce financement se fasse au détriment d'activités également intéressantes.

Mais il faut aller vite pour que la construction de ce télescope géant, dont on ne sait encore s'il sera installé au Chili (la Silla ou le Cerro Paranal), à Hawaii, aux Canaries (Las Palmas) ou à la Réunion, commencent au 1^{er} janvier 1989. De nombreux projets concurrents se font jour dans le monde, et les industriels français ont de bonnes cartes à jouer pour les appels d'offres dans plusieurs domaines : polissage et contrôle actif des miroirs, instrumentation électronique, gyroscopes et débits en couches minces.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Font partie de l'ESO : la Belgique (1,63 %), le Danemark (2,90 %), la France (26,75 %), l'Italie (20,23 %), les Pays-Bas (7,53 %), la République fédérale d'Allemagne (26,75 %), la Suède (5,15 %) et la Suisse (6,06 %).

ÉDUCATION

Poitiers mise sur la télécommunication

Le Futuroscope de M. Monory sort de terre

POITIERS
de notre envoyé spécial

Une grosse sphère blanche est posée sur une verrière futuriste inclinée : le soleil des technologies nouvelles se lève sur le Poitou. Avec le Futuroscope, M. René Monory nourrit l'ambition de créer, à l'aube de l'an 2000, un « vivier de l'intelligence » sur son sol natal. A quelques kilomètres au nord de Poitiers, un parc d'attractions et d'activités de 70 hectares sort déjà de terre. Les grues s'affairent car le temps presse.

Le ministre de l'Éducation nationale souhaite inaugurer, le jour de la Fête des mères 1987, le 31 mai, le Kiosque, une salle de cinéma qui projettera les images de l'avenir sur le plus grand écran d'Europe. Plus loin, la grande corolée de béton du futur institut international de l'innovation est déjà bien visible, mais le lycée pilote de neuf cent cinquante places, en forme de delta, « entièrement câblé » et financé par le conseil régional, n'en est qu'aux fondations.

Les deux bâtiments doivent être prêts dans quelques mois. Le premier, présidé par M. François Dalle, président du comité stratégique de l'Oréal, accueillera, au printemps 1988, des cadres d'entreprises pour des stages de formation continue. Le second ouvrira, dès la rentrée prochaine, six classes de seconde à recrutement régional, animées par des professeurs volontaires. Il complètera ultérieurement ses activités avec des formations de niveau supérieur dans les domaines de la communication et de l'informatique. La « formation des hommes » sera donc au centre du Futuroscope, selon la volonté du ministre, qui n'oublie pas les médiocres performances éducatives de la région qu'il a présidée.

Ce parc doit aussi célébrer les noces de l'éducation avec l'entrepreneuriat. Déjà, une vingtaine de sociétés ont officiellement accepté d'être présentes dans la vitrine des technologies promises aux visiteurs. Parmi elles, IBM, dont le directeur général pour l'Europe, M. Georges Savy, a fait, vendredi 14 novembre, le voyage de Poitiers. Il a choisi le cadre du Futuroscope pour remettre à des élèves du lycée Pierre-de-Fermat de Toulouse le premier prix du concours européen du logiciel éducatif, mais aussi pour affirmer — prudemment — son intérêt pour le projet de M. Monory.

Le premier « téléport »

Le ministre, lui, voit déjà plus grand. Il souhaite que sa région, de tradition agricole, rompe avec le passé grâce à cet ensemble. Des commerces et restaurants doivent ouvrir en avril 1988 ; des pavillons thématiques, évoquant l'agriculture et la médecine de l'avenir, sont programmés pour la fin de la décennie.

Toute cette animation doit, selon M. Monory, créer un climat propice à des implantations industrielles dans le domaine qu'il a choisi comme axe de développement régional : la communication. En langage « futuroscopique », on ne parle pas de « zones industrielles » mais d'« aires d'activités technologiques ». Il s'agit d'attirer des entreprises, grâce à un environnement éducatif et ludique, mais surtout à un « téléport », première zone franche de France pour les télécommunications. Dans une aire de 1 500 hectares, s'étendant autour du parc, les PTT abandonneraient leur monopole et leur système de taxation. Des antennes paraboliques capteraient directement les communi-

cations internationales transitant par les satellites, qui seraient distribués aux utilisateurs locaux, via un réseau privé. L'économie pourrait atteindre 40 % par rapport aux tarifs actuels, font miroiter les promoteurs du Futuroscope.

M. Gérard Longuet, secrétaire d'État chargé des PTT, a promis, en août dernier, de créer le premier téléport français à Poitiers. Le Futuroscope n'attend plus que la prochaine brèche législative dans le monopole des télécommunications pour transformer les vastes champs de betteraves qui l'entourent en pépinière d'entreprises et de laboratoires de recherches, gros consommateurs de télécommunications.

Les représentants d'IBM se montrent dubitatifs, mais le vertige du futur qui anime l'entourage de M. Monory ne s'arrête pas à ce détail. Des chiffres circulent : cinq cents emplois seraient créés dans un premier temps avec les équipements de formation et les équipements de loisirs, puis un millier d'autres dans les entre-

prises qui s'implanteraient. En 1990, le parc du futur devait accueillir un million de visiteurs. La note, elle, est moins hypothétique : 1 milliard de francs, dont la moitié aura été financée par le département, sans augmentation de la pression fiscale (le conseil général a voté le budget 1987 à l'unanimité, moins trois abstentions communistes). L'autre moitié doit être financée conjointement par la région, les entreprises et les concessionnaires des équipements de loisirs.

En attendant de se poser tout à la fois en technopole, en capitale des télécommunications internationales et en parc d'attractions « high tech » au cœur de la France profonde, le Futuroscope ambitionne d'être une étape touristique et populaire. En 1987, comme en 1986, le Tour de France y fera étape. Et, déjà, des agences de voyages étudient la possibilité de leur ajouter au programme de leurs excursions dans les châteaux de la Loire.

PHILIPPE BERNARD.

Le Parlement européen adopte un programme pour aider les échanges de jeunes

Le Parlement européen a adopté à l'unanimité, le programme d'action « Yes pour l'Europe » qui doit aider 80 000 jeunes de seize à vingt-cinq ans, de préférence non scolarisés (travailleurs, apprentis, chômeurs...) à venir, dans les trois années à venir, séjourner de une à trois semaines dans un autre pays de la Communauté. Il a voté un crédit d'un million d'ECU pour permettre le lancement du programme le 1^{er} janvier prochain auquel s'ajoutent 2,5 millions, dès que le Conseil aura approuvé cette décision. Ce qui devrait avoir lieu dans le premier semestre 1987. Il a décidé aussi de porter à 50 millions le budget de cette opération, en lieu des 30 initialement prévus.

L'aide financière — qui couvrira la totalité des frais de déplacement et la moitié des frais de fonctionnement — sera accordée en priorité aux projets présentés par les jeunes eux-mêmes, en particulier par les plus défavorisés d'entre eux, ainsi qu'à ceux qui permettront des échanges entre au moins trois pays membres et qui amorceront des actions à plus long terme.

Des agences nationales de coordination seront créées dans chaque pays pour gérer ces fonds.

Le Parlement a également souhaité la création d'une « carte européenne jeune » qui donnerait droit à des réductions identiques dans les transports, les musées, les bibliothèques ou les spectacles, dans tous les pays de la Communauté.

DÉFENSE

Le « petit rhume » de la société Marcel Dassault

M. Serge Dassault, président-directeur général de la société Avions Marcel Dassault-Breguet Aviation, a déclaré vendredi 14 novembre à Colombiers (Haut-Garonne) que son entreprise « avait eu un petit rhume passager, mais qu'elle était en convalescence ».

« Nous avons un potentiel fantastique et de bons avions, notamment le Rafale et le Breguet-Atlantic nouvelle génération. Nous pouvons donc envisager l'avenir avec optimisme, d'autant que les négociations sont très avancées avec le Maroc et l'Égypte pour la fourniture, à chacun de ces États, de vingt Mirage-2000, et avec l'Allemagne fédérale pour la livraison de dix-sept à dix-huit avions Breguet-Atlantic de patrouille maritime », a-t-il expliqué.

M. Dassault a insisté sur la nécessité pour le gouvernement français de passer commande « au plus tard au début de 1987 » d'une pré-série de cinq à six Rafale, le nouvel avion de combat dont un prototype vole déjà.

« Si l'on attend, cela risque d'être dramatique, car la marine française sera dans l'obligation de passer commande d'appareils américains pour équiper les porte-avions, alors que notre appareil est prévu pour cela », a-t-il dit, faisant allusion à des rumeurs — non encore démenties — selon lesquelles la marine pourrait acheter trente hélicoptères F-18 de conception américaine.

LE MONDE diplomatique

Novembre 1986

PROCHE-ORIENT

DOSSIER : LES CLÉS DES CONFLITS

Conflit israélo-arabe, guerre entre l'Irak et l'Iran, destruction du Liban, le Monde diplomatique dresse la carte historique, pays par pays, des événements politiques et économiques des quarante dernières années en Proche-Orient.

ECONOMIE

LA GUERRE DU BLÉ

En vingt ans, le commerce mondial du blé a quadruplé. Aujourd'hui les stocks sont tels que les États-Unis et l'Europe sont engagés dans une impitoyable guerre des prix. Alors que le tiers-monde souffre de sous-alimentation. Un dossier complet sur un conflit planétaire.

EDITORIAL

UN NOUVEL ORDRE MORAL

par Claude Julien

Aux États-Unis, comme en France, les pouvoirs publics exaltent les valeurs morales traditionnelles. À travers la lutte contre la drogue menée de part et d'autre de l'Atlantique, une analyse sans concession des ambiguïtés d'un discours moralisateur, souvent en contradiction avec l'éthique politique de ceux qui le prônent.

URSS/USA

COMPRENDRE LES NÉGOCIATIONS SUR L'ARMEMENT STRATÉGIQUE

Le professeur Jean Klein de l'Institut français des relations internationales présente une synthèse claire de l'évolution des positions des Deux Grands sur l'armement stratégique. Pourquoi l'échec du sommet de Reykjavik ? Les points d'accord et de désaccord, les perspectives d'avenir.

Également au sommaire

ÉTRANGER : Le congrès américain contre Reagan. Comment les choix de la Maison Blanche sont et seront de plus en plus contestés par les élus. Société civile et pouvoir militaire en Colombie : vers la liquidation pure et simple de l'opposition. Rééquilibrage démocratique en Haïti. Un pouvoir paralysé, un pays à reconstruire. Prochès politiques au Portugal. Odele de Carvalho, l'un des leaders de la révolution aux îles, est-il responsable des actes de terrorisme dont on l'accuse aujourd'hui ? Le temps du renouveau en Algérie. Un dossier spécial de huit pages. ÉCONOMIE : Libéralisme économique et coopération avec l'Est : les contradictions de

la chambre de commerce internationale. Le yen et le mark au cœur de la confrontation économique occidentale. Peut-on réduire les déséquilibres des échanges commerciaux sans remettre en cause certaines structures sociales ? Les succès ambigus du « plan tropical » au Brésil. L'inflation a-t-elle maîtrisé mais la réforme agraire s'enlise et les « favellas » demeurent. — CULTURE : L'apartheid au miroir du théâtre. Un festival sud-africain réunit Blancs libéraux et militants noirs. Les holocaustes de notre siècle : Adolfo Peres Esquivel, prix Nobel de la paix 1981 réclame des sanctions internationales contre toutes les formes de génocides.

En vente chez votre marchand de journaux

EN BREF

● Tremblement de terre à Taiwan. — Huit personnes sont mortes et une quarantaine d'autres ont été blessées lors d'un tremblement de terre d'une magnitude de 7,5 sur l'échelle de Richter qui a secoué la côte est de Taiwan le samedi 15 novembre à 5 h 20 (vendredi à 21 h 20 heure française). La police craint qu'une soixantaine de personnes ne soient encore ensevelies sous les débris d'un immeuble. Une dizaine de bateaux de pêche ont chaviré du fait du raz de marée consécutif au séisme.

● Une journée contre l'ordre moral. — Le journal Globe et SOS-Racisme organisent une journée contre le retour de l'ordre moral, le dimanche 16 novembre, de 10 h 30 à 18 h 30, à la Maison de la chimie, 28, rue Saint-Dominique, Paris 7^e. Des tables rondes sont prévues sur la drogue, le Code de la nationalité, la police et la sexualité, avec notamment la participation de Yves Mourousi, Bernard-Henri Lévy, Pierre Bergé, Jacques Séguéla, le professeur Rosenbaum, le groupe indo-

chinois, Guy Bedos, Michel Boujenah, le professeur Olivenstein, Félix Guattari et Daniel Buren.

● M. Philippe Sauzay, conseiller d'État. — Par décret paru au Journal officiel du 14 novembre, M. Philippe Sauzay est nommé conseiller d'État en service ordinaire (tour extérieur). Ancien chef de cabinet de M. Valéry Giscard d'Estaing à l'Élysée, M. Sauzay avait été ensuite préfet de la Sarthe avant d'être mis en disponibilité pour diriger la campagne électorale de M. Giscard d'Estaing en 1981.

Société

Hanna pourra rester en France

M^{me} Hanna Lévy-Hass pourra rester en France. La vieille dame, ancienne déportée, dont le *Monde* du 14 novembre a raconté l'histoire, n'est plus indésirable. La parution de cet article a provoqué une réaction rapide et embarrassée des pouvoirs publics ainsi qu'un élan de sympathie de nombreux lecteurs.

Arrivée à Paris en 1985 pour s'y reposer, M^{me} Lévy-Hass, qui est de nationalité israélienne, était en situation irrégulière. Son séjour en France avait dépassé les trois mois autorisés par la loi sur les étrangers, et les pouvoirs publics lui refusaient toute prolongation. La préfecture de Seine-Saint-Denis lui avait fait savoir par téléphone qu'elle devrait quitter la France, le 17 décembre au plus tard, dument munie d'un visa de sortie.

A la lecture du *Monde*, l'administration s'est ravisée. M. Stéphane Bouillon, directeur du cabinet du commissaire de la République de Seine-Saint-Denis, nous a indiqué, vendredi 14 novembre, que M^{me} Lévy-

Hass allait recevoir « dans les jours qui viennent » une autorisation de séjourner en France valable dix ans.

M^{me} Lévy-Hass n'est plus indésirable. Chacun tient à l'en assurer. M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme, précise qu'il est intervenu discrètement en sa faveur, apparemment efficacement.

M. François Asensi, député (PCF) de Seine-Saint-Denis, a voulu, accompagné d'un photographe, lui annoncer la bonne nouvelle. Mais la vieille dame, un peu ironique, a refusé de poser pour la photo. Un autre député du département, M^{me} Véronique Neiertz (PS) a protesté auprès de la préfecture et a alerté l'Élysée. Malgré l'heureux dénouement de cette affaire, elle estime que « ce qui est lamentable, scandaleux, c'est que des choses comme cela puissent arriver en France aujourd'hui ». De nombreux lecteurs se sont également manifestés et ont témoigné de leur solidarité avec M^{me} Lévy-Hass.

« Fruit exotique à l'héroïne »

Une mise au point de M. Tan Ngoin Phong

Après la publication dans le *Monde* du 5 novembre d'un article intitulé « Fruit exotique à l'héroïne », M. Frédéric Haffman, avocat de M. Tan Ngoin Phong, mis en cause dans cet article, nous écrit :

« Mon client a toujours contesté les faits qui lui sont reprochés. Contrairement aux affirmations contenues dans cet article, il n'a jamais été démontré, et que mon client ait participé directement au trafic poursuivi, et n'a jamais, pour reprendre l'expression utilisée, fait « rondement affaire ». Mon client, par ailleurs, n'a pas la nationalité vietnamienne, mais s'est vu reconnaître le statut de réfugié politique (originaire du Cambodge). »

L'adjoint au maire d'Orléans écondu pour escroquerie

ORLÉANS
de notre correspondant

Escroquerie, abus de confiance, faux en écriture commerciale et banqueroute : tels sont les chefs d'accusation qui viennent d'être retenus par M^{me} Claudine Garnier, juge d'instruction à Paris, contre M. Henri Chartier, quarante-sept ans, adjoint (RPR) au maire d'Orléans, conseiller général du canton d'Orléans-Banier, qui a été écondu jeudi 13 novembre à Paris.

Le tribunal de commerce d'Orléans, en décembre 1985, avait prononcé la liquidation des biens des Établissements Labesse, un garage d'Orléans, dont M. Chartier était le PDG. A la suite d'une plainte dépo-

sée par un organisme de crédit, le parquet avait ouvert une enquête qui aurait laissé apparaître un trou de 10 millions de francs. Parmi les irrégularités qui lui sont reprochées, M. Chartier se serait notamment arrangé pour vendre deux fois la même véhicule en utilisant un duplicata des certificats du service des mines qu'il prétendait avoir perdus.

Entré au conseil municipal en 1983 sur la liste de M. Jacques Douffignies, maire sortant et actuel ministre chargé des transports, il avait été désigné trésorier de la fédération départementale du RPR en 1984, fonction dont il avait démissionné à la suite de la liquidation des biens de sa société.

R. G.

Après un meurtre en Haute-Loire

Création d'un comité de soutien aux victimes des chasseurs abusifs

SAINT-ETIENNE
de notre correspondant

Un « comité de soutien aux victimes du drame du 19 octobre » vient d'être créé, à l'initiative de M^{me} Michel Monlard, avocat au barreau de Saint-Etienne. Lors d'une conférence de presse, le 14 novembre, M^{me} Monlard a expliqué que ce comité (1) n'avait pas pour but de faire pression sur la justice, mais de lancer un débat national sur les relations entre chasseurs et non-chasseurs. Le comité se propose d'obtenir une réforme de l'attribution des permis de chasser. Il a aussi l'ambition de devenir une association nationale pour le soutien des personnes menacées ou agressées par des chasseurs abusifs.

Le drame du 19 octobre, à cet égard, est exemplaire. Ce jour-là, Pascal Heyraud, vingt-six ans, se

promène sur une petite route de campagne, à Riotord (Haute-Loire), dans une voiture conduite par un ami agriculteur. Deux chasseurs à pied, qui s'estiment « frères » par la voiture, font feu sur les passagers. Pascal Heyraud, éducateur spécialisé, est tué de deux coups de chevrotine et le conducteur légèrement blessé à la main. L'auteur des coups de feu meurtriers, Jacques Mazel, quarante-deux ans, est gardé-chasse.

M^{me} Monlard a souligné qu'il y avait, dans ses dossiers, de nombreuses lettres de personnes intimidées ou agressées par des chasseurs, qui n'osaient porter plainte pour de représailles. Des propriétaires de terrains déclarés « réserves naturelles volontaires », en particulier, font régulièrement l'objet de menaces dans la Loire et les départements voisins.

D. M.

(1) Comité de soutien aux victimes du drame du 19 octobre : Le Shannon, 64, rue du Docteur Charcot, 42100 Saint-Etienne.

● **Résolution criminelle à perpétuité pour un triple meurtre.** — La cour d'assises de Paris a condamné vendredi 14 novembre, Pascal Dorian, vingt-trois ans, à la réclusion criminelle à perpétuité. Il était accusé du meurtre, en février et mars 1983, à Paris, de trois homosexuels (le *Monde* date 6-7 novembre 1983). Accusé de vols avec violence à l'occasion de deux de ces meurtres, Silvano Butic, vingt-cinq ans, a été condamné à six ans de réclusion criminelle et Thierry Mercier, vingt-trois ans, à quatre ans d'emprisonnement.

PRESSE

La crise des agences de presse

M. Léotard précise sa position sur l'AFP et l'ACP

M. François Léotard a été amené à préciser sa position sur le devenir des agences de presse françaises, le vendredi 14 novembre, à l'Assemblée nationale, lors de la fin de la discussion des crédits du ministère de la communication.

Répondant à une question de M. Yvon Briant (non-inscrit, Val-d'Oise), il a indiqué que la privatisation de l'AFP « mériterait d'être étudiée ; il s'ensuivrait une meilleure compétitivité, mais ce serait appeler les utilisateurs de l'agence, et notamment la presse écrite, à contribuer bien plus fortement au financement de l'agence. La cessation de certains abonnements publics entraînerait aussi un renchérissement des services de l'AFP ».

Or, constatant que les grandes agences internationales, « comme Reuters, peuvent pratiquer en France et en Europe des tarifs de dumping », il a estimé que l'AFP « risquerait d'en faire les frais et de connaître un mouvement de désabonnement. Il ne faut pas sous-estimer le risque de disparition de la seule agence mondiale d'information qui ne soit pas anglo-saxonne. C'est pourquoi le gouvernement a décidé de continuer à aider l'Agence France-Presse ».

M. Bernard Schreiner (PS, Yvelines) étant revenu sur le sujet et ayant abordé la situation de l'ACP, M. Léotard lui a répondu : « Le gouvernement souhaite qu'il y ait en France au moins deux agences de presse à vocation générale ». Le ministre a conclu que « si le gouvernement n'exclut pas d'apporter son soutien à un éventuel plan de relance de l'ACP, c'est à la condition que son statut ne soit pas anglo-saxon ». C'est pourquoi le gouvernement a décidé de redresser la situation, ce qui n'est pas encore le cas ».

THIERRY BRÉVIER.

DÉFINIR NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
ÉCONOMIE

Une expérience anti-vandalisme à Montbéliard

Le bus et les loubards

Les responsables des transports en commun du pays de Montbéliard (Doubs) s'arrachent les cheveux devant les déprédations dont leurs bus faisaient les frais. En 1984, neuf cent cinquante sièges avaient dû être remplacés, après avoir été lacérés ou poinçardés. Pour que ce vandalisme cesse, une forme étonnante de prévention a été mise au point.

Ayant constaté que les loubards sévissaient surtout dans les bus qui desservent les établissements scolaires, on décide de les rencontrer et de leur demander pourquoi ils jouaient les Attila en herbe. Réponse : « Il y a ceux qui fument pour épater les copains, ceux qui se sentent mal dans leur peau et qui ont besoin de se défouler, et puis ceux qui en veulent au bus parce que le chauffeur n'a pas été sympa. Surtout, le bus, c'est un peu triste et monotone, et ça ne nous appartient pas ».

Les sections de dessin et d'arts plastiques de tous les « bahuts » du pays de Montbéliard ont donc été mises à contribution, en 1985, pour concevoir un bus « classe ». Un bus où tout blanc a été peint, où les déprédations scolaires pour seraient les élèves. Il était équipé d'une radio et d'un lecteur de cassettes : les élèves refusant d'en descendre tant que le « tube » n'était pas achevé...

En janvier 1986, un jury a sélectionné, entre trois cents projets, le nouveau visage du « bus cool » : en jaune et en noir, des silhouettes de rockers au fond de grattes-ciel ornent ses flancs. A l'intérieur, on a changé les sièges de sens pour que les jeunes voyageurs puissent bavarder dans un coin salon. Aucune dégradation dans ce bus jaune et noir. Le vandalisme décroît sur le reste du réseau : cent quatre sièges seulement ont été abîmés au premier trimestre 1986.

L'affluence revient. Les collégiens et les lycéens de Montbéliard se sont appropriés le bus, s'y trouvent bien et le respectent. La suite ? L'expérience a été reportée, le 7 novembre, le Prix de la communication, que décernent chaque année le Groupement des autorités responsables de transport (GART). En 1987, on amènera deux autres « bus cool » où il fera bon circuler, que l'on soit loubard ou fort en thème.

AL F.

M. Chalandon maintient son projet de prisons privées

(Suite de la première page.)

Qui aux recommandations de forme, explique M. Chalandon dans un entretien publié par l'Express daté du 14 au 20 novembre. Non aux autres remarques de fond, que le Conseil d'Etat donne « le sentiment de se comporter comme une assemblée politique ».

Ce soupçon de politisation permet de discréditer les avis de l'Assemblée du Palais-Royal lorsque ceux-ci sont défavorables. En les critiquant de la sorte, M. Chalandon espère aussi inciter les conseillers d'Etat, qui co-gèrent d'accusation vicieuse, à se montrer plus conciliants.

Peine perdue, sans doute parce que la privatisation des prisons pose aux juristes un réel problème de conscience, de nature à les faire davantage réfléchir que fléchir. C'était l'état d'esprit qui prévalait depuis quelques jours au Palais-Royal. C'est aujourd'hui la position officielle du Conseil d'Etat, qui peut se résumer ainsi : non à l'abandon au privé d'une prérogative essentielle de la puissance publique, l'exécution des peines. D'accord, en revanche, pour confier, la cas échéant, à des sociétés privées la construction de nouvelles prisons et ce qu'on appelle l'« hôtellerie ».

Malgré cette opposition, M. Chalandon ne veut pas transiger. La surpopulation dans les prisons (50 000 détenus pour 32 500 places) et l'insuffisance des crédits rendent

nécessaire à ses yeux l'appel à des entreprises privées.

Le projet soumis jeudi aux conseillers d'Etat insistait sur cette surpopulation pour justifier la démarche du garde des sceaux : « L'insuffisance des équipements de l'administration pénitentiaire face à l'augmentation de la population pénale risque de perturber gravement le fonctionnement du service et ne permet pas toujours d'assurer aux personnes incarcérées des conditions de vie décentes susceptibles de faciliter leur réinsertion sociale. Le recours au secteur privé, sous le contrôle permanent de l'Etat, constitue ainsi une réponse adaptée à la gravité de la situation actuelle ».

Cette « réponse » à la surpopulation des prisons, les gardiens, eux, ne la croient pas « adaptée ». Ils observeront, à partir du 17 novembre, une grève des économes qui, comme les précédentes, pourrait provoquer quelques incidents. Et qui dit incident en prison dit risque de propagation rapide, tant le climat y est tendu.

En application de ce mot d'ordre, les gardiens s'opposent à l'incarcération de nouveaux détenus et à la comparution devant les magistrats de toutes les personnes emprisonnées, sauf celles convoquées devant une cour d'assises. Opposition du Conseil d'Etat, grogne des surveillants, le projet de privatisation s'en finit pas de rencontrer des obstacles.

BERTRAND LE GENDRE.

SPORTS

Route du rhum

Florence Arthaud repère le « Royale » retourné

Florence Arthaud a repéré, samedi 15 novembre en fin de matinée, le catamaran *Royale* de Loïc Caradec retourné dans l'Atlantique. Dans sa communication avec le Centre régional opérationnel de surveillance et sauvetage (CROSS) d'Étel (Morbihan), la navigatrice a indiqué que le multicoque paraissait vide.

Vendredi soir, seuls 13 des 33 bateaux ayant pris le départ dimanche dernier à Saint-Malo, n'avaient pas connu de graves avaries.

Leader de cette course impitoyable, Philippe Poupon reconnaît dans des messages reçus à Paris, que « l'état de la mer est impressionnant » et lui rappelle la première édition de la course.

Trois de ses adversaires les plus sérieux, *Ker Cadelac*, de François Boucher, *Challenge-Grundig*, de Thierry Caron, et *Charente-Maritime*, de Pierre Follefont, ont dû faire route vers le Portugal pour réparer des avaries de grément ou de coque.

● **CYCLISME** : Longo encore. — Jeanne Longo a amélioré, vendredi 14 novembre, lors des Six Jours de Paris, à Bercy, son record mondial sur 3 kilomètres. L'avant-veille, elle avait couvert la distance en 3 mn 45 s 388. Cette fois, grâce à un départ rapide (premier kilomètre en 1 mn 18 s) et malgré un écart qui le déstabilisa quelque peu, elle a réalisé 3 mn 43 s 490, un temps qui correspond à une moyenne de 48,324 km/heure.

● **TENNIS** : tournoi de Wimbledon. — Yannick Noah s'est qualifié vendredi 14 novembre pour les demi-finales du tournoi de Wimbledon, en battant l'Américain Johan Kriek, 7-6, 6-4. Il rencontrera samedi après-midi, l'Américain Kevin Cunen.

● **HALTÉROPHILIE** : nouveau record du monde à l'arraché. — Le Roumain Nicu Vlad a établi un nouveau record dans la catégorie des plus de 100 kilos lors des épreuves des championnats du monde d'haltérophilie, vendredi 14 novembre à Sofia.

GRAND CONCOURS

Le Monde
CAMPUS



Devenez
« JUNIOR-REPORTER »
du MONDE/CAMPUS

Chaque mois,
3 billets d'avion aller-retour
PARIS/NEW-YORK
à gagner

Pour tout savoir sur ce concours
Achetez

Le Monde

Mercredi 19 novembre
(numéro daté jeudi 20 novembre)

Le Monde
PUBLICITÉ ARTS ET SPECTACLES
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4335

سكائن الوطن

Communication

Tout en préparant un « TV-Figaro »

Le groupe Hersant lance « TV-France-Soir »

Le groupe de M. Robert Hersant concrétise son projet d'un magazine de programmes de télévision. Ce samedi 15 novembre paraît en effet *TV-France-Soir*. Encarté depuis octobre dans *France-Soir Magazine*, cet hebdomadaire sera dorénavant vendu chaque samedi en complément du quotidien du même nom et de son supplément magazine.

La direction de la rédaction de *TV-France-Soir* devrait, à court terme, être confiée à Louis Pauwels, déjà directeur des rédactions du *Figaro Magazine* et du *Figaro Madame*. Cela afin de préparer le lancement prochain d'un hebdomadaire de programmes de télévision qui s'appellerait *TV-Figaro*, et dont le tirage, le samedi, serait de l'ordre de 1,4 million d'exemplaires. « Ce projet correspond à la volonté de Robert Hersant d'offrir une gamme complète d'informations et de renseignements en une seule livraison », souligne un membre de la direction du groupe.

Mais, M. Hersant a une visée plus ambitieuse à l'égard : joindre ce supplément TV à chacun des nombreux quotidiens régionaux qu'il contrôle. Ce projet devrait concurrencer les magazines TV actuellement leaders du marché : *Télé 7 jours* du groupe Hachette (3 063 412 exemplaires diffusés en 1985), *Télé-Poches*, des éditions Médias (1 805 651 exemplaires), et *Télé-Star*, de Claude Darcey (1 431 620 exemplaires).

Y.-M. L.

En Europe

Le piratage vidéo coûte 200 millions de dollars par an

L'industrie de la création audiovisuelle européenne perd 200 millions de dollars par an à cause de la reproduction illégale de cassettes vidéo. C'est l'estimation faite devant les ministres de la culture de la CEE par le commissaire M. Carlo Ripa di Meana.

An palmarès des cassettes pirates, les Pays-Bas arrivent en tête avec 70 % de reproductions illégales sur la totalité des cassettes commercialisées. Ils sont suivis de près par la République fédérale allemande (60 %) et l'Italie (40 % à 50 %).

Les pays qui ont renforcé leur législation répressive contre le piratage ont vu le phénomène régresser sensiblement au cours des deux dernières années. C'est le cas de la France, où les enregistrements pirates constituent 15 % à 20 % du marché, de la Grande-Bretagne (15 %) et de l'Espagne (30 %).

● **BELGIQUE** : législation de la télévision privée. La Chambre des députés belge a adopté le 13 novembre une loi autorisant l'existence de deux chaînes de télévision privée, l'une en région francophone, l'autre en région flamande. Cette loi légalise la diffusion de RTL-Télévision depuis plusieurs années sur les réseaux câblés et son association récente avec la presse écrite belge en Wallonie et à Bruxelles. Cette loi, en revanche, la télévision privée n'est qu'à l'état de projet. Précisons que la nouvelle loi réserve pour le moment le financement publicitaire aux chaînes privées et le refuse aux chaînes publiques.

Trois livres sur les médias

Enjeux et acteurs d'une révolution

Les lecteurs des *Miroirs de Jupiter* auront peut-être été frustrés par l'approche strictement politique de l'audiovisuel tentée par Michèle Cotta. Les hasards de l'édition leur offrent presque simultanément, avec deux excellents ouvrages, l'occasion d'élargir le débat aux enjeux socio-économiques de la révolution des médias. Le premier roman de Serge Monty lui rend, de son côté, un peu de sa dimension humaine.

De cette révolution, la *Communication dans tous ses états* offre une photographie critique, honnête et remarquablement claire. Il est pourtant difficile de figer en un instant une actualité aussi mouvante. Les auteurs y parviennent en restituant pour chaque grand dossier (télévision privée, câble, satellite, service public, presse) l'essentiel des données techniques, politiques et économiques. Il est vrai que nous avons affaire à des spécialistes de haut vol.

Gérard Carles et Jean-Marie Charpentier abordent le secteur information-communication de la CFDT. Gilles de Marguerie est l'un des auteurs du rapport Bredin sur les télévisions privées. Claude Nenschwender, après avoir dirigé Lip et la FNAC, s'est beaucoup occupé des radios privées.

An-déjà des vertus de l'analyse, il faut souligner la portée politique d'une réflexion qui s'ancore volontiers à gauche. Pas de nostalgie du passé et de monopole public, pas de refus *a priori* des lois du marché. Conscients que les bouleversements qui secouent aujourd'hui l'audiovisuel sont irréversibles, les auteurs plaident pour une régulation un peu moins technocratique, qui laisserait plus de place à l'imagination comme à la liberté.

On pourrait reprocher à la *Communication dans tous ses états* de s'enfermer dans une problématique un peu hexagonale et d'ignorer le contexte européen de la révolution des médias. Aussi faut-il chaudement recommander la lecture des *Multinationales de l'audiovisuel en Europe*, de Holde Lhoest. On y trouvera l'analyse détaillée des stratégies des grands groupes multinationaux qui se disputent le marché : de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion à Bertelsmann en passant par Rupert Murdoch, Silvio Berlusconi, Robert Maxwell ou Havas. Indispensable si l'on veut mesurer la marge de manœuvre bien étroite de l'audiovisuel français dans la guerre des images.

Mais c'est la *Saison des palais*, le roman de Serge Monty, qui constitue le contrepoint le plus piquant au livre de Michèle Cotta. L'ancien directeur général de FR 3 a retrouvé depuis un an le bonheur de la caméra (un film sur les élections de mars 1986 diffusé dans quelques mois sur TF 1) tout en découvrant celui de la plume. Comme la présidente de la Haute Autorité, il nous offre les souvenirs encore chauds de ses années de pouvoir à peine traversés par les journaux intimes de quatre militants socialistes.

Amis d'adolescence, Victor, Arthur, Antoine et J.F.P. traversent chacun à leur manière les « années

roses » : l'un comme ministre de la communication, l'autre comme directeur d'une chaîne de télévision, le troisième comme producteur d'une émission à scandale, le quatrième comme intellectuel un peu marginal. Ils vont vivre l'ivresse de la victoire, le dur apprentissage du pouvoir et du réalisme, les convulsions d'une télévision coincée entre la volonté du « changement », les pressions politiques et les contraintes de l'audience.

Les portraits sont presque transparents, le procédé peut paraître systématique, mais l'humour chaleureux et lucide de Serge Monty nous vaut quelques grands moments de bravoure : la cérémonie du Panthéon, la démission de Chirac (alias Guy Lux) ou la grève des journalistes. On est loin des analyses manotées des *Miroirs de Jupiter* ou de la *Communication dans tous ses états*, mais on est sans doute plus près de la télévision. J.-F. L.

★ *La Communication dans tous ses états*, sous la direction de Claude Nenschwender et Jean-Michel Charpentier, Éditions Syros, 216 pages, 75 F.

★ *Les Multinationales de l'audiovisuel en Europe*, de Holde Lhoest, Presses universitaires de France, 144 pages, 32 F.

★ *La Saison des palais*, de Serge Monty, Grasset, 284 pages, 89 F.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Les docteurs Paul et Christine GUILLEMET

ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils,

Julien,

fil de Lutz Hirtzel et Jacques Guillemet.

Paris, le 1^{er} novembre 1986.

Décès

— M^{me} Annie Abella,

son épouse, Frédéric et Marie-Laure Abella,

ses enfants, M^{me} Yvonne Raymond Abella,

sa mère, M. et M^{me} Roland Nistri

et leurs enfants, M. et M^{me} Guy Roux

et leurs enfants, Ses autres, beaux-frères, neveux et

sa belle-famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond ABELLA,

survenu le 13 novembre 1986, à l'âge de quarante-trois ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière intercommunal de Chevilly-la-Rue, le mardi 18 novembre, à 11 h 45.

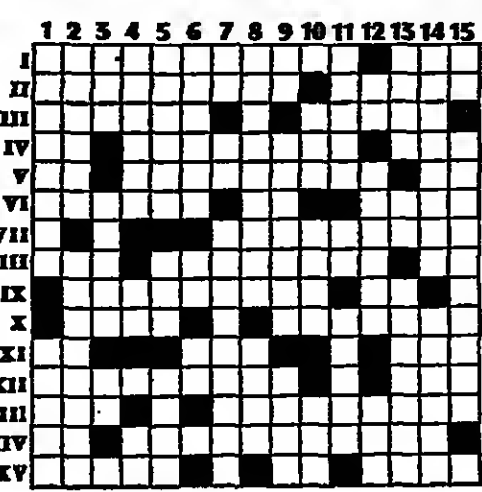
1, rue Jean-Michel, 92330 Sceaux.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4357

HORIZONTALEMENT

I. A des traits très expressifs. Une allure de cheval. — II. Instruments à cordes. Pas emprunté mais capable d'un bon mouvement. — III. Boîte de conserve. On s'y rend sans raison. — IV. Entame un ultimatum. Grand brigueur bien en chair. A mettre au réfrigérateur. — V. Lac du Soudan. Femme des plus trouillantes. N'a pas transpiré. — VI. Peintre français. De quoi se faire remarquer. Estimable ou trop estimé. — VII. Formations en cours. — VIII. Montre une extrême faiblesse. Entre dans le décor d'une pièce. — IX. S'occupe de lui ou est occupé par les autres. Pour une mise en boîte gratuite. — X. Suspend. Ent un accès d'humour. — XI. Personnel. L'homme d'une cave. Peut se trouver parmi les fous sans avoir une case de vide. — XII. La loi du milieu. Sans risque. — XIII. Adverbe. Mutine encline à la mauvaise humeur. — XIV. En ruine. Conducteurs de véhicules. — XV. Sans agitation. Préposition. Fut mis au pas par un cheval de manège.



par l'art. Entre le flet et le plateau. — 10. Service parfait. Affluent de l'Oubangui. Sigle. — 11. Faire disparaître. Compris ! Commandant de radeaux. — 12. Militaire étranger. Couper l'essence. Pas ancien. — 13. Une manière de bien tomber ou de mal chuter. Ce n'est qu'un cri. Une façon de peindre tout à fait personnelle. — 14. Sonnet l'éveille. Connaît quelques problèmes de caisse. — 15. Personnel. Ne suit pas la classe mais continue à suivre des cours.

VERTICALEMENT

1. Accord plaqué. Maître d'hôtel. — 2. Ne fait que monter. Bon placement pour un titre. — 3. Rend la pointe encore plus piquante. Royale avec des ouvriers. S'emploie pour doubler. — 4. Une façon d'essayer de paraître plus grand. Partie d'un réseau. Personnel. — 5. Manière de parler. Acide. Volume à tirer. — 6. Canons très précis. Dnt supporter un mufle après avoir connu des manières divines. L'argus. — 7. D'un auxiliaire. Qui a perdu toute contenance. Comme une éclipse. — 8. Épreuve sportive. Comme un corps de légende. — 9. Préposition. Miné par la maladie ou rebasé

Solution du problème n° 4356

Horizontalement

I. Veilleuse. — II. Ornée. Sep. — III. Châ. Cène. — IV. Ass. Ass. Ne. — V. Mère. — VI. Uppercut. — VII. Lier. Hâte. — VIII. Atré. — IX. Iris. Ma. — X. Réa. Avril. — XI. Essayé.

Verticalement

1. Vocabulaire. — 2. Ero. Pitres. — 3. Intempéries. — 4. Les. Aérés. — 5. Le. Air. Ay. — 6. Catch. Ave. — 7. Use. Rus. Ré. — 8. Sennet. Mi. — 9. Epée. Epelé.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 15 novembre 1986 :

DÉCRET

● N° 86-1187 du 12 novembre 1986 portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République populaire du Bangladesh sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble trois annexes), signé à Paris le 10 septembre 1985.

EN BREF

● **GUIDE** : Comment devenir fonctionnaire ? — Nathalie Cadet a établi un guide complet et pratique de tous les emplois offerts par la fonction publique tant nationale que locale. Sort précieuse, pour chacun d'entre eux, les conditions d'accès, les attributions, les traitements et les adresses utiles (Aditex Marabout, 421 pages, 65 francs).

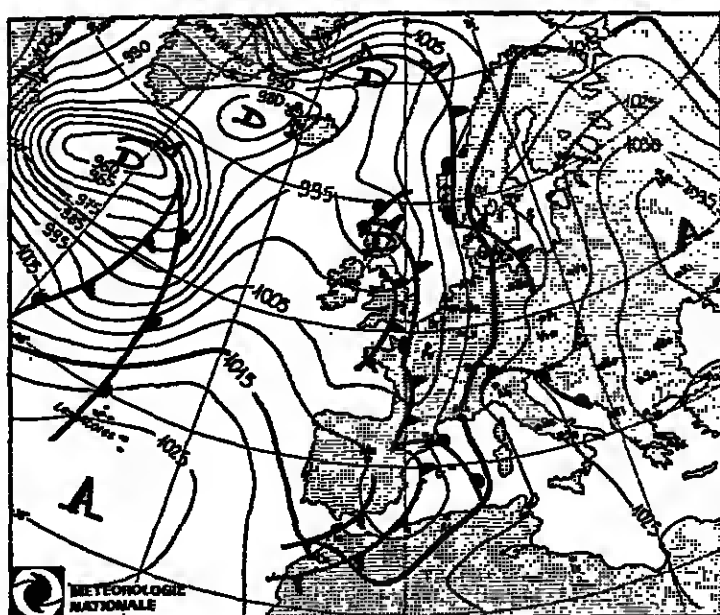
● **FORUM** : nouveaux équipements de loisirs. — Le premier

forum international des nouveaux équipements de loisirs rassemblera à Cannes, du 15 au 17 décembre prochain, tous ceux (concepteurs, entrepreneurs, gestionnaires, financiers, français et étrangers) qui préparent les équipements de demain.

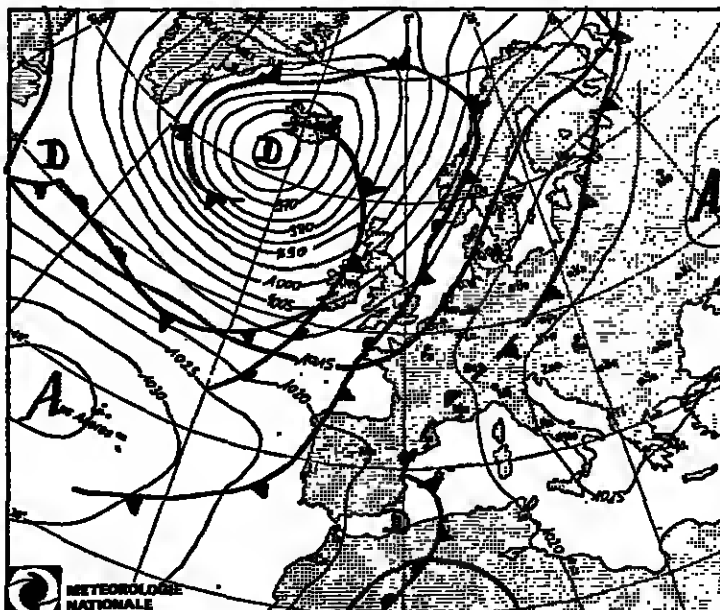
★ Inscriptions et renseignements : rencontres du Montparnasse, 17, rue d'Ulm, 75007 Paris Cedex 02. Tél. : 42-96-15-50.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 15 NOVEMBRE 1986 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 17 NOVEMBRE 1986 À 0 HEURE TU



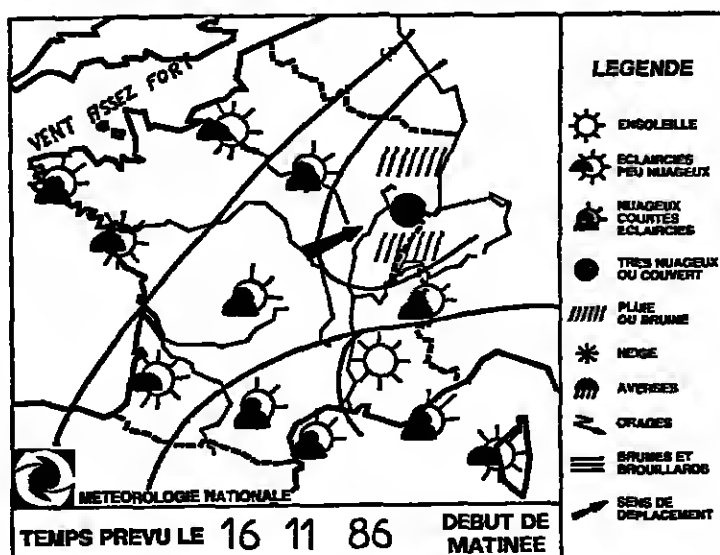
Évolution probable du temps en France entre le samedi 15 à 0 heure et le dimanche 16 novembre à 24 heures.

Les perturbations continueront à se succéder sur notre pays dans un flux de sud, tournant au sud-ouest. Mais sur les Cévennes, les pluies s'atténuent.

Dimanche matin : ce sont les nuages qui prédomineront sur une majeure partie du pays. Et quelques pluies affecteront aussi les régions de l'Est et les Cévennes. Mais le temps sera ensoleillé des pays de Loire à la Normandie et au Nord. Ces éclaircies auront atteint dans l'après-midi l'Alsace-Lorraine, l'Anjou et le Midi-Pyrénées. Mais les nuages arrivés dans la matinée sur la

Bretagne affecteront alors en soirée toutes les régions du Nord, aux Ardennes, à la Normandie, aux pays de Loire, au Centre et à l'Aquitaine, en descendant de la plus au nord de la Loire. Alors que des éclaircies apparaîtront déjà sur la Bretagne, il fera beau toute la journée sur la Provence, Côte d'Azur et la Corse.

Le vent de sud-ouest, assez fort le matin près de la Manche, faiblira. Les vents s'atténuent en Méditerranée. Les températures restent relativement douces. Les températures minimales varieront de 6 à 15 degrés du nord au sud. Alors que les maxima atteindront 12 à 15 degrés sur la moitié nord et 15 à 18 degrés sur la moitié sud.



TEMPS PRÉVU LE 16 11 86

DEBUT DE MATINÉE

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 14-11 à 6 h TU et le 15-11-1986 à 6 h TU

FRANCE	TOURS	LOIS ANGELES	22	12	N
ALGER	20	9	N		
BARCELONE	20	10	P		
BELGRADE	17	10	P		
BOMBAY	18	12	P		
BREIT	12	6	D		
CARIN	15	8	P		
CHENNAI	14	7	P		
CHONGKING	19	15	C		
DARIN	13	8	C		
GERONDE-SM	16	15	C		
LILLE	14	12	P		
LONDRES	17	9	P		
LYON	16	14	C		
MASSILLIUM	17	16	A		
NANCY	14	4	C		
NARIN	16	6	P		
NEW	16	12	C		
PARIS-MONT	17	11	P		
PAR	21	8	P		
PERPETUAN	22	16	P		
REPERIN	15	7	P		
SE-CHERNE	16	15	C		
SHANGHAI	11	5	C		
TOKYO	17	9	P		
TOKYO	20	11	P		
YOKOHAMA	24	23	A		
ÉTRANGER					
ALGER	26	19	C		
AMSTERDAM	13	10	C		
ATHENS	13	8	C		
BANGKOK	29	24	C		
BELGRADE	21	14	C		
BELGRADE	14	3	D		
BERLIN	1	2	D		
BOMBAY	15	12	N		
COPENHAGEN	7	5	B		
DARIN	28	24	N		
DELHI	32	18	D		
GUANG	22	12	N		
GUANG	9	1	B		
HONGKONG	26	22	F		
ISTANBUL	15	7	D		
JERUSALEM	14	7	N		
LEONINE	15	10	A		
LODIN	14	6	P		
LOIS ANGELES	22	12	N		
LUXEMBOURG	13	7	C		
MADRID	15	5	N		
MARSAKOS	20	11	P		
MEXICO	20	9	B		
MILAN	9	8	P		
MONTREAL	1	11	C		
MOSCOW	-1	5	N		
MADRID	22	15	P		
NEW YORK	7	4	D		
OSLO	5	3	P		
PALMAREMA	22	16	C		
PARIS	4	3	D		
SID-DHANE	22	17	C		
SINGAPOUR	33	25	N		
STOCKHOLM	5	4	C		
SYDNEY	25	17	N		
TOKYO	19	12	C		
TUNIS	21	15	S		
VIENNE	7	1	D		
VIENNE	10	10	P		
VIENNE	6	5	P		

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le Monde

REGIONS

ALSACE

Argent moins cher

Le président du conseil régional d'Alsace, Marcel Rudloff, veut impliquer les banques dans les mesures en faveur de l'emploi des jeunes. Il a signé avec sept banques régionales (1) une convention pour débiter de l'argent bon marché pour appuyer des créations d'entreprise. Pendant six mois, les projets qui auront obtenu la prime régionale à la création d'entreprise (PRCE) bénéficieront d'un taux d'intérêt de 7,5 % sur deux à sept ans. L'engagement de la région est de 10 millions de francs, et les apports bancaires pourront s'élever au total à 42,5 millions.

Ces facilités concernent les projets créant trois à neuf emplois dans les secteurs industriels, artisanaux ou scientifiques et techniques.

(1) Banque fédérative du Crédit mutuel, BNP, Banques populaires, Caisse du Crédit agricole du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, Crédit lyonnais, Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine, Société générale alsacienne de banque.

AQUITAINE

Primes, quelles primes ?

La chambre régionale de commerce et d'industrie Aquitaine a consacré sa dernière assemblée plénière à l'examen de la question des aides aux entreprises. Cette réunion avait été précédée d'une série d'enquêtes, en particulier auprès des responsables d'établissements financiers spécialisés. Voici une synthèse de leurs réponses :

Les primes sont peu utiles sur le plan économique et faiblement incitatives, elles développent une mentalité de « quémandeur ». Le plan de financement est analysé par les banques sans tenir compte des primes (c'est un élément en plus). La prime à l'emploi est inadaptable, surtout dans les activités industrielles (dans tous les pays développés, ce sont les services qui créent des emplois).

Il est nécessaire en effet les banquiers - de maintenir les primes pour les entreprises en création, car elles permettent de boucler le plan de financement, mais il faut plus de sélectivité. Il est nécessaire de mettre en place des procédures de suivi des créations et d'améliorer l'aide à la décision. L'un des problèmes importants à résoudre est celui des fonds propres, au sens large, recueillis par les créateurs et leurs partenaires (seuil minimum à atteindre).

Les banquiers enfin regrettent la difficulté qu'ils rencontrent pour trouver des investisseurs privés mais estiment qu'il est indispensable de développer les prêts pour les investissements incorporels (commercial, recherche et développement).

Conclusion de la chambre de commerce : il n'y a pas de bons projets qui ne soient financés ; il manque des bons projets.

BOURGOGNE

Une association pour la culture

L'Association bourguignonne culturelle (ABC) est, à Dijon, une véritable institution. Créée en octobre 1945, elle a été, jusqu'à ces dernières années, le passage obligé de tout ce qui pouvait se créer, se voir, ou s'entendre à Dijon comme dans les principales villes de Bourgogne.

La fierté de l'association est d'avoir été à l'origine de bien des initiatives. Aussi des ludothèques. En 1968, se souvenant André Lhuillier, directeur de l'Association depuis sa fondation, nous avons été les premiers. Nous n'en avons plus maintenant. L'idée a été reprise par d'autres qui ont plus de moyens que nous. Et, après tout, ajoute-t-il, c'est un peu notre rôle d'être les initiateurs puis de nous retirer devant ceux qui nous relaient sur le terrain.

Bel altruisme que ne compense pourtant pas ce qui pourrait permettre à l'ABC de persévérer dans cette voie tout en assurant son avenir. Il n'y a pas de maison de la culture, à Dijon même ; l'ABC continue à en tenir lieu. Le problème, dit André Lhuillier, c'est que certaines maisons de la culture de villes de Bourgogne quatre ou cinq fois moins

CONTRE LES CRUES, POUR L'AGRICULTURE ET LE TOURISME

L'Hérault domestiqué

L'AMÉNAGEMENT de la vallée de l'Hérault est un projet ancien. Dans les années 30, le conseil général avait ouvert le dossier pour lutter contre les inondations. Mais ce n'est qu'en 1980 que l'assemblée départementale a mis à l'étude un aménagement global du fleuve qui donne son nom au département. Par la suite, fut créée une structure permanente, présidée par M. Marcel Vidal, sénateur socialiste et maire de Clermont-l'Hérault.

Avec un bassin versant de 2 500 km², l'Hérault constitue un des fleuves côtiers les plus importants du Languedoc. Ses crues brutales, avec des précipitations exceptionnelles sur des versants en pentes abruptes, ravagent fréquemment la basse vallée. En septembre 1985, le débit aux gorges de Saint-Guilhem-le-Désert est passé en quelques heures de 2,5 à 2 500 mètres cubes par seconde.

S'il n'était pas le seul, l'aménagement contre les crues était donc le premier objectif des projets, car ce sont bien ces conditions géographiques et climatiques qui ont jusqu'à présent déterminé le développement économique de la vallée, en particulier sur le plan agricole, favorisant la vigne, seule capable de supporter ces aléas avec des dommages limités.

Dix-huit sites pour barrages d'écrêtement des crues ont été déterminés. L'aménagement pour le maintien des eaux a été entamé notamment par le barrage du Salagou, entre Lodève et Clermont-l'Hérault, et celui de la Mède, à hauteur de Gignac.

Un programme, prévoyant parfois la production d'électricité, a reçu le soutien de la CEE, de l'Etat et de la région. La première pierre d'un chantier qui intéresse essentiellement la basse vallée a été posée le 15 janvier dernier. Elle marque l'implantation du barrage des Olivettes, ouvrage prioritaire sur la Peyre, affluent descendant des hauteurs collines à bauxites

situées entre Bédarieux et Pézènes-les-Mines. L'ouvrage, avec une hauteur de 36 m et une longueur en crête de 235 m, retiendra 4,1 millions de mètres cubes.

Il répond à une double vocation : l'écrêtement des crues par sa situation sur le cours supérieur de la rivière qui permet de contrôler un bassin versant de 30 km², et les besoins en irrigation en retenant une eau abondante, actuellement perdue par ruissellement.

Les volumes, stockés à Vailhan, aux abords de la plaine, seront acheminés, selon la demande, par le lit de la rivière jusqu'à Roujan, où sera installée une station de pompage alimentant, entre ce village et Pézènes, un réseau d'irrigation destiné à faciliter la diversification des cultures dans cette zone de monoculture de la vigne.

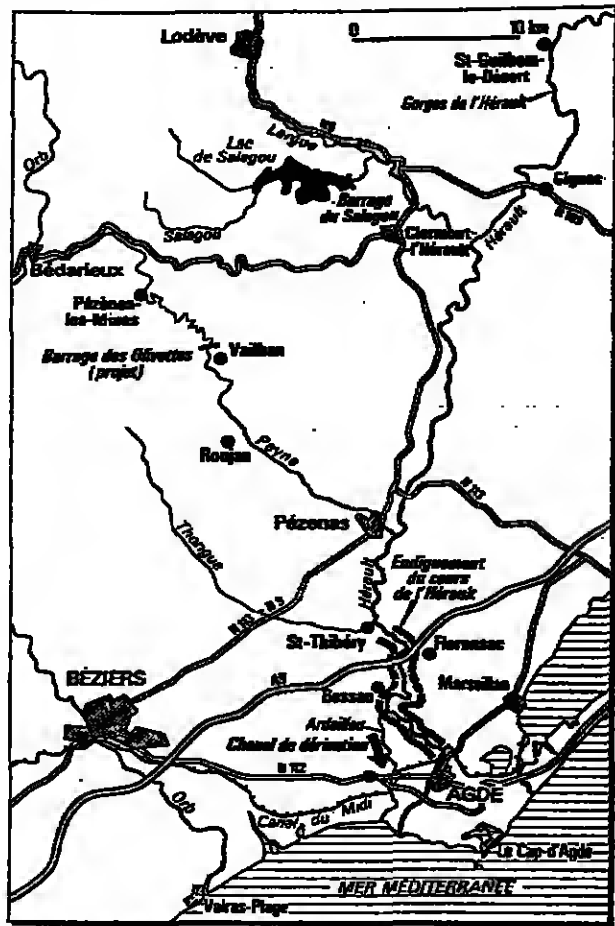
Le montant global de l'opération est de l'ordre de 65 millions de francs, dont 57 millions de travaux, répartis entre l'Etat (20 %), la CEE (35 %), la région (15 %) et le département (30 %).

Dans la basse vallée, l'Hérault sera endigué sur une partie de son cours entre Saint-Thibéry et Agde.

Avec l'impossibilité de prolonger les digues jusqu'à la mer, en raison de l'agglomération agathoise, les débits supplémentaires, entraînés par les crues, seront dirigés, en aval de Béziers, sur l'axe naturel d'écoulement du ruisseau de l'Ardèche.

Ces travaux entraîneront la construction d'un ouvrage de prise sur la rive droite de l'Hérault, un recalibrage du réseau naturel existant, le franchissement du canal du Midi, de la voie ferrée et de la R.N. 112, et la diffusion des eaux vers l'étang du Clos, celui de vias et le mer.

« La conception d'un aménagement global, dit M. Gérard Sarrada, président socialiste du conseil général, permet de considérer, à partir de la lutte contre les inondations et de l'irrigation,



l'aménagement global d'un territoire dominé par une rivière, allant jusqu'au contrat de rivière, autrement dit ne laissant aucune opération importante en dehors du champ d'action. »

Le contrat de rivière, qui devrait être signé prochainement, prévoit l'assainissement des effluents urbains, les aménagements hydrauliques (réfection des seuils, enrochement des berges, enlèvement d'épaves rocheuses) et les activités liées à l'eau (canot-kayak, pêche, randonnée, botanique...). aux loisirs (trente baignades ont été répertoriées qui réunissent déjà

dix mille participants), et au tourisme.

En outre, un programme de restauration du patrimoine a été établi l'an dernier par une convention Etat-département.

M. Vidal se montre optimiste pour le bon fin des opérations en cours, d'autant plus, dit-il, que « le projet a créé une émulation en chaîne. Des schémas analogues sont prévus pour d'autres fleuves côtiers du département, comme l'Orb, et son affluent le Jaur, le Lot, qui traverse Montpellier, et en liaison avec le conseil général du Gard, la Vidourle dont les crues sont aussi foudroyantes. »

ROGER BECIAUX.

ILE-DE-FRANCE

L'autre Bercy

Paris a son Bercy, Charente a le sien dans le prolongement de la Halle aux vins, avec le même type d'activités. Le Bercy parisien est actuellement rénové ; le Bercy charentais va l'être à son tour.

La ville a décidé de créer sur ces 12 hectares une ZAC portant le nom de parc de Bercy.

Le projet prévoit au centre, protégé des nuisances sonores extérieures, la construction de 62 000 m² d'habitations, de 10 000 m² de locaux industriels et artisanaux des-

tinés à des PME, d'un hôtel Arcade de trois cents chambres, d'un parc paysager de près de 1 hectare, des commerces et divers équipements : groupe scolaire, halte crèche, maison de jeunes. Le projet prévoit aussi le maintien de la vocation vinicole du quartier, avec le remplacement des entrepôts anciens par de nouveaux sur plus de 26 000 m². Cette activité de conditionnement pourrait être complétée, selon le maire, M. Alain Grotteray, par une activité de distribution. C'est là la grande originalité du projet puisqu'un centre spécialisé dans le commerce du vin et de l'alimentation, surtout des produits régionaux et naturels, y sera construit sur 32 000 m². A terme, c'est au total environ deux mille emplois qui seront créés.

Le premier coup de pioche sera donné à la fin de l'année et l'inauguration est prévue pour la fin de 1989.

Pétulant treizième

Quelle est la ville française de 170 000 habitants qui compte 838 entreprises et sociétés

employant 55 000 personnes ? Non, ce n'est pas Grenoble ou Nîmes mais le XIII^e arrondissement, l'un des secteurs les moins connus et les plus originaux de Paris. Son maire n'est autre que Jacques Toubon, député RPR et bras droit de Jacques Chirac.

Le XIII^e est l'un des seuls quartiers parisiens dont la population augmente encore légèrement. La vie économique y est si intense qu'elle lui donne tout à la fois l'aspect d'un cimetière et d'une pépinière d'entreprises. En cinq ans leur taux de renouvellement a été de 40 %. L'installation la plus solide reste l'hôpital de St-Jacques, un projet comploté par Huguette Bouchardou, alors ministre de l'environnement (Le Monde daté 12-13 janvier 1986).

Depuis sa sous-préfecture, un château du seizième siècle - « c'est dommage quand même pour moi de l'occuper toute seule », - Suzanne Feuchaux a redécouvert Léonard de Vinci, dont Chambord et Le Clos-Luc, tout près, gardent le souvenir. « Je suis toujours amoureuse d'hommes qui sont morts depuis longtemps, comme ça je n'ai aucun problème ! » Après cet internement solennel, la « sous-préfecte aux champs » va sans doute rejoindre une affectation en Afrique, où elle a déjà séjourné six ans.

RÉGIS GUYOTAT.

Romorantin, dans le Loir-et-Cher

Les adieux d'une sous-préfète

LES Loir-et-Chériens avaient eu le privilège d'accueillir la première femme préfète de France, M^{me} Yvette Chasseigne. Ils vont partir aujourd'hui M^{me} Suzanne Feuchaux, sous-préfète de Romorantin, la sous-préfecture la plus célèbre de France. Avec un beau franc-parler et sur un ton qui n'a rien de préfectoral, M^{me} Feuchaux commente ses trois années passées chez les Solognots (1).

« La fermeture de ce pays est unique en France. Je suis arrivée en Sologne, en me disant : chouette, on va pouvoir se promener, et puis, très vite, j'ai réalisé que ce n'était pas possible. »

Suzanne Feuchaux a quand même passé son permis de chasser « par courtoisie » pour les Solognots, les vrais et pas ceux du week-end.

Un jour, sans prévenir personne, elle s'est présentée à Blois pour passer l'examen au milieu d'une centaine de candidats. Au moment de la correction, on découvre son identité et sa fonction, le garde-chef de l'Office national de la chasse rectifie la position. « C'était très drôle,

ajoute-t-elle. Depuis j'ai un super-fusil dont je ne me suis jamais servie. »

Avec Chambord, sur son territoire, ça n'a pas été le coup de foudre. Le meilleur souvenir qu'elle en garde, c'est une chasse où elle a participé en tant que... rebatteur, en compagnie d'un vieux garde qui lui a expliqué « des tas de trucs sur les animaux et les plantes ». « Soudainement, le soir, ajoute-t-elle, il y avait un dîner avec toutes les personnalités de la région, et ces messieurs-dames avaient pensé à se munir de leurs vêtements BCBG. Avec mes bottes et mon jean, je faisais office de vilain petit canard. » Pas mécontente de son effet, quand même !

Sur l'avenir de la Sologne, M^{me} Feuchaux se réfère à sa Bretagne natale où les paysans ont dû se battre « parce qu'ils n'avaient pas cet argent qui arrive artificiellement de Paris par les résidences secondaires et les grandes propriétés. Ici, les motivations économiques des gens ne sont pas en Sologne... S'il n'y a pas de présence humaine permanente et motivée, la Sologne va redevenir un marécage. Dire : la

Sologne, c'est uniquement le tourisme, n'est pas conséquent. » C'est pourquoi elle n'a jamais caché son hostilité à un projet gigantesque de « marina » de trois mille lits au milieu des étangs de Saint-Victor, un projet comploté par Huguette Bouchardou, alors ministre de l'environnement (Le Monde daté 12-13 janvier 1986).

Depuis sa sous-préfecture, un château du seizième siècle - « c'est dommage quand même pour moi de l'occuper toute seule », - Suzanne Feuchaux a redécouvert Léonard de Vinci, dont Chambord et Le Clos-Luc, tout près, gardent le souvenir. « Je suis toujours amoureuse d'hommes qui sont morts depuis longtemps, comme ça je n'ai aucun problème ! » Après cet internement solennel, la « sous-préfecte aux champs » va sans doute rejoindre une affectation en Afrique, où elle a déjà séjourné six ans.

RÉGIS GUYOTAT.

(1) Journal de la Sologne, trimestriel, octobre 1986, n° 54, 7, rue de Colombier, 45000 Orléans.

quartier bouillonnant est le berceau d'un groupe performant, l'Association pour le développement et l'aménagement du XIII^e - l'ADA 13. Ses membres viennent de réaliser deux premières : l'établissement d'un « bilan économique d'arrondissement » et l'édition grand public d'un guide « promenades d'architecture à Paris XIII^e ». Deux regards originaux qui ne doivent rien aux pouvoirs publics et qui témoignent de la réappropriation de la ville par ses citoyens.

MIDI-PYRÉNÉES

Un autre nom pour le Gers

Parler du Gers à un Texan ou à un Irlandais revient à prêcher dans le désert, sauf si vous précisez que c'est le pays de l'Armagne. André Daguin, le célèbre restaurateur d'Anch, du cette année président de la chambre de commerce et d'industrie, suggère pour cela que le département change de nom et s'appelle désormais « Gers-Gascogne » ou « Gers-Armagne ».

Il s'en est ouvert récemment au président du conseil général, Jean-Pierre Joseph, qui, à son tour, a soulevé la question devant l'assemblée départementale. Il ne paraît pas insensé d'imaginer qu'une requête soit adressée prochainement au Conseil d'Etat, seul habilité à statuer en la matière. Pareil changement, en tout cas, n'est pas impossible juridiquement, à condition, bien sûr, que le Gers conserve son indicatif départemental (32).

TOULOUSE. - Il s'appelle Graffiti : graffiti comme graffiti, et tel comme télématique. Une première en France. C'est aussi le dernier service né au sein du CRIL, le centre régional d'Informations jeunesse de Midi-Pyrénées. Huit services en un, pour reprendre une formule qui a fait son temps. Tout ce qui peut concerner ou intéresser les jeunes. Le CRIL Midi-Pyrénées est, par ordre d'importance, le deuxième de France après Paris. Il accueille près de 150 000 visiteurs par an, et bien que sous forme associative, il est devenu en quatre ans une véritable PME qui emploie aujourd'hui une vingtaine de personnes. (CRIL, 17, rue de Metz, 31000 Toulouse.)

PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Etoiles sur Marseille

Le parc de 2 852 chambres d'hôtels de tourisme disponibles à Marseille en 1986 sera en augmentation l'an prochain de 699 unités. A ce chiffre s'ajoutent les mille chambres d'hôtels dits « de préfecture ».

Cela ne va pas sans causer des inquiétudes dans le milieu professionnel, qui se remet mal d'une saison touristique calamiteuse, en particulier pour la petite hôtellerie traditionnelle du centre-ville, vieillissante et qui voit peu à peu la fréquentation de la clientèle immigrée en transit diminuer.

On ne s'étonnera guère que les nouveaux venus soient tous des créations d'hôtels dits « de chaînes » : Arcade à la gare Saint-Charles, en remplacement du Terminus PLM, l'Imotel, boulevard Rabatau, à proximité de l'enceinte de la Foire internationale de Marseille, l'ibis près du Centre-Vie de Bonneveine.

Il n'est pas dit au hasard que tous ces nouveaux hôtels se classent dans une catégorie médiane. Ils comptent sur un transfert de clientèle fait au détriment des établissements du centre de la ville et non sur une clientèle touristique « haut de gamme ». Une partie des chambres du Sofitel-Vieux-Port (quatre étoiles) vont être déclassées en étant cédées à la chaîne Novotel (il s'agit des chambres ne donnant pas sur le port).

Cette page a été réalisée par nos correspondants Roger BECIAUX, Jean CONTRUCCI, Didier CORNAILLE, François DUPUY, Francis GOUGE, Régis GUYOTAT, Guy FORTÉ, Gérard VALLES et par Marc AMBROISE-RENDU. Coordination : Jacques-François SIMON.

مكتبة الأهل

Conséquence de la réforme préconisée par M. Malinvaud

Les chiffres d'octobre vont enregistrer 70 000 chômeurs « statistiques » supplémentaires

Rude épreuve pour le gouvernement. Vers le 25 novembre, à l'occasion de la nouvelle formule de publication des chiffres du chômage, il devra faire état de quelques 70 000 demandeurs d'emploi supplémentaires à la fin octobre.

L'autre mauvaise nouvelle concerne les chômeurs indemnisés eux-mêmes. Dans de nombreux cas, de « légers » retards de paiement pourraient se produire, ce qui déstabiliserait même trois ou quatre jours en région parisienne, notamment dans les Yvelines et le Val-de-Marne. Les « victimes » viennent d'être prévenues et leurs organismes bancaires ont été alertés.

Attendus et redoutés, ces désagréments ont la même origine. Ils sont la conséquence, directe ou indirecte, de l'application prévue par le gouvernement des recommandations formulées par M. Edmond Malinvaud, directeur général de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) et auteur d'un rapport officiel sur les statistiques de l'emploi et du chômage, publié fin juillet (Le Monde des 23 et 24 juillet) (1).

Il n'était pas si simple de se ranger à cet avis. A Matignon, on a imaginé un moment qu'il vaudrait mieux renoncer à faire ces modifications plutôt que d'avoir à annoncer une augmentation, même statistique, du nombre de chômeurs. A

l'UNEDIC, on a craint des perturbations. Une note en date du 22 août recommandait quelques mesures « afin de ne pas perturber les standards téléphoniques et accueilli en ASSEDIC par des réclamations (...) ». Depuis des mois, et jusqu'à ces derniers jours, tous les services et organismes concernés se sont préparés fébrilement à cette perspective.

Finalement, il a été décidé de ne pas revenir sur l'engagement pris par M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, et de respecter dès le mois de novembre l'essentiel des conclusions de M. Malinvaud pour mettre un terme à la polémique sur les chiffres du chômage, relancée en 1984 — et poursuivie après le 16 mars dernier — par M. Lionel Stoléru. Mais voilà que l'on hésite de nouveau à l'approche de l'échéance. Matignon aurait bien voulu revenir en arrière alors que le processus est déjà engagé et interdit la publication du chiffre selon l'ancienne méthode.

Le dossier, exclusivement technique, n'est pas simple à expliquer (voir encadré). Pour aboutir à une statistique plus proche de la réalité, en fin de mois, M. Malinvaud préconise de déplacer dans le temps l'insertion de la photographie et de la photo, qui aboutit à deux résultats. Le premier fait passer la date de parution des chiffres du mois précédent des environs du 15 aux alentours du 25 du mois suivant. Le second, qui en décalage, amène à réintroduire dans le comptage ceux des chômeurs qui, pour une raison ou pour une autre,

avaient tardé à confirmer le maintien de leur demande d'emploi.

Jusqu'à présent, ces retardataires augmentaient l'importance du flux de sortie de l'ANPE et apparaissaient parmi les radies « pour absence de contrôle ou non réponse à convocation ». Mais, comme ils figuraient pas dans le flux des « nouveaux entrants » du mois suivant, le nombre d'inscrits à l'ANPE était constamment diminué d'autant.

En chiffres absolus, cela pouvait provoquer une différence de résultat évaluée à 70 000, en données corrigées des variations saisonnières, et le risque d'imprécision était encore plus grand, mensuellement, avec les données brutes. Dans ce cas, la différence pouvait être parfois de l'ordre de 90 000 (86 000 en septembre dernier) et davantage si un incident survenait dans la collecte des informations. On se souvient encore, par exemple, du « coup d'accroche » provoqué en janvier 1985 par une série de coïncidences — fêtes de fin d'année, engorgement du trafic postal, disparition définitive du pontage physique — qui entraînaient une brusque baisse du nombre des chômeurs avec, en janvier, le choc en retour d'une forte augmentation.

En appliquant la réforme proposée par M. Malinvaud, le gouvernement cherche à se mettre à l'abri de telles déconvenues, en même temps qu'il assure à ses informations statistiques une meilleure crédibilité.

Cette fin d'année avait dû permettre d'enregistrer, sans l'ombre d'une contestation, pensait-on, les

premiers effets favorables du plan d'urgence pour l'emploi des jeunes, qui, sous sa forme actuelle, ne pourra se prolonger indéfiniment (coût annuel : 9 milliards de francs). La révision statistique précipite le franchissement du plafond symbolique des 2,5 millions de chômeurs en données corrigées, qui a déjà été atteint et même dépassé plusieurs fois en données brutes. La nouvelle méthode de calcul n'étant pas encore éprouvée, une interrogation subsistait sur les chiffres fournis, et les comparaisons avec le passé seraient rendues aléatoires, bien que les techniciens s'efforcent, rétrospectivement, à recalculer les statistiques des mois précédents.

Déjà, on sait que le résultat modifié de septembre, en données corrigées, était de 2 549 700 et non 2 473 600, ce qui porte le taux de chômage à 10,6 % de la population active.

Si la nouvelle présentation ne parvenait pas à convaincre, l'opération se révélerait désastreuse. Silencieux depuis 1982, M. Stoléru s'apprête à publier de nouveaux son indice ARJES, adopté en son temps par l'ancienne opposition, selon lequel les 3,1 millions de chômeurs sont allégrement dépassés. Le moindre dérapage viendrait lui donner raison aux yeux d'une opinion publique d'ordinaire méfiante à l'égard des statistiques.

ALAIN LEBEAUE.

(1) La Documentation française vient de publier l'ouvrage (90 F).

Réunion à l'OCDE

Les pays industriels ne sortent pas de la grisaille économique

Les économies des pays industriels ne parviennent pas à sortir de la grisaille. A l'issue d'une réunion de deux jours, les hauts fonctionnaires réunis à Paris dans le cadre du comité de politique économique de l'OCDE présidé par le principal conseiller de la Maison Blanche, M. Beryl Sprinkel, n'ont pu que constater le vendredi 14 novembre. Les bienfaits attendus de la chute des cours du pétrole, de la baisse des taux d'intérêt et de la dépréciation du dollar tendent toujours à se faire pleinement sentir. Les plus optimistes parlent de simple « retard dans le temps ». Mais s'ils tiennent à présenter la situation sous un jour positif en estimant que la croissance « se maintiendra à quelque 2,5 % ou 3 % » d'ici à la fin de 1988, les experts de l'organisation tablent plus sur le bas de cette fourchette, tant les incertitudes l'emportent sur les espoirs d'il y a six mois. A l'époque, l'OCDE escomptait une croissance du produit national brut de 3,25 % dans l'ensemble de la zone.

L'accélération de l'activité économique, attendue durant le second semestre, a fait long feu. Une fois de plus, le monde industrialisé se voit promis à une croissance trop faible pour réduire le chômage tout en maintenant sa volonté de maintenir des politiques budgétaires et monétaires très prudentes en dépit d'une faible inflation.

Cette attitude met notamment en lumière les déséquilibres liés d'une « période prolongée de hausse du

dollar et de demande interne plus forte aux Etats-Unis qu'ailleurs », comme le souligne le communiqué du comité de l'OCDE.

Parlant au nom du gouvernement américain, M. Sprinkel n'a pas failli à son traditionnel optimisme. Il n'a pas exclu, pour les Etats-Unis, une expansion de « 3,5 % à 4 %, voire un peu au-delà » en 1987. Mais beaucoup dépendra du prix du pétrole et de la demande intérieure aux Etats-Unis ainsi que du rythme de réduction des deux déficits qui inquiètent tous les économistes.

L'attitude du Japon et de la RFA

Le déficit budgétaire, qui a atteint 221 milliards de dollars cette année contre les 172 milliards de dollars prévus initialement, doit, officiellement, être ramené à 144 milliards de dollars durant l'année budgétaire 1986-1987, qui a commencé le 1^{er} octobre.

La tâche s'annonce rude. Mais une baisse de 50 ou de 60 milliards de dollars serait possible au bout du compte, selon M. Sprinkel.

Quant au déficit commercial, il ne pourra être sensiblement réduit que si les partenaires de Washington, bénéficiant de forts excédents, comme le Japon et la RFA, font leur part du chemin pour renforcer la croissance internationale.

F.C.

L'ancienne et la nouvelle chaîne de traitement

La méthode en vigueur pour le calcul du nombre des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE est largement tributaire du mode d'actualisation des fichiers. Depuis l'introduction du système GIDE (Système informatisé des données d'emploi), dont la généralisation sur tout le territoire français est réalisée depuis décembre 1985, les chômeurs n'ont plus à pointer physiquement dans les agences locales. Il leur suffit de faire connaître leur situation en signant une carte-réponse qui leur est adressée à domicile.

Concrètement, les ANPE envoient ces cartes-réponses au 20 de chaque mois et les premiers retours s'effectuent à partir du 25. Entre le 2 et le 4 du mois, les ANPE envoient ces cartes-réponses qui vont servir à l'établissement des chiffres du chômage. Rassemblées, ces données seront traitées par les centres informatiques inter-ANPE qui les utiliseront pour établir les bordereaux de versement des allocations et les transmettre aux services, également informatiques, du ministère des affaires sociales et de l'emploi.

A l'issue de ce traitement, les statistiques sont publiées vers le 15 du mois suivant. Entretemps, les agences locales effectuent une relance auprès des demandeurs d'emploi qui n'ont pas répondu à temps et qui seront définitivement radies s'ils ne se manifestent pas avant le 10 du mois suivant. Dans ce cas, leur inscription à l'ANPE est suspen-

due en l'attente d'une confirmation mais le versement des indemnités n'est pas interrompu. Certaines ASSEDIC, pour des raisons de commodité ou d'encouragement de leur filière informatique, avaient pris l'habitude d'opérer selon un calendrier plus précis.

La nouvelle méthode tend à rapprocher la connaissance exhaustive du nombre des chômeurs de la fin du mois considéré. Désormais, les ANPE envoient leurs cartes-réponses entre le 22 et le 24 du mois, les demandeurs d'emploi devant répondre par retour de courrier. La relance vers les retardataires aura lieu les 5 et 6 du mois suivant mais, autre innovation, on attendra le 14 ou le 15 pour tout à la fois connaître leur position et clore les listes d'inscription à l'ANPE. C'est à cette date que la photographie du chômage en fin de mois sera prise, les résultats ne pouvant en être connus qu'aux environs du 25 du mois.

En théorie, cette façon de faire devrait atténuer les « décalages » dont sont affectés les chiffres mensuels du chômage. En pratique, la nouvelle chaîne de traitement risque d'introduire un certain flottement. Comme lors de chaque réforme, il n'est pas sûr que les conignes soient toutes respectées d'emblée et uniformément. Ce n'est que progressivement que la série statistique réformée deviendra fiable.

A. L.

Fonction publique M. de Charette est prêt à ouvrir les négociations salariales pour 1987

A l'issue de la table ronde sur la modernisation de l'administration, organisée le jeudi 13 par M. de Charette avec les sept fédérations de fonctionnaires, trois groupes de travail ont été mis en place sur les thèmes « formation et promotion », « modernisation et conditions de travail » et « déroulement de carrière compte tenu de la réduction des effectifs ». Le groupe sur « modernisation et conditions de travail » sera présidé par M. Jean-Paul Baudouin, qui avait présenté en août 1985 un rapport sur l'introduction des nouvelles technologies.

Les organisations syndicales ont fait des commentaires mitigés la CGT parlant de « bricolage », la CFDT de « ouverture », tandis que la CFTC est « restée un peu sur sa faim ». M. de Charette a souligné la question de la participation des usagers à la modernisation. M. de Charette a jugé la table ronde « très positive ». « Le dialogue social a été renoué s'il n'a jamais été interrompu ».

M. de Charette s'est déclaré prêt, devant la presse, à ouvrir rapidement les négociations salariales 1987 dans la mesure où « les intentions du gouvernement en matière de rémunérations dans le secteur public sont fixées ». Le ministre « veillera à leur mise en œuvre » par rapport à l'objectif de hausse des prix en moyenne de 2 %. Ensuite, a-t-il ajouté, « si nous parvenons à un accord, nous pourrions faire un peu mieux ».

À TRAVERS LES ENTREPRISES

Revlon propose de racheter Gillette

On attendait Unilever et c'est Revlon (produits de beauté, cosmétiques) qui dévoile son intention de lancer une OPA sur Gillette (17 milliards de francs de chiffre d'affaires environ), le roi du rasoir (filiale Braun, notamment), du briquet (Dupont), des produits de toilette et des instruments d'écriture. Le PDG de Revlon, M. Ronald O. Perleman, rendu célèbre l'an dernier par sa prise de contrôle à la hussarde de Revlon, via Penny Prides, offre aux actionnaires de Gillette de reprendre leurs titres à 65 dollars pièce. Cette proposition est valable jusqu'au 12 décembre prochain. Au total, l'opération porterait sur 4,9 milliards de dollars (32,8 milliards de francs). M. Perleman vient de « réaliser » 40 millions de dollars en revendant une participation de 5 % dans CPC, fabricant de beurre de cacahuète et de mayonnaise en tube. Tout en visant Gillette, il veut racheter aussi CPC : affaire en liquidation, qui est propriétaire de la chaîne hôtelière Hilton. Une reprise de Gillette par Revlon ne modifierait rien l'accord de rachat passé cette semaine entre Waterman et Gillette, selon M. Gomez, PDG de l'entreprise de stylos.

Unisys (ex-Burroughs) vend Sperry Aerospace à Honeywell

Le deuxième groupe informatique américain, Unisys Corp., a annoncé, vendredi 14 novembre, la vente pour 1,03 milliard de dollars de sa filiale Sperry Aerospace Group à Honeywell Inc. Unisys est née de la fusion intervenue après le rachat en septembre dernier pour 4,8 milliards de dollars de Sperry Corp par Burroughs Corp. Sperry Aerospace Group, dont le siège se trouve à Phoenix (Arizona), a réalisé un chiffre d'affaires de 700 millions de dollars en 1985 et compte neuf mille employés.

La direction d'Unisys a, en outre, indiqué que des discussions avaient actuellement lieu avec des acheteurs potentiels pour céder ses filiales Sperry Marine Systems et Sperry Microwave. Selon des in-

lyates financiers, Honeywell s'approprierait également à acquiescer ces deux filiales.

Flaminaire vacille de nouveau

La société nouvelle Flaminaire de Radon (Ille-et-Vilaine), spécialisée dans les briquets, a été mise en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Rennes. Flaminaire, qui, sous le nom de Flammarion avait été reprise par Waterman en 1978, a déjà connu au moins trois dégrèvements de bilan successifs. En juin 1985, après un an d'occupation d'usine, les salariés ont pris une participation majoritaire dans Flaminaire, devenue société anonyme. Mais l'activité commerciale ne s'est pas redressée. Le nouvel administrateur judiciaire, M. Christophe Bidan, devra décider du sort des sobriquets-dix salariés d'une entreprise qui est employée plus de cinq cents à ses heures de gloire.

Le rachat de la CGCT

Pressions américaines

Pour la deuxième fois en moins d'un mois, les Américains jouent la carte « défense nationale » pour appuyer leurs intérêts industriels : il y a une quinzaine de jours, ils s'opposaient au projet de rachat de Fairchild par le japonais Fujitsu en soulignant que la filiale de Schlumberger fabriquait des composants électroniques de haute technologie utilisés par l'armée... L'opération est suspendue à une enquête des autorités fédérales, notamment du Pentagone.

Aujourd'hui, c'est la Federal Communications Commission (FCC), l'organisme de contrôle des communications aux Etats-Unis — qui avance un argument comparable pour soutenir la candidature du tandem ATT-Philips au rachat de la société française CGCT (1). Son président, M. Mark Fowler, vient d'annoncer qu'il proposerait d'ici à la fin de l'année une réglementation visant à empêcher les entreprises américaines de télécommunications d'acheter des centraux téléphoniques étrangers en raison des risques encourus par la défense nationale : « Si des sociétés étrangères savent comment sont installés les centraux téléphoniques, elles savent également où ils se trouvent et de quelle manière ils sont protégés », a-t-il déclaré.

L'attaque vise surtout Siemens, qui gagne des parts sur le marché américain depuis 1984, et qui se trouve être en concurrence avec ATT pour le rachat de la CGCT.

(1) Compagnie générale de constructions téléphoniques, ex-filiale d'ITT nationalisée en 1982.

Decazeville mobilisée derrière sa sidérurgie

Decazeville s'est mobilisée vendredi 14 novembre toute la journée pour la défense de sa sidérurgie : les magasins de la région ont baissé leurs rideaux de fer et les écoles sont restées fermées dans le cadre d'une opération « bassin mort pour la sidérurgie », à l'appel des principales organisations syndicales. Environ 3 000 personnes ont défilé dans les rues pour la défense de l'emploi.

L'avenir de sa sidérurgie — ou du ce qu'il en reste — doit en effet se décider le 17 novembre : ce jour-là, ou sera fixé sur le sort de la Société d'exploitation de la sidérurgie de Decazeville (SESD), une société en déficit chronique, filiale d'Accométal du groupe Saclor. Certes, le ministère de l'Industrie vient de débiter les 30 millions qui n'avaient pas encore été versés sur l'enveloppe de 80 millions de francs promise en 1984 par M. Pierre Mauroy pour moderniser les installations. Mais les syndicats, sur place, redoutent que cet argent ne serve en fait à financer un plan social et à épargner le coût de la fermeture de l'usine.

Avec 450 salariés, la SEDS est la cité de la sidérurgie : elle permet le maintien de 500 emplois dans un bassin où les grèves industrielles n'ont jamais pris depuis la fermeture des mines. La ville a compté jusqu'à 4 500 mineurs. (Corresp.)

Selon les syndicats

La SNCF supprimerait 8 200 postes en 1987

La direction de la SNCF prévoit la suppression de 8 200 postes budgétaires en moyenne en 1987, indiquent les organisations syndicales à l'issue d'un comité central d'entreprise qui s'est tenu le vendredi 14 novembre, et a été consacré au budget de l'an prochain. Les effectifs budgétaires seraient ainsi ramenés de 233 600 en 1986 à 225 400 en 1987, la décroissance s'obtenant par départs en retraite et incitations financières aux départs volontaires.

La SNCF avait prévu l'an passé de supprimer 6 000 postes, puis ce chiffre avait été porté à 8 000 en avril dernier, du fait de la baisse du trafic, en particulier marchandises. Les mêmes raisons et le besoin d'améliorer la productivité conduiraient au même chiffre de 8 000 l'an prochain. Selon le contrat de plan 1985/1989, la SNCF doit retrouver son équilibre d'exploitation en 1989. (A.F.P.)

FAITS ET CHIFFRES

● Forcés ouvriers signe l'accord sur les retraites complémentaires. — Forcés ouvriers a annoncé, à l'issue du bureau confédéral tenu le 14 novembre, qu'elle signerait l'accord paritaire assurant l'équilibre financier de l'ARRCO (Association des régimes de retraite complémentaires), déjà accordé le 12 novembre par la CFDT et la CGC d'une part, la CNPF et la CSPME de l'autre (Le Monde du 15 novembre). La CFDT, qui avait également tenu son bureau confédéral le 14 novembre, a pris la même décision.

● Logement : la CNL appelle à une manifestation le 20 novembre. — Les huit fédérations de la région parisienne de la CNL (Confédération nationale des locataires), les plus importantes des organisations de locataires, appellent le 20 novembre à 18 heures, de la Nation à la Bastille, contre le « plan Ménégaud ». Selon M. Giacomo, président de la CNL, « la durée des baux réduits, la liberté des loyers de tous secteurs, les modalités d'abrogation de la loi de 1948 n'apportent satisfaction qu'aux seuls spéculateurs de l'immobilier, les locataires pour leur part ne récupèrent qu'instabilité grandissante assortie de loyers et de charges sans cesse alourdies ». (A.F.P.)

● M. Tchuruk nommé président de Cof-Chimie. — Réuni le vendredi 14 novembre, le conseil de surveillance de Cof-Chimie a entériné la décision du ministère de l'Industrie et nommé M. Serge Tchuruk, actuel directeur général de Rhône-Poulenc, président du groupe. M. Jean-Paul Fourtou, président de Rhône-Poulenc, a décidé d'assumer lui-même les nombreuses responsabilités exercées par M. Tchuruk.

● Arrêt des liaisons aériennes entre les Etats-Unis et l'Afrique du Sud. — Le département américain des transports a ordonné le 14 novembre l'arrêt des services aériens entre les Etats-Unis et l'Afrique du Sud, à partir de dimanche 0 heure locale, conformément aux sanctions adoptées par le Congrès il y a six semaines. L'ordre met un terme aux droits d'atterrissage de la compagnie South African Airways aux Etats-Unis et interdit les vols de compagnies américaines vers et à partir de l'Afrique du Sud. Aucune ligne américaine n'effectuait le liaison directe entre les deux pays. — (A.F.P.)

● PRÉCISION. — Dans le supplément « Japon » publié le vendredi 14 novembre, une coupe a, en page 20 (« Descartes et les samourais »), supprimé les fonctions de M. Nasu. Celui-ci est président de Sanzaimo France.

REPÈRES

Inflation

Calmes en Grande-Bretagne mais accélération au Canada

Les prix de détail en Grande-Bretagne ont augmenté de 0,2 % en octobre par rapport à septembre (la hausse avait été de 0,5 % en septembre par rapport à août). En un an les prix ont augmenté de 2 %. Au Canada, en revanche, le rythme de hausse des prix s'est accéléré : + 0,5 % en octobre, + 4,4 % sur un an (+ 4,1 % entre septembre 1985 et septembre 1986).

Production industrielle

Stagnation aux Etats-Unis en octobre

La production industrielle des Etats-Unis a stagné en octobre, après n'avoir augmenté que de 0,1 % en septembre. En un an, la progression n'est que de 1,3 %.

D'autre part, après avoir progressé de 5,3 % en septembre, les ventes de détail ont chuté de 5 % en octobre, ce qui est le plus fort recul mensuel jamais enregistré aux Etats-Unis. Ce repli est dû en grande partie à un recul des ventes d'automobiles (- 18,8 %), qui coïncide avec la fin des conditions de crédit très favorables consenties par la plupart des constructeurs automobiles américains, afin de liquider leurs stocks de modèles 1986. Ces incitations s'expliquent par une hausse de 22,3 % des ventes en septembre.

Textile

Le Japon limite ses exportations vers les Etats-Unis

Les Etats-Unis et le Japon sont finement parvenus à un accord qui limiterait à 0,6 % pour chacune des trois prochaines années la hausse des ventes de textiles japonais aux Etats-Unis (6,5 % du marché), a annoncé le vendredi 14 novembre un haut responsable américain. Ces exportations, qui s'élevaient à 1,1 milliard de dollars sur un an, ont augmenté de 17 % depuis le 1^{er} janvier. L'accord est analogue à ceux déjà conclus avec Taiwan, la Corée du Sud et Hongkong. Il remplace un précédent arrangement qui doit expirer le 31 décembre prochain.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

À l'issue de cette semaine boursière réduite à quatre séances, en raison des fêtes commémorant l'armistice, la Rue Vivienne n'a certes pas pris les allures tragiques de Waterloo; elle n'en est pas moins apparue comme une morne plaine. A aucun moment l'indicateur de tendance n'est parvenu à prendre du relief, dans un sens comme dans l'autre. Le score hebdomadaire était à peine positif (+ 0,10 %), tandis que l'indice de la Compagnie des agents de change s'établissait à 378,6, soit une perte infime de 0,2 %.

Une fois n'est pas coutume, le Palais des congrès, où se déroulait le 13 novembre une convention sur la privatisation, a ravi la vedette au Palais Brongniart. A cette occasion, M. Guy de Wail, président de la Société française des analystes financiers (SFAF) a rappelé que de nombreuses capitales s'étaient constituées dans la perspective des dénationalisations. « Si le marché est solide, on assistera à une accélération du processus. Si le marché montre, en revanche, des signes de faiblesse, il y aura un ralentissement », précisait-il. Dans cette dernière perspective, il n'a pas manqué de souligner que ces « trésors de guerre » pourraient être utilisés à d'autres fins.

La Bourse est-elle entrée dans cette phase de stagnation annonciatrice de revers plus sérieux? Le volume relativement faible des transactions (autour de 900 millions de francs par jour sur le marché à règlement mensuel) et l'insuccès des cours à gagner du terrain commencent à inquiéter nombre d'investisseurs. La plupart d'entre eux restent l'arme au pied, dans l'attente du 24 novembre, date officiellement arrêtée pour la privatisation de Saint-Gobain. Si M. Balladur s'est plu à souligner que cette opération, et celles qui suivront, devrait permettre de relancer la Bourse, on cherchait sous les lambris les raisons d'un tel optimisme. La corbeille n'en a fourni aucune cette semaine. On notait, au contraire, un courant régulier de ventes d'actions ELF. Le cours s'était cependant pas excessivement attardé, une main « anonyme » ramassant le papier flottant en Bourse. De l'avis des professionnels, les ventes émanaient essentiellement d'investisseurs britanniques; déçus par l'évolution de la cotation. Une explication plausible. Les ressortissants de la Perfidie Albion n'ont-ils pas allégué leurs positions à l'étranger, pour participer avec le maximum de munitions au Big Bang de la City?

Sur le front de l'économie, le marché accueillait avec prudence l'annonce d'une hausse des prix de 0,2 % en octo-

Morne plaine

bre. Les craintes d'une reprise de l'inflation restent cependant présentes dans les esprits. Si certains veulent croire à une possible baisse des taux d'intérêt (à moyen terme), les rabais-joints font remarquer que les prix diminuent en Allemagne de l'Ouest, ce qui n'est pas le cas dans l'Hinterland. La tenue médiocre de Wall Street (qui perdait 31,5 points jeudi) ajoutait à l'expectative de la Bourse. Sans les remous affaristes qui ont pour résultat de mettre en vedette quelques sociétés cotées, la léthargie totale aurait gagné la Rue Vivienne.

Fort heureusement, la danse frénétique des OPE (offres publiques d'échanges) a donné un certain « tempo » au marché. La démission de M. Guy de Brignac de la présidence de Lesieur laisse en principe le champ libre à Saint-Louis-Bonchon pour la prise de contrôle du groupe huiler français; sans à voir d'autres grands de l'agro-alimentaire, comme Nestlé, s'intéresser à l'opération.

Waterman passe à l'étranger

La surprise est, en revanche, venue de Waterman, dont le PDG, M^{me} Francine Gomez, a décidé, avec sa mère et sa tante, principales actionnaires de la société familiale, de céder leur affaire à l'Américain Gillette.

Elles voient ainsi l'occasion de réaliser une transaction financière rentable, tout en accédant au marché américain (M^{me} Francine Gomez doit conserver son siège de PDG). Alors que les commentaires allaient bon train sur le bien-fondé et les motivations d'un tel choix (la cession de 180 000 titres Waterman - sur un total de 351 351 - se fera sur la base de 700 F par titre), on apprendrait presque au même moment que le groupe américain Revlon se proposait de racheter, pour 4,9 milliards de dollars au comptant, son concurrent Gillette, tandis que Parker s'apprêtait à racheter Waterman. Sans oublier la rumeur insistante suivant laquelle Unilever serait prêt à reprendre Gillette.

Hormis cet époustouflant chassé-croisé, Spie-Batignolles faisait repasser de lui en mettant son pied en contre-offensive pour freiner l'entrée de Bouygues dans

Semaine du 10 au 14 novembre

son capital. Une course de vitesse s'est engagée entre le leader européen du bâtiment et Spie. La question est, en effet, de savoir si Francis Bouygues parviendra à prendre 33 % du capital de Spie-Batignolles (il en posséderait 25 % environ) avant l'assemblée générale des actionnaires prévue, selon toute vraisemblance, avant la fin de l'année, au cours de laquelle sera proposée l'attribution d'un droit de vote double pour les actions détenues depuis au moins quatre ans. Une opération qui profiterait essentiellement à Schneider, principal actionnaire de Spie-Batignolles. Bouygues réussira-t-il à s'assurer à temps une minorité de blocage? L'interrogation était entière en fin de semaine.

Les choses étaient, en revanche, plus claires dans l'OPE lancée par Louis Vuitton sur Veau Chicquet. Le célèbre bagagiste propose six de ses actions contre une Veau Chicquet. La possibilité sera aussi donnée d'échanger un titre Vuitton contre une obligation convertible Chicquet de 5 800 F (plus un supplément de 500 F).

Hors de ces lieux pleins d'animation, les investisseurs ont en cette semaine quelques regards pour les Fromageries Bel (+ 14,9 %), Berger (+ 13,3 %) et Fichtel-Banche (+ 11 %), tandis que Nouvelles Galeries, SEB et DMC étaient assez recherchées. Des titres comme UIC (- 11,5 %), Raffinage (- 9,3 %), Imetal et Carrefour étaient, à l'inverse, les plus sévèrement sanctionnés par le marché.

An moment où l'activité semblait surquer le pas, M. Balladur insistait sur la nécessité d'accroître - grâce à la privatisation - le nombre de petits porteurs. On en dénombre actuellement 4,5 millions, mais 3 millions interviennent de manière indirecte, par le biais d'instruments de gestion collective. Cette volonté d'élargir le nombre de propriétaires directs d'actions, émanation du thème gaulliste de la « révolution républicaine », est jugée louable par les boursiers, qui notent un certain essoufflement du marché. Encore faut-il inciter les « petits » à passer à l'action. Une bonne façon de susciter leur intérêt serait d'abaisser les frais de garde de leurs titres chez les intermédiaires financiers (agents de change, banques). Moins un opérateur possède d'actions, plus son dividende risque en effet d'être rogné, voire absorbé par ces frais. Le débat, sur ce point, est ouvert. Il conditionne, pour une part non négligeable, la réactivité des petits investisseurs à l'opération de privatisation.

ERIC FOTTORINO.

Matériel électrique services publics

	14-11-86	Diff.
Alstom-Atlantique	387,10	- 7,90
IT-Alcatel	2 180	- 89
Trouzel	276	- 7,50
Alcatel des Eaux (1)	1 388	+ 13
BM	880	- 20
nielsen	1 450	- 100
IT	349	- 22
grand	4 770	- 125
lyonnais des Eaux	1 350	- 25
Vitr	2 155	+ 85
Merrill-Gérin	2 530	- 10
Moteurs Leroy-Somer	910	+ 12
Moulinex	68,90	+ 2,90
PM Labinal	990	+ 35
radiotechnique	391	- 38
Schlumberger	217,50	- 11,50
SEB	628	+ 45
Siemens	2 300	+ 4
Sigaux	518	- 2
Télémat. Electrique	2 880	+ 35
Thomson-CSF	1 537	+ 12

(1) Droit 35 F et 118 F.

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	14-11-86	Diff.
4 1/2 % 1973	1 631	+ 1
7 1/2 % 1973	9 960	- 160
10 1/2 % 1975	102,95	- 2
PME 10 1/2 % 1976	104,70	- 0,40
8 1/2 % 1977	123,40	- 0,10
10 1/2 % 1978	123,40	- 0,40
8 1/2 % 1978	103,65	- 0,25
8 1/2 % 1978	100,09	- 0,10
9 % 1979	101,35	- 0,35
10 1/2 % 1979	107,10	- 0,50
13 1/2 % 1980	105,94	- 0,18
16 1/2 % 1981	106,62	- 0,34
16 1/2 % 1982	120,60	- 0,30
16 % 1982	122	- 0,60
15 1/2 % 1982	117,60	- 0,60
CNE 3 %	4 500	+ 40
CNE 3 % 5 000 F	102,55	- 0,20
CNE Paris 5 000 F	102,59	- 0,01
CNE Suez 5 000 F	103,10	- 0,15
CNE 5 000 F	102,60	- 0,56

Pétroles

	14-11-86	Diff.
Elf-Aquitaine	313,50	+ 0,20
Esso	452,30	- 0,20
Exxon	452,30	- 0,20
Francecar	321	- 10
Petrofina	1 485	+ 27
Pétroles B.P.	143	- 6,10
Primagaz	535	+ 24
Raffinage	2 730	- 14,10
Royal Dutch	597	+ 3
Sogehap	410	+ 5
Total	430	- 4

Filatures, textiles, magasins

	14-11-86	Diff.
André Rouderie	224	+ 4
Agache Willet	1 065	- 10
BHV	501	- 15
FAO	1 595	+ 69
Danar-Serviposte	2 730	- 14,10
Darty	4130	- 20
DMC	564	+ 24
Galeries Lafayette	333	- 9
Le Redout	2 237	- 0
Nouvelles Galeries	543	+ 42
Printemps	510	- 2
SCOA	75	+ 7,10

Mines, caoutchouc, outre-mer

	14-11-86	Diff.
Géophysique	285	inch.
Indal	56,50	- 3,60
INCO	83,10	- 2,70
Nickel	2 289	- 51
Viz. Penarroya	35,50	inch.
RTZ	64,80	- 1,20
OCI	1,21	- 0,01

Privatisation de Saint-Gobain

Controverse autour d'un certificat

Convertir, convertira pas? Parmi les questions encore en suspens à une semaine de la privatisation de Saint-Gobain, programmée pour le 24 novembre, le problème de la conversion des certificats d'investissement émis en juin dernier prête quelque peu à controverse. Ces titres, qui représentent 18,5 % du capital de Saint-Gobain (pour une valeur de 2,4 milliards de francs), pourraient aisément être transformés en actions si l'Etat donne, ou plus exactement vend, aux détenteurs des certificats d'investissement le droit de vote. Toute la question est de savoir à quel prix ce droit de vote peut être cédé. Le Trésor considère - qu'il n'est pas question de brader ce droit, et serait assez tenté de ne prévoir la conversion du certificat qu'une fois cotée l'action Saint-Gobain. Libéral jusqu'au bout, quand cela l'arrange, le Trésor laisserait ainsi le marché financier décider de la valeur du

droit de vote, en fonction de la cotation qui s'établirait entre le certificat d'investissement - dont la cotation a été suspendue le 3 novembre à 307 F - et l'action Saint-Gobain qui devrait être effectivement cotée le 23 décembre à la Bourse de Paris.

Côté Saint-Gobain et intermédiaires financiers, on ne l'entend pas de cette oreille. Pour eux, le droit de vote doit être mis en vente en même temps que les actions Saint-Gobain, avec un prix affiché qui pourrait se situer autour de 10 F, soit la différence entre le cours d'introduction du certificat, en juin (320 F), et le cours d'introduction de l'action si celui-ci devait s'établir à 310 F. Si ce dernier atteignait 315 F, on pourrait même prévoir une plus-value de 5 F par titre pour les porteurs de certificats qui ont, en leur temps, fait confiance à une entreprise publique.

C. B.

Banques, assurances sociétés d'investissement

	14-11-86	Diff.
Bail Equipement	680	- 15
Bayeur (Cie)	1 902	- 3
Cetelem	1 178	+ 27
Chargeurs SA	1 328	- 31
CHF	1 167	- 4
CFI	626	- 26
Eurafinco	3 634	- 66
Hénin (La)	763	- 19
Imm. PL-Moncau	560	+ 35
Locafinco	646	+ 6
Lodinus	1 115	+ 6
Midi	1 571	+ 3
Midland Bank	442	- 1
O F F	1 460	- 25
Paribas	760	- 35
Prixatelli	1 660	- 10
Schneider	698	inch.
UCB	598	- 52

Produits chimiques

	14-11-86	Diff.
BASF	881	- 34
Hoechst	852	- 11
Imp. Chemical	103	+ 8,70
Institut Mérieux	4 016	- 34
Laboratoire Belon	1 890	- 30
Nord Hydro	127	- 0,70
Roussel-Uclaf	1 432	+ 57

Valeurs diverses

	14-11-86	Diff.
Ascor	470	+ 31
Agence Havas	2 003	- 9
Arjomand	2 029	+ 9
Bic	620	- 4
Bis	1 392	- 8
CCP	1 189	- 6
Club Méditerranée	623	+ 7
Estor	3 390	+ 130
Europe 1	826	+ 36
Hachette	2 697	+ 48
L'Air Liquide	1 669	- 1
L'Oréal	3 890	+ 112
Navigation Mixte	1 020	- 23
Nord-Est	180,10	- 10
Presse citée	2 526	- 62
Sauvot	678	+ 0
Shis Rossignol	1 180	- 20

Bâtiment, travaux publics

	14-11-86	Diff.
Auxil. d'entrepr.	1 313	+ 13
Bouygues	1 270	+ 10
Ciments Français	1 097	- 19
Dumez	1 540	+ 42
GTU	494	- 7
J. Lefebvre	1 157	+ 51
Lafarge	1 307	- 12
Maisons Plaisirs	1 002,80	+ 4,80
Polier et Chausson	1 624	- 49
SCREG	492	- 4
SGE-SB	71	- 0,10

Métallurgie

	14-11-86	Diff.
Alsip	358	- 17
Avions Dassault-B.	1 160	- 5
Chiers-Châtillon	87,80	- 1,20
De Dietrich	1 780	+ 30
FACOM	1 648	+ 142
Five-Lite	159	- 4,10
Hotchkiss	36	- 3
Peugeot SA	1 077	- 23
Peugeot	36	+ 0,20
Poissin	2 368	- 12
Stralor	529	- 17
Valco	508	- 9
Vallourec	84,18	+ 4,80

Alimentation

	14-11-86	Diff.
Béglin-Sey	510	+ 15
Bongrain	2 260	+ 30
BSN G.-Danoine	4 250	- 70
Carrefour	2 450	- 175
Castrol	2 500	- 95
Euro-marché	2 700	- 115
Guyenne et Gesc.	670	- 1
Marcel	1 680	- 115
Mot-Hennessy	2 368	- 12
Nestlé	34 950	inch.
Occidentale (Gie)	978	- 12
Oldes-Caly	155	- 5,10
Parcel-Card	1 001	- 12
Promodis	1 001	- 12
St. Sauveur	740	inch.
Source Perrier	797	+ 7

(LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs))

	10 nov.	11 nov.	12 nov.	13 nov.	14 nov.
RM	809 560	-	1 085 603	957 119	1 029 700
Comptant	4 267 261	-	5 994 013	7 322 037	8 907 400
R. et obl.	266 836	-	272 468	248 373	279 361
Total	5 343 657	-	7 352 084	8 527 529	10 216 461

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1985)

	14.11	13.11	12.11	11.11	10.11
Françaises	144,1	-	144,8	145,1	-
Etrangères	110,4	-	110,6	110,4	-

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1985)

	14.11	13.11	12.11	11.11	10.11
Tendance	144,9	-	144,8	145,3	144,9

(base 100, 31 décembre 1981)

	14.11	13.11	12.11	11.11	10.11
Indice gén.	380,8	-	379,9	379,5	378,6

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 14 novembre

	Nov. 86	Déc. 86	Mars 87	Juin 87
Fremier	-	105,50	106	106,05
+ Insa	-	105,50	106,65	106,60
+ Insu	-	105,50	105,85	105,75
Dernier	-	105,50	106,50	106,25
Compensation	-	105,50	106,50	106,25

Nombre de contrats : 19 393

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 7 nov.	Cours 14 nov.
Or fin 999,9 en barre	88 000	88 000
Or fin 999,9 en lingot	88 000	88 000
Pièces françaises (20 g.)	822	821
Pièces françaises (10 g.)	398	378
Pièces belges (20 g.)	801	800
Pièces belges (10 g.)	398	398
Souverain	641	628
Souverain Elizabeth II	630	648
Pièce de 20 dollars	395	390
Pièce de 10 dollars	1 900	1 900
Pièce de 5 dollars	1 070	1 070
Pièce de 20 marks	3 280	3 280
Pièce de 10 marks	631	618
Pièce de 5 marks	380	348

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Coup de semonce

Plutôt bien orienté en début de semaine, le New York Stock Exchange a été pris mercredi d'un brutal accès de faiblesse, qui s'est traduit jeudi par une chute verticale de 31,5 points du « Dow ». Le marché s'est toutefois ressaisi par la suite, et, vendredi soir, l'indice des industrielles s'inscrivait à 1 873,59 (contre 1 886,67 le 7 novembre). Mais le coup de semonce a été clairement entendu. Il a révélé, si l'on peut dire, un caractère informatif Wall Street battant depuis plusieurs jours sur la barre des 1 900 points, l'ordinateur a lancé l'ordre de vendre. De nombreux opérateurs ont obtenu l'autorisation de vendre à tout prix, le FED ayant fait connaître son intention de resserrer les conditions de crédit si la masse monétaire continuait de dépasser. Ajoutons que des départs d'investisseurs ont été greffés à ces considérations. Finalement, la relative sagesse de l'indice massé et la baisse des prix de détail en octobre (- 0,2 %) ont temporairement élargi le spectre de la hausse des taux. Sur l'OPA lancée par Revlon, Gillette a monté de 16,2 % à la veille du week-end.

	Cours 7 nov.	Cours 14 nov.
Alcoa	36	35 3/8
AT&T	25 3/8	25 1/8
Boeing	52 5/8	50 1/2
Chrysler	47 1/2	47 1/2
Du Pont de Nemours	88	86 1/2
Eastman Kodak	62 3/4	66 3/4
Ford	68	66 1/2
General Electric	58 7/8	55 5/8
General Motors	78	77
Goodyear	72 1/2	70 1/2
IBM	121 3/8	121 3/8
ITT	53 3/4	54 1/4
Mobil Oil	38 7/8	40 1/2
Pfizer	62 1/8	60 3/4
Rockwell International	33 1/2	33 1/2
Tecumseh	36 1/4	36 3/8
UAL Inc.	29 1/8	28
Union Carbide	33 3/8	32 7/8
US Steel	23 3/4	23 1/8
Westinghouse	58	57
Xerox Corp.	57 3/4	57 1/2

L'EUROMARCHÉ

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
3 Les Etats-Unis annoncent des sanctions contre la Syrie. 4 Algérie : quatre personnes tuées dans les manifestations de Constantine. — Les élections au Brésil.	5 Le budget adopté à l'Assemblée nationale. — Regain de tension en Nouvelle-Calédonie. 6 Le comité directeur du Parti socialiste.	7 Huit pays européens s'apprêtent à construire le plus grand télescope du monde. — M. Pasqua lance un campagne sur les risques du nucléaire. 8 Création d'un comité de soutien aux victimes des chus-sous abusifs. 11 Communication.	9 Les Clients, de Jean Poirot, à Edouard VII. — Les Petits Pas, de Jérôme Deschamps, aux Bouffes-du-Nord.	13 La réforme du calcul des chiffres du chômage. 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes, grands marchés.	Carnet 11 Météorologie 11 Mots croisés 11 Programmes des spectacles 10

Les légers progrès enregistrés avec Gorbatchev doivent « inciter l'Occident à accentuer ses pressions » déclare, à Paris, le dissident Youri Orlov

Le physicien russe Youri Orlov, expédié par les autorités soviétiques à New-York le 5 octobre, a passé quelques jours en France à l'invitation du comité des physiciens français et du comité des scientifiques français, formés pour sa libération (1).

Celui qui, en 1976, fut l'un des fondateurs du groupe moscovite pour la surveillance de l'application en URSS des accords d'Helsinki (le Monde du 14 novembre) a tenu une conférence de presse, le vendredi 14 novembre, à Paris. Il a tout d'abord remercié ceux qui, en France, sont intervenus en sa faveur, notamment le président de la République. Puis il a rappelé qu'il y a au moins 830 détenus politiques recensés en URSS, condamnés pour délit d'opinion. Sans parler de ceux qu'on ne peut recenser.

Youri Orlov a évoqué plusieurs cas : Anatoli Martchenko, ouvrier né en 1938, écrivain connu qui a déjà passé vingt ans dans les camps soviétiques. Il lui reste encore à purger quatre ans de camp suivis de cinq ans de rélegation. Anatoli Koriaguine, un psychiatre né en 1938 qui a renoncé à une carrière scientifique pour lutter contre l'utilisation abusive de la psychiatrie dans la répression des délit d'opinion. « Cette répression peut être assimilée à la pratique de la médecine nazie », a dit Orlov ; il a raconté comment, dans le camp où ils étaient détenus ensemble, Koriaguine forçait son rendement pour l'aider à remplir la norme fixée et lui éviter sanctions et brimades. Koriaguine a encore devant lui deux années de camp et cinq années de rélegation.

Deux juristes ukrainiens, Levko Loukianenko et Ivan Kandyba,

avaient déjà fait chacun quinze ans de camp de 1961 à 1976 pour avoir écrit un texte réclamant le droit à l'autodétermination pour l'Ukraine. Arrêtés de nouveau l'un en 1977, et l'autre en 1981, ils ont été condamnés à dix ans de camp et cinq ans de rélegation.

En arrivant en Occident, Orlov a été stupéfait par le nombre de personnes et d'associations qui se préoccupent du sort des prisonniers politiques en URSS. « Je vous demande de continuer, de dépasser en patience les autorités soviétiques qui ont beaucoup. Le travail que vous faites peut ne pas vous paraître efficace dans l'immédiat, mais sachez que tôt ou tard il portera ses fruits. »

Il attribue la vingtaine de libérations de prisonniers politiques intervenues depuis l'avènement de M. Gorbatchev au désir de celui-ci de se forger « une image plus attirante ». « Si vous accueillez ces légers progrès avec euphorie, au lieu qu'il vous incite à accentuer vos pressions pour le respect des droits de l'homme en URSS, alors ces libérations ne continueront pas », a ajouté Orlov, qui voudrait faire comprendre aux Russes qu'ils ne pourront jamais faire de progrès décisifs, économiques, culturels, scientifiques et sociaux, tant qu'une véritable démocratisation ne sera pas menée en URSS. Et il souhaite que l'Occident comprenne que seul le respect des droits de l'homme en URSS peut garantir sa sécurité.

Am. B.

(1) Youri Orlov participera à une réunion publique, lundi 17 novembre, à 18 heures, à l'université Paris-VII, 2, place Jussieu, amphithéâtre 45.

Le sort des otages américains au Liban

Le Jihad appelle Washington « à persévérer »

Beyrouth (AFP). — Le Jihad islamique a indiqué ce samedi 15 novembre que les Etats-Unis devaient persévérer dans la voie qui a conduit le 2 novembre à la libération de M. David Jacobsen, afin d'obtenir l'élargissement des autres otages américains qu'il détient. Dans un communiqué, accompagné d'une photographie de M. Terry Anderson, enlevé le 16 mars 1985, le Jihad affirme que « la libération de M. Jacobsen a été le fruit d'une initiative américaine qui, si elle venait à se poursuivre, conduirait à une solution de l'affaire des otages ».

« Le gouvernement américain devrait prendre des mesures plus rapides et plus constantes pour satisfaire nos exigences », indique le communiqué qui ajoute que le Jihad ne fera « aucune concession et ne changera pas d'un iota ses revendications ».

IRLANDE DU NORD

Un mort au cours d'une manifestation protestante

Belfast (AFP). — Un manifestant protestant, âgé de vingt-neuf ans, est mort après avoir été renversé par une voiture de police à Belfast, et trois policiers ont été légèrement blessés dans la nuit du vendredi 14 au samedi 15 novembre, lors de manifestations protestantes en Irlande du Nord à l'occasion du premier anniversaire de l'accord anglo-irlandais.

M. CHARLES PASQUA invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde » dimanche 16 novembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

L'ancien président du groupe RPR du Sénat répondra aux questions d'André Passeran et de Georges Marion, du Monde, et de Gilles Leclerc, de l'Express, et de l'RTL. Le débat était dirigé par Olivier Mazerolle.

Remontée des cours du pétrole

Le comité des prix de l'OPEP propose de revenir à un prix de référence de 18 dollars

Réuni à Quito (Equateur), le vendredi 14 novembre, le comité des prix de l'OPEP a décidé de proposer à l'Organisation de revenir le mois prochain à un système de prix fixes du pétrole brut, système appliqué pendant vingt-cinq ans et abandonné en décembre 1985 avec un prix de référence de 18 dollars par baril. Bien que ce comité, composé des ministères koweïtiens, libyens et égyptiens du pétrole, n'ait qu'un pouvoir de proposition — la décision finale devra être adoptée par les treize pays en décembre —, cette nouvelle a provoqué, un vif raffermissement des cours sur les marchés au jour le jour. Le prix du baril de pétrole est repassé vendredi, pour la première fois depuis deux mois, au-dessus de 15 dollars par baril. Le marché de New-York a clôturé en hausse de 14 cents à 15,65 dollars/baril.

Le marché est favorablement impressionné par l'apparente cohésion retrouvée au sein de l'Organisation depuis la dernière conférence extraordinaire et surtout le remplacement il y a deux semaines du ministre saoudien du pétrole M. Yamani, principal partisan de la guerre des prix.

Comme le confirment la rapidité des débats de Quito et l'unanimité qui y a été constatée, la plupart des pays membres de l'OPEP adhèrent désormais à l'objectif fixé par le royaume saoudien de faire remonter les prix du brut à 18 dollars par baril dans les mois à venir.

Le système proposé par le comité consiste à rétablir un prix de référence officiel, calculé à partir d'un panier de cinq qualités de brut produit par l'OPEP (1) et d'une qualité extraite par un pays non membre de l'Organisation, le Mexique. Les prix pour chaque pays seraient ensuite fixés en tenant compte des différences de qualités, d'éloignement, etc. (différentiels).

Huit pays membres (2) ont fait officiellement savoir qu'ils approuvaient cette proposition, parmi lesquels le Koweït, qui, avec l'Arabie saoudite, avait été le plus chaud partisan de la guerre des prix. L'Iran, opposant traditionnel de l'Arabie saoudite, a également déclaré qu'il accepterait le prix de 18 dollars à

condition que celui-ci soit considéré comme une étape et qu'un calendrier précis soit établi pour revenir au prix de 28 dollars, pratiqué jusqu'à la fin de l'an dernier.

Cet accord ne règle pas toutefois le principal problème. L'OPEP doit, en effet, décider à sa prochaine conférence du 11 décembre, définir les moyens d'y parvenir. Selon la plupart des experts, ce nouvel objectif de prix n'est pas compatible avec le maintien du niveau de production actuelle de l'Organisation. Et rien n'indique que les pays membres soient prêts individuellement ou collectivement à réduire encore leur rythme d'extraction pour apurer le marché.

V. M.

(1) Bruts saoudien, indonésien, algérien, nigérian et vénézuélien.

(2) Koweït, Libye, Equateur, Arabie saoudite, Iran, Venezuela, Indonésie, Algérie.

Les grandes manœuvres industrielles

L'Association internationale des étudiants en sciences économiques et commerciales (AIESEC), de Paris-X-Nanterre et de la région parisienne, organise le 20 novembre une conférence-débat sur le thème : « L'Europe, les grandes manœuvres industrielles. Avec la participation de MM. Jean-Louis Gergorin, directeur de Matra, Ferdinand Braun, directeur général de l'industrie à la CEE, et Michel Delapierre, chargé de recherche au CNRS, directeur du LAREA-CEREM, le débat aura lieu de 12 h 30 à 14 heures, à l'université de Nanterre, amphithéâtre C du bâtiment G (économie), et sera animé par Eric Le Boucher, responsable du département affaires de la région parisienne de l'AIESEC, Paris-X, 200, avenue de la République, 92001 Nanterre. Tél. : (1) 47-25-92-34, poste 870.

A B C D E F G

M. Chaliar prêt à se rendre à la justice

« Yves Chaliar devrait se rendre à la justice. C'est inévitable », nous a déclaré M. Xavier de Roux, défenseur de l'ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci, ce samedi matin 15 novembre. Cette « reddition » devrait se faire dimanche ou, au plus tard, au début de la semaine.

Doucement mais inexorablement, le feuilleton « Carrefour du développement » évolue. Parti comme un scandale politico-financier éclaboussant M. Christian Nucci, ancien ministre de la coopération, et, ensuite, l'ancien gouvernement socialiste, il entre maintenant dans une seconde phase et risque de se retourner contre ceux qui — dans la majorité actuelle — pouvaient espérer en tirer un bénéfice politique.

Ce sont les propos d'Yves Chaliar au Point qui sont à l'origine de ce changement de direction. Dans son édition du 10 novembre, le principal acteur de cette affaire multifacette révélait qu'il avait été aidé dans sa fuite par « l'un des responsables de la police au ministère de l'Intérieur ». Yves Chaliar précisait que c'est à ce même policier qu'il avait fait parvenir du Brésil son fameux rapport sur les pratiques financières de l'association Carrefour du développement.

Qui était l'obligé ami d'Yves Chaliar ? Le Monde, le 10 novembre, évoquait le nom du contrôleur général Jacques Delebois, chef du Service de coopération technique internationale de police (SCTIP), proche d'Yves Chaliar, avec qui il avait préparé le sommet franco-africain de Bujumbura. Le Point, dans son édition de lundi 17 novembre, confirme qu'il s'agit bien de ce fonctionnaire.

Dès que l'affaire a éclaté, explique maintenant Yves Chaliar au Point, j'ai demandé conseil à Jacques Delebois. Je l'ai vu alors lors de la préparation du sommet du Burundi (...). Fin avril 1986, quand l'affaire du Carrefour a éclaté, je me suis donc tourné vers lui pour réclamer son aide. Le jeudi 24, je suis allé le voir dans son bureau, et j'ai annoncé au ministre de l'Intérieur,

me Nélaton. Le poste de garde a même photocopié ma carte d'identité. Il m'a conseillé d'aller voir un comptable de ses amis, boulevard de Courcelles. Ensuite, nous ne nous sommes plus rencontrés que dans des cafés. Pour prendre rendez-vous, je devais l'appeler sous le pseudonyme d'Albert.

A la suite de ces articles, M. Jacques Delebois a été entendu sur commission rogatoire de M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction en charge du dossier, par le contrôleur général Greco, chef de la sous-direction des affaires économiques et financières au ministère de l'Intérieur. L'audition a duré quatorze heures. Il ne semble pas qu'elle ait permis de faire toute la lumière.

Le ministère de l'Intérieur semble pourtant embarrassé : M. Delebois est un proche de M. Charles Pasqua. C'est à lui que le nouveau ministre de l'Intérieur, à peine installé place Beauvau, a fait appel pour voir si son prédécesseur, M. Pierre Joxe, n'avait pas laissé traîner quelques microbes dans son bureau. M. Delebois fait également partie des promoteurs de la nouvelle majorité : nommé chef du SCTIP en juin 1986, en remplacement de M. François Zuccarelli, jugé trop proche du Parti socialiste, le commissaire divisionnaire Delebois a été élevé récemment au grade de contrôleur général. Le lendemain de son audition par la brigade financière, il était reparti longuement par M. Charles Pasqua.

Une question reste posée : Est-ce le contrôleur général Delebois qui a pris l'initiative de demander ce rapport à Yves Chaliar, puis de le faire parvenir à M. Aurillac ? Ou bien, comme c'est l'usage, l'a-t-il d'abord adressé à sa hiérarchie, au ministère de l'Intérieur. Legal, ensuite, l'aurait transmis à M. Aurillac.

Ce n'est pas un simple détail, comme l'affirme encore Yves Chaliar dans son interview, il a été l'objet de manipulations pour lâcher une à une quelques pièces d'un dossier particulièrement gênant pour l'ancien pouvoir. C'est ainsi que l'interview qu'il a donné de sa retraite paraguayaise, fin juillet, au Figaro-Magazine lui aurait été fortement conseillé par ses protecteurs parisiens.

Ses manipulateurs ne s'interessaient d'ailleurs pas qu'ils lui auraient demandé un rapport sur Carrefour du développement, ils auraient exigé qu'il mette sur papier plusieurs des secrets du ministère de la coopération ou des affaires dont il avait eu connaissance. Il aurait ainsi rédigé pour ses « amis » un rapport sur l'Association pour la promotion commerciale internationale, alors présidée par M. Alain Pober, qui avait connu de graves difficultés financières.

GEORGES MARION.

(Publicité)

Enfin ouvert au public ! 1000 Tissus dégriffés chez Artirec-Murs

CHIC ! CHOIX ! PAS CHER !

MOQUETTE MURALE anti-feu, 11,50 F le m². • Tissus en papier anti-feu, 8,50 F le m². • Liège naturel 10,50 F le m². • Miroirs à collage 125 F le m². • Dalis imitation, 19,50 F le m². • 70 cm. • Cretomes et Sédin • Desplacé • Piqués • Matchless • Miroirs • Lin • Sols • Tissus imprimés • Papiers chinés • Fils tissés • Tissus sur mesure en 2,70 m • Côté choix tissus Gde Largeur • Ex. : 180 % coton 29,50 F le m en 2,70 m. • Oui, c'est la fête des yeux et des prix pour habiller la maison ! Pour son inauguration, la Première Grande Surface du Mural fait des prix « pas possibles ».

Artirec n'est pas un faux soldat : son statut de créateur, éditeur, manufacturier, grossiste, exportateur-importateur, monde entier lui permet de limiter les prix toute l'année.

Preuve : le Guide Paris-Pas-Cher lui a décerné le Fied, la

Fnac, son Label (qui ne se donne pas à la légère). Qui dit mieux ? De plus, en ce moment, Artirec solde d'énormes surplus à prix d'usine : fins de séries et/ou légers défauts.

ARTIREC-MURS (Artisanat-Recrutement), 1000 m² d'espace, 200.000 m² revêtements muraux, 8-10, Imp. St Sébastien, 11e, M^o R. Lenoir 43.55.66.50. En voiture, par le 87, bd R. Lenoir, prendre 1. St Sébastien puis tourner 2 fois à gauche. Parking assuré dans la cour. Remise 5 % à apporter ce jour-là. Fournisseurs des Administrations.

ARTIREC-SOLS, à 5 minutes pour coordonner, 4, bd Baudin, 12e, M^o Quai de la Rapée, 43.40.72.72. Même maison à Plaisir (30.55.15) et St Maurice (48.83.19.97). Guide Artirec Murs et Sols : 10 F ; gratuit si achat. Artirec veut cent fois le dépla-

L'anarchie de la bande FM

TDF ne veut plus jouer le rôle de gendarme

Curieuse phase que celle traversée aujourd'hui par l'Émission de France (TDF). Entreprise commerciale mais entreprise d'Etat, exposée au jeu de la concurrence, mais soumise aux contraintes du public. Ses usages, son passé, son image... Les freins et obstacles à sa mutation se dévalent pressants et placent temporairement la société dans une situation ambiguë. Ambiguë quant à sa vocation et aux attentes réelles de ses clients ; ambiguë également quant à son organisation et à la dévolution de certaines de ses compétences à la CNCL.

Chargée de la diffusion des émissions du service public et du secteur privé (en situation de monopole dans le premier cas, de concurrence dans le second), TDF se voit désormais déchargée de la gestion du plan de fréquence et du contrôle des ondes. Une activité attachée à son histoire et à la tradition en France du monopole des ondes, mais qui lui a valu récemment de nombreuses critiques. Comment, disait-on, pouvait-elle être à la fois arbitre du jeu et prestataire de service, représentante de l'ordre et partenaire commercial ?

Le conflit Radio-Bocot-Europe 1 témoigne de la perversion de la situation. Brouillée en FM par la radio locale, Europe 1 reproche à TDF chargée de sa diffusion, de ne pas prendre les moyens d'assurer son contrat : moyens techniques, une puissance supérieure de diffusion ; — moyens judiciaires — un recours contre Bocot, la pirate perturbatrice. TDF a-t-elle fait, bloquée en matière de puissance, et pressée d'abandonner toute plainte contre les pirates. « Gêné sur tous les plans », explique M. Bertrand Denis-Laroque, directeur des affaires commerciales ; freinée dans son contrat : moyens techniques, une puissance supérieure de diffusion ; — moyens judiciaires — un recours contre Bocot, la pirate perturbatrice. TDF a-t-elle fait, bloquée en matière de puissance, et pressée d'abandonner toute plainte contre les pirates.

« Sans doute la CNCL bénéficierait-elle de moyens de contrôle nouveaux, la sous-direction des fréquences de TDF devant être intégrée à son administration. Mais certains, à TDF, s'inquiètent déjà de constater que les vingt-sept personnes de ce service continueraient à émigrer, en 1987, au budget de TDF. « Une position encore ambiguë dit-on. TDF reste-t-elle le bras armé de la puissance publique ou devient-elle enfin entrepreneur commercial ? »

ANNICK COJEAN.

L'inflation en France : le bon résultat d'octobre

La hausse des prix de détail en France, si elle a été faible le mois dernier (+ 0,2 % selon les calculs provisoires de l'INSEE par rapport à septembre), n'en a pas moins été nettement plus forte qu'en RFA. Outre-Rhin, le prix ont en effet baissé de 0,3 % en octobre. Ainsi malgré un résultat qui est en en (2,1 ou 2,2 %) pour la France et pour un mois d'octobre le meilleur depuis 1956, l'écart d'inflation a recommencé à se creuser avec la RFA depuis septembre.

Il est probable que cet écart — dont dépend en partie la tenue du franc — continuera à se creuser pendant quelques mois du fait notamment de la libération totale des prix. Mais il pourrait se stabiliser, voire se réduire à la fin de l'hiver ou au printemps prochain si les coûts salariaux unitaires continuent d'évoluer en France moins vite qu'en RFA : + 2 % probablement cette année, contre + 3 % outre-Rhin. L'étout que donne à la France sa politique salariale explique que plusieurs personnalités politiques ou du monde des affaires aient attiré l'attention ces derniers jours sur les risques d'un dérapage salarial, logique dans une période au cours de laquelle les entreprises vont annoncer des résultats d'exploitation en nette amélioration.

C'est ainsi que M.M. Balladur, Barre, Gatzert, ne sont exprimés sur le sujet. L'ancien premier ministre a notamment déclaré que c'est la politique salariale globale des entreprises n'avait pas été à la mesure des pertes encourues par l'économie française.

L'objectif de 2,3 % que s'est fixé le gouvernement entre janvier et décembre 1986 peut donc être respecté.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 35-15 + ISLM

كتاب الازهر